

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR LE COMMUNISME AGRAIRE

LE MIR RUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mercredi 26 juillet 1899, à 2 heures de l'après-midi

PAR

Louis MARSILLE

Avocat à la Cour d'appel

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE SUR LE COMMUNISME AGRAIRE

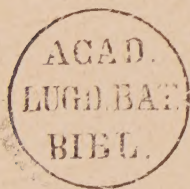
LE MIR RUSSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mercredi 26 juillet 1899, à 2 heures de l'après-midi



PAR

Louis MARSILLE

Avocat à la Cour d'appel

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut
membre du Conseil supérieur de l'Instruction
publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. *), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. *), professeur de *Droit commercial* et
de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie
politique*, chargé du cours de *Droit constitu-
tionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. *), professeur de *Droit
romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (*, I. *, C. *), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. *), professeur de *Code civil* (député du
Calvados, ancien Garde de Sceaux, Ministre de la
Justice).

CABOUAT (I. *), professeur de *Droit international
public et privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. *), assesseur du doyen, professeur de
Droit criminel, et chargé du cours sur la
Coutume de Normandie.

MM. Ambroise COLIN (I. ☉), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit
français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*
(en congé).

René WORMS (A. ☉), chargé des cours d'*Histoire
des Doctrines économiques* et d'*Économie poli-
tique*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public
français* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du
cours de *Pandectes*.

CHARGÉ DE COURS :

M. SUMIEN, chargé d'un cours de *Droit romain* et
du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.



A MON PÈRE

JURY D'EXAMEN

MM. JULES CABOUAT, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

RENÉ WORMS, *agrégé*.

LOUIS LE FUR, *agrégé*.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT. — *La liberté de tester*. (Thèse pour le doctorat, soutenue devant la Faculté de droit de Caen, Angers, 1895.)
- DE BARANTE. — *Notes sur la Russie*.
- CAILLIATE. — *L'état social de la Russie depuis l'abolition du servage*. (*Revue des Deux-Mondes* du 15 avril 1871.)
- FOURNIER DE FLAIX. — *Pendant une mission en Russie*. (Paris, 1894.)
- B^{on} DE HAXTHAUSEN. — *Études sur l'organisation rurale et les forces productives de la Russie*.
- A. ISSAIEF. — *L'état économique de la Russie*. (Devenir social, 5.)
- KOVALEVSKY. — *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*. (Stockholm, Samson et Wallon, 1890.)
- Le régime économique de la Russie*. (Gérard et Brière, Paris 1898.)
- Le passage de la propriété collective à la propriété individuelle*.
- L'agriculture en Russie*. (*Rev.int. de soc.*, 12, 1897.)
- Modern customs and ancient laws of Russia*. (David Hutt, London 1891.)

- DE LAVELEYE. — *Des formes primitives de la propriété.*
(Revue des Deux-Mondes, juillet 1892.)
De la propriété collective du sol en différents pays.
(Revue de Belgique, 1886.)
En deçà et au delà du Danube.
De la propriété et de ses formes primitives. (Paris, 1882.)
- DE LAVERGNE. — *De la culture en Russie et de l'abolition du servage.* (Revue des Deux-Mondes du 1^{er} mai 1859.)
- LE PLAY. — *Les ouvriers européens.* (Tomes II et III de la seconde édition, 1877.)
- LEHR. — *Éléments de droit civil russe.* (Paris, Plon, 1890.)
- LEROY-BEAULIEU. — *L'empire des Tsars et les Russes.*
(Paris, Hachette, 1890.)
Études russes et européennes.
La France, la Russie et l'Europe. (Paris, Levy, 1888.)
Les transformations sociales de la Russie contemporaine. (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} août 1897.)
- LOUTCHISKY. — *Études sur la propriété communale dans la petite Russie.* (Revue internationale de sociologie, publiée sous la direction de M. René Worms, 6^e année, n^o 12.)
- DE LOYNES. — *Le foyer ou le bien de famille.* (Réforme sociale du 1^{er} décembre 1891.)
- MICHELET. — *Légendes du Nord.* (Paris, Flammarion, s. d.)
- RAMBAUD, — *Histoire de la Russie.* (Paris, Hachette, 1879.)
- TISSOT. — *La Russie et les Russes.*

VASILTCHIKOF (prince). — Lettre parue dans la Revue des Deux-Mondes du 15 juillet 1879, en réponse à un article de M. Leroy-Beaulieu.

WOLOWSKY. — *La question du servage en Russie.*

I. — *Nécessité de l'émancipation et condition actuelle des serfs en Russie.* (Revue des Deux-Mondes du 15 juillet 1858.)

II. — *Les serfs de la couronne et le communisme russe.* (Revue des Deux-Mondes du 1^{er} août 1858.)

III. — *Les réformes accomplies et les réformes projetées dans l'émancipation des serfs* (Revue des Deux-Mondes du 15 septembre 1858.)



INTRODUCTION

De tous les pays de l'Europe, la Russie est, sans aucun doute, celui qui mérite le plus notre attention, grâce à la multiplicité et au caractère des questions économiques qu'on y agite en ce moment.

Des phénomènes semblables à ceux qui se couèrent, il y a plus d'un siècle, la France font leur apparition dans l'immense empire des Tsars. Nous ne pouvons que constater les analogies nombreuses que présente l'évolution moderne russe avec le passé des peuples de l'Occident européen.

Nous sommes appelés à voir en Russie l'éclosion d'une nouvelle ère sociale. Il semble d'ailleurs que personne ne le conteste : chacun se prépare à en favoriser l'avènement.

Et les grands problèmes de la science sociale passionnent toute une jeune génération qui ne connaît pas de luttes politiques. Les grandes réformes accomplies sous

les derniers tsars ne sont qu'un prélude. La jeunesse impatiente et nerveuse se lève, tourmentée de besoins neufs, hantée du rêve libérateur.

Et nos regards se fixent sur le grand empire, « sur cette autocratie mi-asiatique », que la nécessité des événements, la volonté de ses gouvernants et, plus encore, le sentiment ont fait l'allié de la République.

De toutes les questions qui occupent l'opinion, celle du communisme agraire nous a paru particulièrement intéressante.

Elle nous apparaît comme le trait le plus digne de remarque, le plus étrange de la Russie contemporaine. « Dans un siècle de théories et de systèmes comme le nôtre, une telle étude offre aux peuples inquiets de leur état social et tourmentés d'un vague malaise d'intéressantes et inappréciables leçons. Par malheur, notre éducation occidentale, nos habitudes nationales ou nos préjugés d'école nous disposent peu à une intelligence calme et impartiale d'un tel régime de propriété. Devant la communauté des biens, sous quelque forme atténuée qu'elle se présente, les esprits les plus sobres ont peine à se défendre de tout parti pris ¹. . . »

¹. Anat. LEROY-BEAULIEU, *L'Empire des Tsars et les Russes*, tome I^{er}.

Tout le monde connaît aujourd'hui le *mir* russe. Grâce à son caractère communiste, cette institution a suscité depuis longtemps les appréciations les plus contradictoires : adversaires et partisans des théories socialistes la citent également à l'appui de leurs opinions.

Les uns la présentent comme la réalisation possible du régime communiste. Ils insistent sur l'extrême faveur dont le *mir* jouit près du peuple des campagnes. La commune agricole attache à la terre le paysan par des liens indestructibles, et son plus grand avantage est, à leurs yeux, le sentiment de solidarité que développe dans les membres de la commune le travail quotidien, accompli côte à côte.

Les adversaires répondent en montrant l'état précaire des êtres et des choses, la grande misère du paysan, l'état lamentable de la terre. Le communisme n'est qu'une servitude, disent-ils ; c'est la résultante d'une organisation oppressive : ce régime nuit à l'activité des unités vivantes. Et ils concluent : c'est la permanence de la possession, l'assurance pour le père de pouvoir léguer à ses enfants une terre arrosée de ses sueurs qui grandissent l'homme attaché au sol, épurent ses jouissances et constituent un obstacle aux inspirations de l'égoïsme.

L'évolution née de la loi d'émancipation de

1861 emportera-t-elle le *mir*, cette institution primordiale de la nation russe ? Ou bien constituera-t-il, dans un avenir prochain, la réalisation au moins partielle de l'idéal rêvé par les réformateurs de la société moderne ?

Nous essayerons de dégager quelques conclusions de l'étude exacte des divers aspects sous lesquels se présente de nos jours le communisme agraire russe. Nous examinerons l'avenir qui lui paraît réservé ; nous rapprocherons le *mir* des régimes semblables de l'Inde et de la Suisse, et nous nous demanderons si un sort commun les attend.

Nous avons, dit M. Kovalevsky, la faiblesse de croire que la disparition d'un régime vieux de plusieurs siècles, et qui, à certaines époques, a été la réalisation la plus complète de ce sentiment d'égalité et de fraternité que la démocratie a créé parmi nous, ne peut être indifférente à personne.

Mais nous ne voyons pas non plus que pour cela il faille volontairement fermer les yeux sur les dangers que court cette institution, et qui peut-être ne sont plus à conjurer.



CHAPITRE I^{er}

LE COMMUNISME ET LA SERVITUDE

§ 1^{er}

ORIGINE DE LA COMMUNE AGRICOLE

Le *mir* est l'ensemble des habitants d'un village possédant en commun le territoire qui y est attaché. Le village russe est une association de paysans vivant sur leurs propres terres, et gouvernés par des magistrats librement élus et des coutumes immuables.

La loi du 19 février 1861 définit comme il suit la propriété collective de la commune rurale :

« L'usage en commun est le mode d'usage réglé par la coutume, en vertu duquel la terre est partagée ou, de temps en temps, allotie entre les paysans par habitant, par *tiaglo* ou autrement, en remplissant les obligations attachées à l'usage, avec responsabilité solidaire pour tous. »
La commune agricole, telle qu'elle existe dans la

Russie contemporaine, c'est-à-dire avec le partage périodique des terres et la distinction du mode de tenure et du mode d'administration, est d'une origine relativement récente.

Mais le principe de la propriété collective a existé primitivement en Russie comme partout ailleurs.

Il suffit d'étudier l'histoire des peuples pour constater, à l'origine de toutes les sociétés, l'existence des communautés de village avec propriété collective.

On les retrouve chez la plupart des tribus indigènes de la Russie, depuis les Lapons, les Karèles et les Samoyèdes du Nord, jusqu'aux Mordves, aux Tchouvaches, aux Tchérémisses du centre ; on les rencontre chez les peuples de l'antiquité, chez les Germains, en Amérique, en Égypte, en Chine, dans l'Inde, à Java, en un mot dans toutes les sociétés qui sortent de l'état nomade et pastoral pour adopter le régime agricole.

De toutes les institutions agraires, celle qui se rapproche davantage du *mir* est la *marke* germanique. Et la *marke* germanique a laissé des traces que l'on peut suivre à travers le moyen âge en Allemagne, en Suisse, en Angleterre, en France même.

Si nous insistons sur cette évolution de la

propriété, c'est que les plus vives discussions se sont élevées au sujet de l'origine de la communauté des terres, qui forme la base actuelle du *mir*.

Certains écrivains, slavophiles exaltés, ont affirmé que les communautés de village, telles qu'elles existent en Russie, étaient propres aux Slaves. Et ils vantaient cette institution comme particulière à leur race, dont elle devait assurer la suprématie en la préservant des convulsions sociales qui doivent emporter les États de l'Occident : « Le *mir* est le rempart du pays », dit le proverbe russe.

Ils oubliaient que cette prétendue originalité de la Russie et des Slaves ne tient ni à la race ni aux aptitudes du génie national. Elle tient à ce que ces peuples en sont demeurés à un état économique et, par suite, à un état social déjà ancien ou déjà oublié ailleurs. « Entre eux et l'Occident, dit M. Leroy-Beaulieu, la différence, sous ce rapport, est moins dans l'homme et la race que dans les conditions extérieures de l'existence ; elle est moins dans le caractère du peuple que dans l'âge de la civilisation. »

Un publiciste de talent, *M. Tchitcherine*, a présenté un système original. Il accorde facilement que les communautés de village ou de famille, telles que le *mir* russe ou la *zadrouga*

serbe, ont eu une longue existence chez la plupart des peuples étrangers. Il reconnaît que partout la propriété s'est constituée avec le sentiment de la personnalité ; « que les progrès de l'une sont en rapport avec le développement de l'autre ». Et, par une apparente inconséquence, il regarde la communauté agraire russe comme une institution relativement récente. Pour lui, la communauté du sol, et surtout le partage périodique des terres auraient été étrangers à la Moscovie aussi longtemps que les paysans auraient été libres.

Il soutient, et avec lui M. Bistram, que, jusqu'à la fin du quinzième siècle, les paysans étaient libres et propriétaires indépendants de la terre qu'ils cultivaient. Ils traitaient avec le seigneur pour la rente à payer, et vendaient, louaient, léguaient leurs fermes sans aucune immixtion de l'autorité communale ou seigneuriale. Cette indépendance s'alliait mal avec les exigences et les besoins du souverain et des seigneurs : à l'un, il fallait de l'argent et des soldats ; aux autres, des bras pour cultiver les terres. Un ukase du tsar Ivanovitch, de 1592, attachait les paysans à la glèbe. Plus tard, il leur fut défendu de se déplacer sans autorisation. Des lois postérieures de Boris Godounow fixèrent définitivement le servage ; et, sous Pierre I^{er},

la solidarité des membres de la commune pour le paiement des impôts et pour le recrutement de l'armée, amenèrent les paysans à mettre les terres en commun.

« La communauté agraire, s'écrie M. Tchitcherine a donc été le produit de la servitude : elle disparaîtra avec elle devant la liberté. »

La thèse de M. Tchitcherine ne saurait être admise. Elle contient cependant une part de vérité ; on s'explique surtout qu'elle ait pu être imaginée.

Sans doute, la propriété privée existait dans l'ancienne Russie : la vaste étendue des terres inoccupées favorisait l'éparpillement des familles et la prise de possession individuelle.

Mais il n'en est pas moins vrai que la propriété communale constitua le régime ordinaire, la règle. Et l'on retrouve à l'origine, sous le nom de *wern* dans la Russie méridionale, de *pogose* ou de *guba* vers le Nord, une organisation identique à celle de la *marke* germanique.

Le vieux code de *Jaroslav*, qui est du XI^e siècle, donne de ces communautés une description détaillée.

Ne serait-il pas étrange, d'ailleurs, que la Russie eût échappé à l'évolution commune, et que les Russes fussent un jour revenus, après l'avoir totalement abandonné, à ce mode primitif de

propriété? L'on ne voit pas ces paysans incultes et grossiers, devançant de quelques siècles les conseils des socialistes modernes, passer en connaissance de cause, vers la fin du XVI^e siècle, de la propriété personnelle à la propriété collective.

Non, la propriété collective de la terre est la forme la plus ancienne de l'occupation du sol par l'homme. Durant des siècles, la terre reste la chose indivise, le domaine commun de la famille, de la tribu, du clan ou de la commune.

La propriété collective est bien le mode primitif, le mode archaïque de la tenure du sol.

A ce point de vue, le régime russe des communautés de village, loin d'être une innovation, un présage de l'avenir, n'est que le dernier vestige d'un âge disparu, le témoin attardé d'un passé évanoui.

Les lois de Fédor, de Boris Godounow et de Pierre I^{er} n'ont eu que ce résultat de ramener au régime collectif les communes qui commençaient à en sortir, et où la propriété individuelle était déjà constituée : elles n'ont pu le faire naître.

Il est évident que la solidarité des charges imposées à la commune favorisa le maintien de collectivité agraire du *mir*. La commune devait solidairement à l'État et au seigneur ; elle avait

donc intérêt à ce que chaque habitant pût supporter sa part des charges communes. Il fallait donc accorder à chaque ménage un lot idéal qui lui permît de fournir la part d'impôts qu'on lui réclamait.

La vitalité du servage et la solidarité des impôts ont maintenu en Russie la propriété collective : sans cela, la grande nation se fût depuis longtemps dégagée d'un état de choses dont l'Europe occidentale n'a gardé que le souvenir.

Les serfs avaient intérêt à conserver un système de propriété qui assurait une égale répartition des charges. L'État et le seigneur avaient intérêt à restaurer, là où il aurait tendu à disparaître, un mode de tenure du sol qui leur assurait une facile perception des taxes et des redevances.

La Russie ne nous offre donc que des traces vivantes d'une société pour nous disparue, et qui s'est fidèlement conservée sous l'étreinte du despotisme.

Sous l'influence des causes que nous avons mentionnées, l'évolution sociale de la Russie s'est ralentie à certaines époques.

Elle nous apparaît attardée, immobile, avec cette institution des communautés agraires que l'on ne retrouve que dans le passé des autres peuples.

Nous avons dit que, contrairement à la théorie soutenue par quelques écrivains russes, son origine n'est pas récente.

La commune agricole est sortie de la communauté familiale ; mais il faut distinguer entre la propriété collective et la coutume des partages. La première s'est longtemps maintenue sans la seconde, et il existe encore aujourd'hui, dans la Russie septentrionale, certains districts où le chef de famille peut cultiver autant de terre qu'il le peut.

Le partage périodique, qui constitue à nos yeux le trait caractéristique du « *mir* » russe, n'apparaît que tardivement, lorsque l'accroissement de la population et la disparition des terrains vagues rendent impossible tout autre mode d'égalisation des lots.

Mais l'absence de la coutume des partages ne prouve pas contre l'existence de la propriété collective. Elle n'a point sa raison d'être tant que la densité de la population reste très faible relativement à la surface cultivée.

En Russie particulièrement, où le sol était vaste et la population rare, l'on devait attendre longtemps avant de recourir au partage périodique.

Il eût été intéressant de suivre à travers les siècles les transformations des communautés de

village de la Russie; mais les documents nécessaires à cette étude font défaut. « Par malheur, dit M. Anatole Leroy-Beaulieu, il en est de la commune russe comme de la plupart des institutions reléguées au fond du peuple. Pour le philosophe et l'historien, ce seraient les plus importantes à connaître, et ce sont toujours les plus enveloppées de voiles; elles restent dans les ténèbres où le dédain des chroniqueurs laisse dormir les masses populaires et les classes rurales. »

La communauté de village, avons-nous conclu, est sortie de la communauté familiale. Cette opinion généralement admise, nous paraît conforme à la vérité: la commune agraire semble se retrouver en germe dans la famille, et il semble que le *mir* ne soit qu'une extension de la famille, devenue trop nombreuse pour cultiver en commun. Avec l'accroissement de la population les *isbas* durent se multiplier, et le caractère communal se substitua au caractère familial de l'exploitation primitive.

La communauté familiale venant à se diviser, chacun de ses membres acquérait un droit égal sur tous les terrains qui avaient appartenu à la communauté. Ce n'était qu'un simple droit d'usage; car les terrains restaient dans l'indivision, et les lots n'étaient départis qu'à la condi-

tion de renouveler le partage de fond en comble, ou de le corriger en partie au fur et à mesure que la nécessité s'en faisait sentir. Dans chaque champ, les parcelles étaient attribuées par la voie du sort, et il était loisible de les aliéner en tout ou en partie. La commune agricole est née de ces partages et de la vente des parts idéales. Elle apparaît au moment où, des étrangers s'étant rendus acquéreurs de lots mis en vente, les possesseurs des terres indivises ne sont plus apparentés par les liens du sang.

En même temps, la vente des parcelles amenait l'inégalité des lots.

L'accroissement de la population nécessite des partages successifs. La part de chacun diminuerait forcément, et la propriété finirait par s'émietter, si on n'y obviait à temps par des défrichements.

Le terrain ne manque pas : les défricheurs s'établissent par bandes, par colonies ; ils gagnent à la culture de larges étendues. Ils se laissent gouverner par les mêmes usages que dans leur village originel.

Quelquefois, la métropole et la colonie finissent par ne former qu'une seule commune. Les terres arables sont l'objet d'un partage, et on laisse dans l'indivision les forêts, les marécages et les prés.

Ces faits se reproduisent parfois encore aujourd'hui, et quelques communes métropoles refusent de reconnaître un droit de propriété individuelle sur les *purprises*.

Quelquefois, mais plus rarement, ces appropriations de terrains vagues se font par des couples séparés. Le plus souvent, les difficultés de l'exploitation sont telles, qu'il faut les efforts multipliés d'un certain nombre de travailleurs pour défricher ces terrains. Après quelques années, les nouveaux colons et la terre qu'ils occupent rentrent dans le rayon de la commune originelle. Des annexions semblables peuvent se renouveler, et le territoire communal peut ainsi occuper une étendue considérable. Jusqu'à ce moment, la commune agricole ne suppose point l'existence d'un partage périodique.

D'une part, les partages de famille, de l'autre l'expansion communale, amènent l'inégalité des lots.

En même temps, les terrains vagues propres aux défrichements viennent à manquer.

Il ne reste qu'un seul moyen d'égaliser les lots : c'est le partage. Mais, la population croissant sans cesse, pour maintenir l'égalité des parts, il faudra procéder de temps à autre à des répartitions nouvelles.

D'abord, les nouveaux partages n'ont lieu

qu'à des époques indéterminées, quand le besoin s'en fait sentir. Le partage périodique ne s'établit qu'à la longue.

Au début, les terres arables voisines du village sont les seules soumises à des partages périodiques, répétés le plus souvent tous les trois ans, conformément aux pratiques de l'assolement triennal. Le reste du terrain arable peut être approprié par le premier venu, pourvu qu'il soit membre de la commune. On ne lui confère pas le droit de propriété, mais seulement celui d'usage pour un temps dont la durée est variable. A l'expiration du terme, le terrain occupé s'ajoute aux terres sujettes au partage. — Parfois, les nouveaux colons vont s'établir au centre même des « purprises ». Une seconde commune peut se créer, qui réunira, comme nous l'avons vu, son terrain à celui de la commune mère ou de quelque autre plus voisine.

Il est facile d'étudier en Russie, principalement dans les provinces du Nord et de l'Est, la création spontanée de la commune agricole au milieu et à la suite de la dissolution des communautés familiales.

Et des faits nombreux, scrupuleusement recueillis dans les parties du globe les plus diverses et les plus opposées, nous attestent le

caractère éminemment universel qui caractérise l'évolution dont nous venons de parler.

Nous pouvons constater des phénomènes analogues dans les contrées où la propriété privée est encore dans la période de formation, comme à Java et dans l'Inde anglaise.

L'on admet généralement l'existence, dans l'Occident européen, d'une commune agricole antérieure à l'époque de la féodalité et du servage, composée d'hommes libres ne pratiquant point le partage périodique, et possédant des lots d'étendue plus ou moins égale.

Plus tard, au moyen âge, le territoire appartenant au seigneur se sépare en deux parts d'inégale étendue : l'une, sous le nom de *terra dominica* ou *indominicata*, reste dans sa propre gestion, l'autre se répartit par lots entre les paysans cultivateurs. Les lots peuvent se composer de parcelles distinctes prises dans des champs différents ; leur étendue ne varie point. Il n'y a point d'enclos, et le droit de parcours est généralement reconnu, aussi bien sur les terres labourables que sur les prés. Nous sommes donc en présence d'une communauté *servile*, attribuant à chaque ménage une part des champs communs, et laissant commune la jouissance des forêts et des pâturages.

En observant les dernières étapes par les-

quelles passe le *mir* avant d'arriver à l'époque de sa dissolution, on arrive à reconnaître qu'elles présentent des analogies nombreuses avec les faits qui ont amené la formation des *commons* anglais, des *allmenden* suisses et des *communaux* français.

En Russie, le triomphe de l'individualisme, en exigeant la cessation des partages, n'a fait passer que les terres arables et les prés à l'état de propriété individuelle. Les pâturages et les forêts restent dans l'indivision, et servent de communaux à tous les ménages propriétaires de la même commune.

En résumé, il nous semble établi que l'origine de la commune agricole remonte à la dissolution de la communauté familiale. Le partage de la propriété familiale s'étant accompli en parts égales, et le préciput de l'aîné et du cadet ne se rapportant qu'aux meubles, la dissolution de la communauté fondée sur les liens du sang amena nécessairement l'établissement d'une commune agricole. Chaque ménage reçut une part égale des terres arables et les mêmes droits à l'usage de la forêt et des pacages communs. L'aliénation et la division des lots étant admises, on arriva à avoir des demi-lots et des quarts de lots, et à les vendre à des étrangers. Ceux-ci s'installèrent à côté de membres d'an-

ciens groupes familiaux ; le lien du sang disparut et, à sa place, surgit celui de copropriété.

Dans les endroits où cette commune réussit à sauvegarder son existence à travers les siècles et à parvenir jusqu'à nous, le partage périodique fut introduit comme le seul moyen de protéger l'égalité des lots.

Les études récentes de M. Ivan Loutchisky sur la propriété communale ont jeté un jour nouveau, non seulement sur le caractère de la propriété foncière au siècle dernier, mais encore sur ses formes telles qu'elles existaient autrefois.

Il étudie notamment, dans un article paru dans la *Revue internationale de Sociologie*¹, la prise de possession des terres dans l'Ukraine de la rive gauche. Il y a trois siècles, la plus grande partie des territoires qui forment aujourd'hui les gouvernements de Tchernigov et de Poltava étaient inhabités. La jouissance, le « droit d'entrée » étaient libres et « volontaires » sur ces terrains, qui portaient le nom de « terres libres ».

« Les habitants de la rive droite en jouissaient en commun : chaque membre de leurs groupes en avait un lot correspondant à l'étendue de la possession, bien que les limites n'en fussent pas

1. Livraison de décembre 1898, 6^e année, page 895.

déterminées exactement. Ces lots avaient été, à une époque plus reculée, la propriété commune et entière des habitants d'une ville et des habitants de villages situés dans les environs de cette ville... »

Des étrangers, des Cosaques, quelquefois des bourgeois et des boyards s'installaient provisoirement dans ce pays désert et l'abandonnaient ensuite. Un jour, ils y revenaient avec leurs familles et y établissaient des colonies. Ces colonies ne tardaient pas à se convertir en villages qui conservaient leur union et leur parenté dans les biens possédés en commun, et dans la jouissance des dépendances communales.

Le gouvernement polonais s'empara de ces déserts, et en distribua, au moyen de chartes, une grande partie aux couvents et aux familles nobles.

Les terres libres commencèrent à être usurpées par des colons libres, et surtout par des Cosaques, qui s'en emparèrent de force : la propriété privée s'établissait. En même temps, les serfs, désireux de se soustraire au poids excessif des impôts qui les frappaient, émigraient vers ces contrées encore « libres ». La rive droite du Dniéper se dépeuplait rapidement.

Les nouveaux colons, les Cosaques surtout,

se déclaraient libres, et se fixaient où bon leur semblait, sans s'occuper des possesseurs des terres.

Donc, à l'époque où les colonies commencent à apparaître dans l'Ukraine de la rive gauche, « nous nous heurtons à deux éléments de diverse nature qui contribuèrent à décider du sort ultérieur de la contrée. Ce furent l'élément de la possession, tendant à créer en cet endroit la classe des serfs, comme il l'avait créée sur la rive droite du Dniéper, et l'élément de la colonisation libre, qui écrasait le premier par la quantité des colons, particulièrement au sud. Un fait qui ne demande aucune preuve à l'appui, c'est que l'élément de la possession introduisit dans la terre nouvellement possédée, les premiers principes de la propriété privée. »

Partout où l'élément de la colonisation libre avait pris naissance, l'organisation de la vie en communautés était encore le trait saillant de la vie du peuple.

La jouissance des terres était commune à deux, trois et quelquefois à un plus grand nombre de villages. M. Loutchisky fait remarquer que ce mode de jouissance en communauté s'étendait sur un groupe de communautés foncières, faisant partie d'une communauté bailliagère.

Les villages conservaient, même après la délimitation des territoires, leur droit de jouissance sur les terrains des uns et des autres ou sur leurs dépendances communes.

Parfois, ce droit était « alternatif et successif » (ordinairement pour une durée de deux ans) sur la même terre ; parfois, ce n'était qu'un droit de demi-jouissance : ainsi, un village avait le droit de couper du bois dans une forêt, mais il ne pouvait y envoyer son bétail. On retrouve aujourd'hui des traces de cette coutume dans quelques communautés foncières des bords du Dniéper.

Le groupe qui possédait la jouissance commune d'une certaine étendue de territoire était une communauté de famille. Les actes du XVI^e siècle contenus dans les archives de la Russie du sud-est fournissent des indications directes et des témoignages concernant des réunions de familles composées, réunions consistant en un certain nombre de familles qui n'en formaient qu'une seule.

On ne pouvait céder ou vendre une de ces familles qu'avec toutes les terres qu'elle occupait, et probablement avec son droit de jouissance sur les terres communales.

A côté de ces communautés familiales, nous trouvons encore au XVI^e siècle des associations :

des cultivateurs qui ne sont liés par aucune parenté tombent d'accord, *s'associent*, tiennent la terre conjointement et en communauté, puis en jouissent ensemble ou la divisent en lots égaux. Ces associations se multiplient rapidement.

Chaque communauté foncière possédait un lot de terre qu'on appelait « cour » ou « grande cour ». Il semble que cette institution des grandes cours, qui servit à cette époque de base fondamentale à l'organisation foncière, ait une origine très ancienne. On lit en effet dans le cadastre de la principauté de Pinsk : « Cette organisation (des grandes cours) s'est conservée selon l'ancienne coutume, et telle qu'elle était à une époque réculée. » La grande cour ou manoir embrassait, non seulement l'étendue d'un enclos avec toutes les cours, les maisons et les feux qui s'y trouvaient, mais encore les terres arables, les prairies, les forêts et les dépendances ¹.

La grande cour était ordinairement possédée intégralement par un groupe de familles qui en jouissaient conjointement et en communauté. Quelquefois cependant, on la divisait, et c'est ce qui fit naître les expressions de demi-cour, tiers, quart, etc.... La réunion de deux ou d'un

¹. Études sur la propriété communale dans la petite Russie par Ivan Loutchisky. *Revue Internationale de Sociologie* 6^e année, p. 900.

plus grand nombre de grandes cours était plus fréquente ; ces grandes cours réunies formaient un village.

Le village payait conjointement l'impôt, et on en faisait ensuite une répartition. La lustration de Ratensk dit, à propos du village de Samarovitch, par exemple, que ses habitants avaient des terres non mesurées, qu'ils payaient conjointement les impôts et qu'ils possédaient une forêt, pour laquelle ils payaient conjointement le cens ¹.

« La jouissance en commun des terres « communes » servit de principe d'unification dans beaucoup de villages. »

Les grandes cours avaient en commun la jouissance des pâturages et, quelquefois même, des terres labourables.

Ajoutons encore, dit l'éminent professeur auquel nous empruntons ces détails ², que la terre labourable de chaque grande cour n'était nullement séparée, qu'elle n'était pas isolée des terres labourables des autres grandes cours. Bien au contraire, et, comme le prouvent les cadastres, les champs que chaque grande cour avait dans différents endroits et dans divers enclavements étaient eux-mêmes coupés à l'infini

1. LOUTCHISKY, *op. cit.* p. 901, v. la note.

2. LOUTCHISKY, *op. cit.* p. 901, v. la note.

par les limites d'autres grandes cours. Il n'était pas rare que les terres labourables d'une cour fussent partagées en vingt, trente morceaux. Suivant la manière dont elles avaient été défrichées, des commissaires en traçaient les limites et les inscrivaient dans les cadastres. C'est là un trait commun entre la plupart des anciennes habitations de la Russie occidentale, de la Russie méridionale et de la Galicie. Les actes de la Galicie mentionnent ces cas comme étant très fréquents : C'est, dit un acte de l'année 1378, *consuetudo Ruthenorum*, afin que les champs fussent distribués *sparsim et particulatim*. D'autre part, tous ces petits champs, ainsi morcelés (dont l'étendue n'était souvent que de quelques verges), n'étaient pas exposés à un nouveau mesurage; ils n'étaient pas assujettis au système des assolements triennaux. A cette époque, le système des conversions dominait encore.

Ces petits champs provinrent du défrichement des dépendances communes, c'est-à-dire de ce qui s'appelait « droit d'entrée » dans les forêts de pins, dans tout ce qui, à cette époque et plus tard encore, portait le nom de forêt. Mais la jouissance de ces forêts ou, comme on s'exprimait alors, de ces « terres libres » ne donnait le droit de défrichement aux habitants d'une grande cour en général, et à chacun d'eux en

particulier, qu'en observant certains règlements coutumiers.

Ainsi, celui qui avait défriché plus que les autres devait, après l'abatage du bois ou le défrichement des steppes, rendre aux autres copropriétaires ou *siabres*, une étendue de terre de sa forêt ou de son steppe égale à celle qu'il avait usurpée.

Le type de la jouissance siabrynale servait de base aux organisations foncières de la plus grande partie du Sud.

La coutume accordait aux *siabres* un double droit: un droit qui exigeait une jouissance d'étendue égale pour tous les membres de la communauté sur les terres et dépendances communes, et un autre droit qui n'admettait qu'une jouissance proportionnelle et non égale.

Ce second mode de « jouissance fractionnaire » pouvait seul être adopté par les groupes de communautés foncières basées sur les principes de la parenté. Là où il n'y avait pas de parenté, comme dans les « associations », le droit de jouissance égale pouvait prévaloir sur le droit qu'on avait quelquefois dans les cas de prise de possession en commun de la terre par ces associations. De là provient la possibilité de l'existence de ces deux genres de jouissance en commun.

Les colons transportèrent d'une rive sur l'autre ces organisations communales : la prise de possession des terres se fit partout en commun. Chaque membre de la communauté reçut un lot proportionné à ses besoins, et dont il n'eut que la jouissance temporaire. Les limites des territoires des communautés n'étaient pas exactement établies ; la jouissance effective des terres les plus éloignées était le seul indice qui permit de les établir plus tard.

Lorsqu'un groupe occupait une certaine étendue de terrains en friche, pour avoir le droit d'en jouir, il fallait son consentement et son autorisation. « C'était la condition indispensable du droit de propriété sur ses propres terres, cédé par une communauté foncière : ce consentement donné était à lui seul la preuve qu'elle possédait des terres en commun. » Les actes de vente dressés à l'insu de la communauté foncière n'avaient aucune valeur ; il fallait les dresser en présence « des autorités du village, de l'ataman, du bailli et de l'assemblée entière des Cosaques ¹ ».

Le groupe formant la communauté foncière, (l'association ou l'assemblée) jouissait en commun de ses terres, de façon à ce qu'une étendue

1. C'était la formule usitée dans tous les arrangements : on la retrouve dans les documents du XVIII^e siècle.

quelconque pût en être ou vendue, ou assignée, ou enfin occupée sur une surface plus ou moins grande.

L'assignation des lots n'impliquait qu'un droit de jouissance avec la condition de ne point les aliéner. Au début, l'emplacement des cours, ou même des enclos, était soumis à cette règle.

La vente de terrains à des particuliers exigeait le consentement de la communauté.

Quelquefois, celle-ci donnait à chacun de ses membres un droit de propriété entière, et exigeait de lui en retour le paiement d'une certaine somme. Lorsqu'il s'agissait de céder la terre à un étranger, l'assignation prenait le caractère d'une donation faite à l'individu. Celui-ci recevait la terre comme propriété personnelle et *sans retour* pour lui et sa postérité. La communauté foncière renonçait pour jamais à ses droits sur la terre assignée ; mais elle se réservait la liberté de jouissance sur les terres communes qu'elle conservait.

Ces donations étaient souvent forcées : la commune donnait ses terrains aux seigneurs dont elle espérait quelque service, ou à ceux qu'elle avait des motifs de redouter.

Le consentement de la communauté foncière était nécessaire pour qu'un de ses membres pût fonder une colonie ou une métairie sur le ter-

rain commun. Encore pouvait-elle toujours, pour une cause quelconque, enlever au possesseur son droit de jouissance, démolir la métairie ou retourner les terres ensemencées.

Les étrangers qui arrivèrent plus tard se trouvèrent en face de terres qui, pour n'être pas cultivées toujours, avaient été cependant prises en possession par d'autres communautés foncières.

Né faisant pas partie d'une communauté foncière quelconque et n'y ayant pas été admis, ils furent privés du droit d'occuper la terre d'une communauté foncière étrangère, du droit qui leur en donnait la jouissance ou qui en faisait la propriété.

Ils durent acheter des terrains, n'ayant aucun autre moyen de les obtenir ; la communauté devait autoriser la vente. Il arriva souvent que cette vente était faite à des groupes d'étrangers qui, peu à peu, parvinrent à séparer leurs territoires de celui de la communauté : beaucoup de communautés de villages n'ont pas d'autre origine. Les nouveaux venus, pour obtenir un droit de possession libre, devaient se faire admettre dans une association siabrynale ou dans une communauté foncière.

Parfois cependant, l'étranger était admis à faire de droit partie du groupe de familles d'un

village, par suite d'un mariage contracté avec un membre de ce groupe, ou par suite de la création d'une liaison artificielle sous forme de parenté fraternelle...

« Quiconque ne parvenait pas à être admis comme membre d'une communauté foncière, soit par la communauté foncière elle-même, soit par un de ses groupes compétents, se trouvait naturellement dans la situation d'un individu libre à demi, d'un ouvrier ordinaire ou, selon l'expression d'alors, d'un sous-voisin, qui ne possédait rien dans la majorité des cas. »

La communauté foncière accordait, soit à un groupe de membres désirant sortir du village, soit à chacun de ceux qui désireraient y demeurer, l'autorisation de labourer une part du terrain communal. Mais, dans les deux cas, la culture et le labourage étaient soumis à l'observation de certains règlements, qui constituent le droit coutumier de l'époque.

Ces coutumes varient avec les localités ; on retrouve dans le pays qui nous occupe : — le droit de jouir du labourage ou de la culture d'une terre pour une durée de trois ans ; — le droit de jouissance héréditaire, qui accordait la jouissance permanente de la terre et qui interdisait de la laisser inculte ; — le droit de jouissance pour un an seulement, en usage lorsque

la communauté foncière tenait les terres sous forme de jouissance communale.

Nous avons montré comment les terres neuves servirent d'arène à la colonisation : une famille d'émigrants formait une colonie ; peu à peu, par suite de l'accroissement continu de la population, cette colonie devenait un village. Les villages conservaient leur union et leur parenté dans les biens possédés en commun et dans la jouissance des dépendances communales.

Dans sa forme actuelle cependant, la communauté de famille ne paraît pas toujours antérieure à la communauté de village.

Ainsi la *sadrouta* serbe présuppose une appropriation héréditaire du sol au profit de certains habitants du village ; on peut donc y voir un progrès de l'individualisation, une transition entre la propriété du clan ou de la commune et la propriété personnelle.

La *sadrouta* compte de dix à vingt-cinq membres, exceptionnellement de cinquante à soixante ; quand elle devient plus nombreuse, elle se scinde. En Serbie, il existe bien des villages dont les habitants semblent provenir d'une même souche, mais ces villages contiennent plusieurs communautés.

Les membres de la *sadrouta* sont donc moins nombreux que les paysans du *mir*, et le

terrain qu'ils exploitent est moins considérable.

La *zadroug*a serbe, qui est une communauté de famille, ne paraît donc pas devoir donner naissance à la communauté de village.

C'est une exception à la règle qui veut que, dans l'évolution de la propriété, l'une ait succédé à l'autre. Ce qui est plus étrange, c'est que l'ordre se soit parfois changé, et que le *mir* ait pu engendrer des communautés de famille fort analogues à la *zadroug*a.

Il est certain cependant qu'on retrouve encore aujourd'hui en Russie, notamment dans les gouvernements de Samara et de Koursk, des communautés de familles présentant cette analogie. Dans le d'Orel une petite classe particulière les *odnovortsy* sont groupés en communautés familiales. Certains savants russes y ont vu un mode spécial de tenure : la *propriété par cour ou enclos*.

§ 2

LE SERVAGE EN RUSSIE

Avant de montrer à l'œuvre le *communisme rural*, avant de constater les résultats qu'engendre la négation de la propriété permanente

du sol, il faut étudier les différentes formes que le servage a revêtues en Russie jusqu'à l'acte d'Alexandre II, jusqu'à cette émancipation des serfs, acte sans analogue dans l'histoire des peuples, qui devait ébranler profondément la nation et secouer toutes les classes sociales.

Il nous paraît difficile d'admettre, avec quelques auteurs, que l'esclavage n'apparut en Russie qu'à la fin du XVI^e siècle, au moment même où les États d'Europe le voyaient disparaître. Le plus ancien recueil des lois russes, la *Prawda de Jaroslaw*, qui date du XI^e siècle, énumère les différents cas où l'on devient esclave.

Il faut donc reporter l'origine de l'esclavage en Russie à une époque reculée.

Ce qui est vrai dans la thèse moderne, c'est que l'invasion mongole aggrava l'ancien état de choses.

Une partie de la population avait conservé certains attributs de la liberté, sans avoir jamais acquis la propriété du sol. Le paysan ou *moujik* était dans un état d'infériorité vis-à-vis du *moujy* ou membre de la *droujina*. Le petit homme, tel est le sens méprisant du diminutif *moujik*, devait cultiver les terres que le souverain concédait aux *moujy*, c'est-à-dire aux hommes. Mais ce paysan n'était enchaîné, ni à la

personne du propriétaire qu'il servait, ni à la terre qu'il cultivait. Il pouvait changer de maître, il pouvait passer d'une terre à une autre; il avait le droit de libre service avec le droit de libre passage.

Il devait naturellement s'en servir pour s'attacher à la personne d'un seigneur puissant : les petits détenteurs de fiefs s'en plaignirent.

Le moujik possède un penchant pour la vie nomade et vagabonde. L'Empire moscovite s'étendait aux dépens des Tatars ; le paysan, usant de ce droit, satisfaisait ses instincts aventureux, et échappait à l'impôt en fuyant vers des plaines plus fertiles.

Pour attacher le paysan à la glèbe, il suffisait de lui enlever le droit de changer de terre. En perdant ce droit, il perdait également le droit de libre service ; il restait attaché à la personne du maître.

Les paysans de la Moscovie avaient pris l'habitude, sous les derniers Rurikovitchs, de n'exercer leur droit de libre passage d'une terre à une autre qu'une fois par an, à la fin de l'année agricole, le 26 novembre, jour de la Saint-Georges, ou mieux toute la semaine qui précédait et la semaine qui suivait cette fête.

Le code du grand prince Jean III Vassilievich de 1497, qui reproduit les usages coutumiers de

l'époque, mentionne cette coutume, et en reproduit d'autres, quand il dit : « Est esclave, ainsi que sa femme et ses enfants, tout individu qui se vend par acte public ; est serf également celui qui a épousé une esclave. »

« Si la servitude personnelle s'est étendue à cette époque, dit M. Wolovski, si la dernière couche du servage s'est formée, c'est qu'elle rencontrait un terrain bien préparé, et depuis longtemps gouverné par une loi plus dure, celle de l'esclavage pur et simple. »

L'on enleva au paysan le droit de libre passage. Au début, cette défense fut temporaire ; renouvelée et confirmée par plusieurs souverains, elle devint une loi fondamentale de l'État. Ainsi attaché à la terre, incapable de se dérober au fisc et au recrutement, le serf assurait à l'État des ressources financières et militaires régulières, et au seigneur des moyens d'existence. Énervée sous la longue oppression du vainqueur, et dégradée par le contact des esclaves, la classe rurale se courba sous le régime du servage proprement dit.

Le servage s'était développé de fait à côté de l'esclavage, et ce fut Fédor, fils d'Ivan le Terrible, qui rendit ce règlement de 1593, qui fixait le paysan libre à la terre qu'il cultivait. Boris Godounow, son beau-frère et son successeur,

compléta l'œuvre dont il avait été l'instigateur. Ambitieux et intelligent, voulant s'emparer du trône, Boris Godounow, qui était devenu le gendre d'Ivan le Terrible, n'avait conseillé cet acte que pour attacher à sa cause les propriétaires peu aisés.

En 1600, Boris Godounow permet aux paysans de passer d'un propriétaire à l'autre, pourvu qu'il fût de la même classe. Cette faveur avait de nombreuses restrictions. D'abord, les serfs du district de Moscou étaient exceptés, comme aussi les cultivateurs des boyards, ceux de la couronne, du patriarche et des couvents : il fallait être paysan d'un noble de rang peu élevé. L'époque de ce changement était fixée, et il était impossible à plus de deux cultivateurs à la fois d'exercer ce droit.

Boris Godounow régularisa le servage de la glèbe, et des ukases des premiers Romanof confirmèrent et complétèrent son œuvre.

Pierre le Grand, décidé à adoucir le sort des malheureux paysans, ne fit que resserrer les liens qui les fixaient au sol. En ordonnant en 1721 le premier recensement, il rivait définitivement la chaîne du servage. Accompli dans un intérêt fiscal, le recensement fit considérer les paysans comme base de l'évaluation des terres. Le gouvernement dénombrait la population

mâle pour assurer la perception de l'impôt personnel, calculé sur la quotité des âmes : il adoptait le même principe pour le recrutement, et, en rendant les seigneurs responsables, il consacrait définitivement leur puissance.

Le paysan rentrait dans la dépendance absolue du propriétaire; il en était le bien, la chose.

Et le servage s'étendit sur presque toute la Russie; il n'y eut à en être préservées que les contrées éloignées et déshéritées, comme la région des grands lacs et de la mer Blanche et les territoires occupés par les Cosaques.

La grande Catherine étendit le servage à la petite Russie, en 1783, lorsqu'elle prescrivit aux paysans de demeurer à jamais là où son ukase les trouvait établis.

Pour général que fût le servage, les formes n'en varièrent pas moins suivant les régions, les coutumes et les maîtres.

L'on peut toutefois ramener tous les modes de servitude à deux types principaux : la *corvée* et l'*obrok*. La *bartchina* (corvée), le labeur personnel du serf au profit du maître, était la forme primitive, rudimentaire. Le seigneur concédait au paysan une partie du sol arable ; l'autre partie était cultivée à son profit par les paysans corvéables.

Paul I^{er}, par une loi de 1797, avait fixé la

corvée à trois jours. Dans beaucoup de communes ou de familles, une moitié des serfs corvéables, hommes ou femmes, travaillaient toute la semaine pour le maître, tandis que les autres travaillaient pour le compte de leur ménage.

Longtemps, l'unité de corvée à effectuer ou de prestations à payer au profit du seigneur fut le *tiaglo*, c'est-à-dire le ménage. Le seigneur multipliait donc les *tiaglos*, puisque chacun d'eux lui devait un certain nombre de jours de travail par semaine. Même abrités sous le même toit, même groupés autour de l'aïeul commun comme dans la famille patriarcale, les ménages constituaient autant de *tiaglos*.

M. de Haxthausen, dans son ouvrage « Études sur l'organisation rurale et les forces productives de la Russie » ¹, montre comment s'établit une des formes du servage : la condition du paysan à l'*obrok*, véritable adoucissement du servage si on la compare à la corvée.

« Au commencement, dit-il, les seigneurs n'eurent pour ouvriers que la partie superflue de leurs *dvorovyé* ², dont la paresse et le travail imparfait décidèrent les seigneurs à leur adjoindre des paysans enlevés à la charrue. Le nombre de ces derniers s'accrut en raison des profits

1. T. I^{er}, p. 99.

2. Serfs attachés à la personne du maître.

obtenus..... D'essai en essai, les seigneurs arrivèrent bientôt à la triste conviction que le paysan russe travaillant seulement par devoir ou *par corvée*, est un ouvrier détestable, et qu'il est, au contraire, actif et intelligent dès que son intérêt est stimulé¹. Cette expérience les porta à permettre aux paysans de travailler pour leur propre compte, de chercher du travail en s'engageant dans différentes fabriques, à la condition de leur payer une certaine redevance annuelle. »

Cette redevance annuelle en argent, c'est l'*obrok*. Ce système était surtout en usage dans le voisinage des centres de production ou dans les contrées peu fertiles.

Le paysan rachète par cette redevance l'usage temporaire de sa liberté; il quitte l'agriculture pour s'adonner à telle ou telle industrie, à la campagne ou dans les villes; mais un ordre de son maître suffit pour le rappeler à la charrue. Ce n'était pas l'intérêt du seigneur de rappeler ainsi ses serfs. Avec l'*obrok*, il ne courait plus

1. Cet aveu est la condamnation du régime communiste agricole. Il est assez surprenant qu'un pareil aveu ait échappé à la plume de M. de Haxthausen, qui, quelques pages plus haut, dans l'introduction même du livre que nous citons, écrivait ces mots : « Si les exploitations rurales avaient à supporter le salaire des ouvriers, le revenu net du sol serait réduit à zéro. Faut-il donc s'étonner que l'agriculture, dans toutes les branches, y soit languissante, et ne fasse que de très faibles progrès ? Elle rétrograderait même, si elle n'était soutenue par le servage et les corvées... ! »

les risques d'une exploitation d'ordinaire fort peu rémunératrice ; il s'épargnait les ennuis d'une agriculture aléatoire ; certain de toucher la redevance de ses serfs, il arrive à préférer cet arrangement sûr et facile qui diminue ses chances de perte. Et cependant, le montant de la somme à payer annuellement par le paysan était peu élevé. Suivant les aptitudes des serfs, les exigences du maître, et encore suivant les régions, l'*obrok* oscillait généralement entre 25 et 50 francs par an.

Le petit propriétaire terrien devait donc songer à tirer de ses serfs tout ce qu'il pouvait en arracher.

Le but primitif du servage était ainsi tourné : le serf à l'*obrok* n'était plus fixé à la terre ; seulement un lien invisible l'enchaînait à son seigneur.

Les paysans de la couronne, établis sur les terres de l'État, bénéficièrent davantage du régime de l'*obrok*. Ils étaient assurés de payer des redevances plus fixes et moins lourdes¹ ; ils ne changeaient point de maître, n'ayant d'autre seigneur que l'État. Aussi, peu à peu, arrivèrent-

1. Outre l'impôt de capitation et les taxes locales, le paysan de la couronne payait à l'État une redevance qu'on pouvait regarder comme une sorte de loyer de la terre, et qui oscillait entre 2 et 3 roubles par paysan mâle.

ils à jouir de certaines libertés communales, qui servirent de modèles, lors de l'émancipation, à l'organisation administrative des serfs affranchis ¹. Malgré les concussions d'employés souvent corrompus, les paysans de la couronne étaient d'ordinaire plus riches que les paysans des particuliers. Encore aujourd'hui, dit M. Leroy-Beaulieu, leurs villages ont un air de bien-être relatif qui les fait souvent reconnaître à première vue.

Jadis ces paysans des domaines, attachés au sol comme les autres, formaient le fonds ou le trésor vivant dans lequel puisait le souverain pour distribuer à ses ministres et à ses serviteurs des serfs avec des terres. Catherine II fut la dernière à pratiquer ces allocations d'hommes.

L'empereur Alexandre 1^{er} interdit ces ventes. Une pétition de paysans qui se plaignaient d'avoir été arrachés à leurs foyers, et vendus à un fabricant de machines qui les employait à de durs travaux, lui était parvenue. L'empereur manifesta sa surprise : il était persuadé que ces ventes n'existaient plus dans ses États. Obéissant aux plus généreux mobiles, il soumit à un exa-

1. L'empereur Nicolas dota les paysans de la couronne d'une organisation connue sous le nom illusoire de commune libre : nous aurons l'occasion d'en parler plus tard. Les paysans des apanages n'en bénéficièrent que bien après, en 1858.

mon approfondi la question du servage. Mais les projets de réforme du souverain rencontrèrent les plus vives oppositions, et il dut en ajourner l'exécution.

L'empereur Nicolas n'osa aborder la grande question de l'abolition de l'esclavage : il essaya seulement de rendre moins dure la condition des serfs. L'on connaît ses ukases relatifs aux contentions entre les seigneurs et les paysans, à l'inscription des serfs attachés à la personne du maître, à l'interdiction de vendre les serfs sans la terre.

Le même phénomène que nous avons signalé sous le règne de Pierre I^{er} apparaît encore : la servitude présente ce caractère particulier qu'elle devient plus intolérable, à mesure qu'on cherche à l'adoucir par des mesures protectrices. Ainsi, il était défendu de vendre les serfs sans la terre ; mais on pouvait les enlever au sol qui les avait vus naître pour peupler des contrées lointaines...

Il semble incroyable que le servage ait trouvé des panégyristes, et qu'il en compte encore aujourd'hui. Sans doute, le serf était le protégé en même temps que le serviteur de son maître, et le servage russe avait notamment revêtu un caractère patriarcal qu'on ne retrouve pas ailleurs. Mais un tel régime est nuisible aux insti-

tutions comme aux hommes; il livre le paysan à toutes les oppressions et à toutes les hontes; il emporte la confiscation du droit le plus sacré de toute créature humaine, la liberté. Il est la violation de la conscience, l'effacement de la responsabilité morale.

Le mal économique n'était pas moindre : l'agriculture était languissante; car le servage était un obstacle à tout progrès sérieux, et l'institution profitait peu à la classe qui devait en bénéficier. Le droit de propriété se fondait sur la possession des « âmes ¹ »; pour être riche il fallait posséder des milliers de paysans mâles. Mais, comme la confiscation séculaire du travail humain en avait ravalé le prix, le noble, le propriétaire qui en avait le monopole fut obligé d'emprunter. Les établissements de crédit de l'État, les lombards, prêtaient sur la tête des paysans, sur le nombre d'âmes possédées par le seigneur. Les deux tiers des terres habitées, ou mieux les deux tiers des serfs eux-mêmes étaient ainsi hypothéqués à la veille de l'émancipation.

Le servage menaçait d'aboutir à la ruine de la noblesse, dont il semblait devoir garantir la fortune.

1. On entend par âme, *doucha*, le paysan mâle; le terme est encore en usage aujourd'hui.

Un mouvement national se créait. Déjà au XVII^e et au XVIII^e siècle, à la suite de Stenka Razine et de Pougatchef, les paysans s'étaient laissé soulever au nom de la liberté. La littérature avait frayé la route : les romanciers s'étaient faits les prophètes de l'émancipation.

Les publicistes débattaient les conditions de la réforme.

Il semble que la nation russe, enfin sortie de l'enfance, travaille elle-même à son propre développement.

La guerre de Crimée vint précipiter les événements : « Sans le savoir, dit M. Leroy-Beaulieu, c'était au profit du moujik, au profit du peuple russe que se battaient la France et l'Angleterre. A cet égard, la Russie a été heureuse de sa défaite : jamais un pays n'a peut-être acheté aussi bon marché sa régénération nationale. D'une guerre dont l'issue ne lui coûta que des sacrifices d'amour-propre, d'une paix dont les clauses humiliantes ont été rapidement effacées, il ne lui est resté qu'une durable transformation intérieure. »

.....La chute de Sébastopol fut pour le ser-vage une irrémédiable défaite.....

L'on assure que, n'ayant pu réaliser son rêve favori, Nicolas, à son lit de mort, légua à son fils l'accomplissement de la grande réforme.

§ 3

L'ÉMANCIPATION DES SERFS ET LE RACHAT DES TERRES

La charte d'émancipation du 19 février 1861 fut le grand acte du règne d'Alexandre II, et ses effets se font encore sentir aujourd'hui. L'on est forcé de remonter à cet événement pour expliquer bien des côtés de la situation actuelle de la Russie.

Ce ne fut pas sans luttes ardentes que la majorité fit triompher, au sein des commissions de rédaction, le principe de la dotation territoriale. Une émancipation pure et simple eût constitué le plus grave danger en accentuant la misère du moujik. Le grand objet du système d'émancipation adopté était de pourvoir de terres les affranchis : c'en fut aussi la grande difficulté.

En donnant des terres aux serfs, on comptait échapper au prolétariat, et éluder par le fait même les commotions sociales et politiques de l'Occident.

« Le gouvernement russe a été ainsi conduit à faire une véritable loi agraire, une sorte

d'expropriation du sol pour cause d'utilité publique. »

On le lui a souvent reproché comme une mesure révolutionnaire.

A tout prendre, la décision du gouvernement était sage : il fallait compter avec l'opposition que l'on devait s'attendre à rencontrer ; un système contraire eût transformé le pays « en une vaste Irlande, vouée aux revendications agraires. »

Le moujik, d'ailleurs, ne pouvait-il pas invoquer la coutume, au moins pour les terres dont les seigneurs lui abandonnaient traditionnellement la jouissance ? Il se considérait comme propriétaire de la terre qu'il cultivait, de la portion de terre que, depuis plusieurs générations, le seigneur lui laissait pour subvenir à ses besoins.

« Nous sommes à toi, disaient les serfs à leur maître, mais la terre est à nous. »

Si le *pomechtchik* avait reçu son bien du souverain en échange de services, le paysan pouvait être considéré comme l'habitant et l'usufruitier du sol avant la concession faite à son seigneur.

Le gouvernement russe résolvait la question par un compromis : le seigneur devait abandonner la propriété d'une portion de la terre au moujik, qui le dédommageait.

Des deux côtés, ce fut une déception, et il fallut aux paysans plusieurs années pour saisir et se réconcilier avec la situation qui leur était faite.

Ils obtenaient la jouissance perpétuelle de leurs maisons, de l'enclos y attaché et, en plus, de lots de terre équivalents aux champs dont ils avaient depuis des siècles la jouissance ; mais, ces terres, le paysan dut en racheter la propriété au *pomechtchik* qui dut les lui céder.

Une seule classe de serfs, les *dvorovyé lioudi*, c'est-à-dire les serfs employés au service intérieur du maître et qui, au temps du servage, n'avaient point de terre, reçurent leur liberté immédiate sans allotissement et, par suite, sans rachat. Ils ne furent astreints qu'à une prolongation de deux années de service gratuit, après quoi ils purent quitter leurs maîtres ou se changer en domestiques salariés. Au moment de l'émancipation ces *dvorovyé* ou gens de service étaient au nombre d'un million et demi environ, et furent les moins empressés à user de la liberté.

Revenons à l'homme des champs, au cultivateur, le seul qui nous intéresse dans notre étude.

Le gouvernement russe voulut que le lot concédé à chaque paysan pût subvenir à l'en-

retien d'une famille, et fût sensiblement égal à celui dont il jouissait antérieurement. Il fallut, pour l'application de cette règle, tenir compte des différences du sol, du climat, des inégalités de la population et des rapports établis par la coutume et la loi entre le maître et le paysan.

On fut obligé de recourir à plusieurs règlements distincts : la petite Russie, la Lithuanie et les anciennes provinces polonaises eurent des règlements particuliers. La grande Russie, avec la nouvelle Russie, fut divisée en trois larges zones parallèles ; la zone était subdivisée en régions. Dans les 29 régions qui furent ainsi formées, on fixa un maximum et un minimum des terres à concéder, « le maximum étant le chiffre le plus élevé auquel les paysans pussent prétendre, le minimum le chiffre le plus bas auquel ils pussent descendre ».

La moyenne de l'allocation fut de trois ou quatre *dessiatines*¹ par tête de paysan mâle. Elle atteignit jusqu'à sept *dessiatines* dans certaines régions pauvres de la zone nord, jusqu'à dix dans les steppes du Sud ; elle descendit jusqu'en dessous de deux *dessiatines* dans les riches contrées de la terre noire, du *thernoziom*.

1. La *dessiatine* vaut 1,092 hectare.

Nous devons nous demander comment les paysans ont pu acquitter le prix de ces lots.

Le gouvernement avait prescrit un délai de deux années pour l'établissement de chartes réglementaires, indiquant les allocations de terres concédées aux paysans par leurs maîtres, et la rente annuelle en argent ou en travail consentie par les paysans au profit de leur ancien seigneur.

Les propriétaires et les tenanciers devaient dresser ces chartes entre eux et à l'amiable.

Étant donné l'antagonisme des intérêts, des conflits étaient inévitables. Des magistrats spéciaux furent créés pour en connaître ; on les appela « arbitres de paix » ; ils étaient élus par la noblesse. Leurs décisions devaient être confirmées par une chambre provinciale.

La plupart de ces chartes réglementaires n'avaient fait que consacrer les arrangements existant avant l'émancipation. Le tenancier devait au *bârine* la corvée ou l'*obrok*. La seule différence, c'est que, depuis 1863, ces redevances en travail ou en argent étaient librement débattues par les parties, ou légalement fixées par les règlements locaux.

Les tenanciers soumis à ce régime portèrent le nom de « paysans temporairement obligés »

L'opération du rachat, qui supprimait les

rapports territoriaux obligatoires entre les deux classes, ne vint qu'après : opération lente qui ne fut pas exempte de difficultés, et qu'Alexandre II allait laisser inachevée.

Ce rachat, nous l'avons vu, ne portait pas sur la liberté personnelle des serfs, mais sur les rentes foncières qui, en vertu du statut d'émancipation et des chartes réglementaires, grevaient les terres des anciens serfs au profit du seigneur.

Le paysan devenait propriétaire du sol qui lui avait été concédé ; il se déliait par le rachat de toute redevance envers son ancien maître.

A la suite de l'insurrection de 1863, le gouvernement déclara le rachat obligatoire dans les provinces occidentales. Mais c'était une mesure politique spéciale : le législateur n'avait prévu ni le mode ni l'époque du rachat ; et, jusqu'à l'avènement d'Alexandre III, dans la Russie proprement dite, l'État n'intervint que par son concours financier.

L'intervention de l'État était nécessaire : sans ce concours, l'opération du rachat eût été impossible ; elle eût, tout au moins, duré des siècles.

Le prix du rachat n'est pas calculé sur la valeur vénale de la terre, mais sur le montant

de l'*obrok* pour la terre dont les chartes réglementaires laissaient la jouissance au serf. Le taux légal du rachat s'établit en capitalisant à 6 % les redevances payées en espèces, ou, autrement dit, en multipliant ces dernières par $16 \frac{2}{3}$. De là vient que le taux du rachat est souvent sans rapport avec la valeur réelle du sol, tantôt supérieur, tantôt inférieur.

Aux affranchis qui le lui demandaient, l'État faisait l'avance des $\frac{4}{5}$ des sommes exigées pour le rachat, calculées sur le taux de capitalisation des redevances.

Le propriétaire convertissait ainsi une créance privée sur le paysan en une créance publique sur l'État, et le paysan y gagnait de pouvoir acquérir sans délai la propriété du sol, et de rompre les rapports obligatoires qui l'enchaînaient à son ancien maître. L'État se faisait comme le banquier des deux parties, dans leur intérêt commun.

Les avances faites par le gouvernement aux affranchis lui doivent être remboursées en 49 années à raison de 6 %, intérêt et amortissement compris. Le délai ne court que du moment où les intéressés ont recours au rachat; ce n'est donc qu'au siècle prochain que les paysans russes, enfin libres propriétaires des terrains

concédés, pourront sentir tous les bienfaits de l'émancipation.

Malheureusement, le rachat ne se poursuivit pas également dans toutes provinces de l'Empire. On remarqua même un ralentissement général vers la fin du règne d'Alexandre II. Cela s'expliquait par les répugnances du paysan et l'intérêt des propriétaires de la zone fertile du *tchernoziom*. D'après le statut d'émancipation, le paysan n'avait pas le droit d'exiger le rachat ; ce droit n'appartenait qu'à l'ancien seigneur, et, dans ce cas, le moujik avait seulement la faculté de réduire son lot au minimum

1. Nous ne pouvons entrer dans les détails de cette opération de crédit ; disons seulement que le gouvernement russe, ne pouvant verser en espèces aux propriétaires le montant de la dette qu'il avait contractée vis-à-vis d'eux au nom du paysan, créa deux titres de rente garantis par l'État ; les uns, négociables à la Bourse, rapportaient 5 % ; les autres étaient nominatifs, et rapportaient 5 1/2 %. Ces derniers étaient assujettis à de difficiles formalités de transfert, et successivement convertis par tirage en obligations au porteur amortissables dans le délai de trente-sept ans. Remarquons ici qu'escomptant des retards dans les versements que devaient effectuer les paysans (prévision qui ne se réalisa qu'imparfaitement), le gouvernement n'adoptait pas un même délai pour deux opérations connexes : les titres remis aux propriétaires étaient amortissables en trente-sept ans, tandis que les annuités de rachat soldées par les paysans, et destinées à rembourser le gouvernement de ses avances, sont échelonnées sur quarante-neuf années.

Les propriétaires détenteurs de titres ayant besoin d'argent, l'offre des titres amena bientôt sur ces valeurs une dépréciation : l'émancipation leur fut de ce chef onéreuse. — Il est étonnant qu'au lendemain de la guerre de Crimée, la Russie ait pu, sans perte pour le Trésor, sortir de cette complexe opération, accomplie avec tous les risques du cours forcé.

légal des règlements locaux. Le seigneur avait donc intérêt à garder sous la main les ouvriers qui cultivaient une terre féconde : le demi-servage des « rapports temporairement obligatoires » menaçait de se perpétuer. Pour être vraiment émancipés, disait M. Markof, ces paysans temporairement obligés avaient besoin d'une autre émancipation. La loi l'avait prévue et préparée : elle s'opérait graduellement par le rachat. Nous avons dit un mot des causes qui empêchaient beaucoup de propriétaires d'y recourir ¹.

Pour mettre fin à une pareille anomalie et hâter l'achèvement de cette grande liquidation, un ukase d'Alexandre III rendit le rachat obligatoire à partir de 1883.

Cet aperçu historique du servage nous a paru nécessaire dans l'étude que nous avons entreprise du communisme agraire.

En Russie, durant des siècles, le communisme se combine avec la servitude. Il fallait d'ailleurs remonter au servage pour expliquer bien des côtés de la situation actuelle.

1. Le propriétaire qui exigeait la libération de ses tenanciers devait se contenter de la somme avancée par l'État aux paysans ; il lui était interdit d'exiger davantage : il ne touchait donc que les quatre cinquièmes du prix fixé par les évaluations réglementaires.

§ 4

DISTRIBUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

En Russie, la propriété territoriale privée n'a formé longtemps qu'une exception, et l'idée dominante attribuait au souverain seul le droit de propriété.

« Personne, en Russie, n'a de propriété véritable, écrivait M. de Haxthausen, excepté la nation et son représentant, le tsar. Tout le reste, propriété des communes ou des familles, n'est qu'une propriété temporairement concédée, et qui ne repose pas sur le principe de la stabilité. »

La concession fut la source première de la propriété en Russie. Les tsars, les grands-ducs et les petits princes concédaient certaines étendues de terrain aux personnes de leur cour ou à des serviteurs, soit temporairement, soit à vie, soit avec le droit d'hérédité. Lorsque la propriété était acquise d'une manière irrévocable, elle constituait un domaine ou *votchina*. Le plus souvent, ces dotations comportaient droit de retour au prince ; c'étaient alors les *pomestia*.

On distinguait donc dans l'ancienne Russie deux catégories de biens fonciers : la *votchina* ou terre possédée en propre, reçue en héritage des ancêtres, et le *poméstie* ou terre donnée en jouissance par le souverain aux serviteurs de l'État.

Nulle part, on ne rencontre les traces d'une propriété indépendante acquise aux paysans.

Les immenses espaces qui constituaient les biens de l'État étaient cultivés en partie par des familles de paysans, réunies en communes rurales afin de mieux assurer le paiement des redevances par la garantie collective.

Peu à peu, les concessions augmentent ; la pleine propriété gagne du terrain, et, en même temps, les terres de la couronne s'étendent considérablement à la suite de conquêtes et de confiscations.

La différence entre la *votchina* et le *poméstie* s'efface peu à peu pour disparaître sous Pierre le Grand, qui laissa à la noblesse l'hérédité de tous les biens.

Tous ces domaines, tant privés que publics, étaient cultivés à l'aide des serfs.

Les serfs de la couronne ont été les premiers à être fixés à la terre par des liens indissolubles, à la suite du dénombrement de la population qui eut lieu sous la domination tartare.

Les terres des particuliers échappèrent au recensement, parce que les propriétaires répondaient du paiement de l'impôt. Les paysans des domaines de l'Empire se trouvèrent donc attachés en masse à la terre qu'ils habitaient, et cela dans un but financier, pour assurer la facile perception du tribut. Pour les paysans des domaines privés, au contraire, nous avons pu suivre la formation successive des différentes couches du servage ; nous en avons vu les causes : la guerre, l'engagement volontaire, la vente, les entraves mises à la migration et enfin *l'affermissement* des paysans à la glèbe.

Nous avons vu aussi que le serf de la couronne avait bénéficié d'une situation particulière : la fixité relative des redevances lui permettait d'échapper aux plus durs résultats de l'asservissement, et l'institution de la commune le couvrait d'une sorte de protection.

, Le servage contribua à généraliser le régime des communautés de village. Le seigneur, d'ordinaire, pour s'épargner des soucis et des embarras, abandonnait en usufruit une partie de son domaine à la commune, qui faisait elle-même le partage au moyen d'*élus*, d'*anciens*, de *jurés*, autorités locales que la tradition a maintenues.

A la veille de l'émancipation, la propriété

foncière dans la Russie d'Europe était répartie de la façon suivante : 105 millions de dessiatines appartenait à la noblesse, et à peine 6 millions aux autres classes de la société. Le reste se trouvait entre les mains de l'État, tantôt en qualité d'apanage de la famille impériale, tantôt comme propriété du Trésor.

Cette distinction entre les domaines en appelait une autre entre les cultivateurs : suivant la terre qu'ils habitaient, les paysans se divisaient en serfs des particuliers, — paysans des apanages, — paysans de la couronne.

Ces derniers étaient regardés comme libres, bien qu'ils fussent, eux aussi, attachés à la glèbe.

Jusqu'en 1861, les serfs n'avaient pu se rendre propriétaires des terrains qu'ils occupaient. Cette faculté leur fut donnée par l'acte d'émancipation, qui faisait disparaître la différence existant entre les terres manoriales détenues par eux et les terres libres. Toutes les terres privées rentraient ainsi dans le commerce, et les non-privilegiés eux-mêmes pouvaient en acheter la quantité voulue.

L'abolition de la mainmorte présente en Russie ce caractère particulier que le paysan, en même temps qu'il recouvrait sa liberté, obtenait la propriété d'une partie du sol qu'il déte-

nait durant son servage : nous avons vu comment se fit cette réforme.

Les serfs des domaines privés, à la suite de l'acte de 1861, reçurent une dotation de 36.219.000 dessiatines, chiffre inférieur à la superficie du terrain qu'ils occupaient au moment de l'abolition de la mainmorte.

Sur les six millions de dessiatines autres que celles appartenant à la noblesse en 1861, la moitié environ était possédée par le clergé des paroisses. L'autre moitié appartenait à la bourgeoisie, et se composait en grande partie de terres situées dans l'enceinte ou le voisinage des villes, et servant d'emplacement aux maisons de commerce, aux usines et aux fabriques.

L'histoire de la propriété foncière en Russie, depuis l'acte d'émancipation, est particulièrement instructive ; car nous allons voir cette même bourgeoisie, si déshéritée, si faible, se porter en masse à l'acquisition des terres, et cette tendance s'accentuer dans les environs des grands centres manufacturiers. La propriété nobiliaire va partout diminuant, à mesure que la propriété de la bourgeoisie augmente.

Dans la seule Russie d'Europe, de 1861 à 1891, c'est-à-dire en trente années, la propriété nobiliaire a perdu 13.519.000 dessiatines.

Sans doute, les premiers bénéficiaires furent

les paysans ; mais, au nombre de ces derniers, le tiers état rural représente la majorité.

D'après les statistiques les plus récentes, 273.074 roturiers possèdent en propre 5.005.800 et quelques dessiatines, en dehors de celles qui leur reviennent par la voie des allotissements.

Quelques-uns de ces propriétaires sont des paysans communistes, fermiers des terres seigneuriales ou petits commerçants ; mais la majeure partie appartient, non par son état social, mais par sa situation économique, à la bourgeoisie.

En additionnant ces deux derniers chiffres, l'on peut voir que le tiers état possède aujourd'hui plus de six fois le total de dessiatines qu'il détenait avant l'émancipation.

Et cependant, ce chiffre, qui peut paraître considérable, n'équivaut pas encore au sixième des terres possédées en propre.

« Cela prouve, dit M. Kovalevsky ¹, que le tiers état russe engage encore la majeure partie de ses capitaux dans les entreprises industrielles et commerciales, et que les grands avantages que lui assure le régime protecteur l'ont empêché, jusqu'ici, de mettre à profit les difficultés

¹, *Le Régime économique de la Russie*, par Maxime Kovalevsky, ancien professeur à l'Université de Moscou, chap. 3.

financières de la noblesse pour lui arracher la terre d'entre les mains. D'ailleurs, s'il ne la possède pas directement, il participe en grande partie au partage de ses revenus ; car, des biens engagés par la noblesse, le tiers est placé sur hypothèques dans les banques privées, dont les actions sont naturellement réparties entre les manieurs d'argent, les commerçants et les industriels qui forment la grosse bourgeoisie des villes. »

Nous avons déjà mentionné qu'au moment de l'émancipation la noblesse avait engagé, dans les institutions de crédit fondées par l'État, les deux tiers de ses possessions.

Il est difficile de dire, même approximativement, le nombre de dessiatines que représentaient les biens offerts pour la garantie de leurs dettes. On sait que la propriété se fondait sur la possession des âmes, et c'était un certain nombre de serfs portés sur les listes de recensement que le propriétaire engageait.

L'opération du rachat, que nous avons décrite, devait accentuer cette situation.

En 1891, le montant des terres engagées était de 48.438.383 dessiatines, soit 42 % de tous les immeubles possédés par les particuliers de toutes classes.

Dans ce chiffre, la propriété nobiliaire entrainait pour près de 46 millions ¹.

Au 1^{er} janvier 1896, la noblesse, dont la dette s'est encore accrue, devait en bloc à toutes les institutions de crédit 1 milliard 236 millions de roubles (3.300 millions de francs), garantis par le tiers de ses biens ². Comme les dettes des propriétaires fonciers croissent beaucoup plus

1. L'État avait prêté à la noblesse 315 millions de roubles. En 1861, il avait garanti vis-à-vis d'elle le montant du rachat des droits réels. Pour s'acquitter, il émit une rente de 5 %, et s'en servit pour payer les seigneurs. En 1894, au lieu des 896 millions de roubles qu'il aurait dû verser, le Trésor n'en avait payé que 531 : il avait retenu le montant de la dette nobiliaire.

2. En 1864, apparaît en Russie la première banque hypothécaire privée, celle de la province de Kherson ; deux ans après, c'est le Crédit foncier mutuel. De 1866 à 1870, elles prêtèrent à la noblesse 92.400.000 roubles. Les banques foncières privées, composées d'actionnaires, n'apparurent qu'en 1872. Pour permettre à la noblesse de faire appel à l'État dans des conditions moins onéreuses, Alexandre III créa la Banque nobiliaire... En l'espace de dix années, le gouvernement avança à la noblesse près d'un milliard de francs pour lui permettre de se libérer vis-à-vis des banques hypothécaires privées.

Ce chiffre montre que l'État n'a pas atteint le but qu'il poursuivait : la moyenne des avances a été de 27 à 28 roubles par dessiatine, 69 roubles dans le gouvernement de Koursk, où le taux fut le plus élevé, 12 en Estland et en Livland, où il a atteint le minimum. En Pologne, la dessiatine n'a été hypothéquée que pour 44 roubles, quoique le prix des terres y fût plus élevé que dans les provinces les plus fertiles et les plus peuplées de la Russie. Ces biens n'étaient donc grevés que pour une partie minime de leur prix, alors qu'en plein centre de production agricole, les dettes foncières atteignent presque la moitié de la valeur des terres hypothéquées ; et c'est précisément dans cette zone la plus fertile que les nobles ont dû, par suite de leurs difficultés financières, engager le nombre le plus considérable de biens

vite que le prix des terres, et comme chaque année le propriétaire est dans l'obligation de se départir, au profit de la banque, de 21 à 42 % du produit net de son sol, il est facile de soutenir que les biens engagés ne seront jamais affranchis des hypothèques qui les grèvent.

C'est ce qui explique pourquoi la classe bourgeoise évite l'acquisition des biens immobiliers ; elle préfère placer ses épargnes dans l'achat d'actions ou d'obligations émises par ces banques.

C'est pour elle la garantie d'un revenu de 5 %, et elle entrevoit la possibilité d'acquérir à vil prix, dans un avenir peut-être assez rapproché, les biens fonciers des retardataires qui seront vendus aux enchères et au profit de la banque.

Cette liquidation définitive des fortunes immobilières appartenant à la noblesse ne se fera pas attendre, et c'est alors qu'apparaîtra au grand jour la place importante qu'occupe déjà la bourgeoisie russe dans le domaine de la propriété foncière.

La Russie est, avant tout, le pays de la grande propriété ; la moyenne des biens immobiliers y est de 400 dessiatines.

En retranchant du total des 487.692 propriétaires privés dont il est question dans les sta-

tistiques officielles, le nombre des petits propriétaires, c'est-à-dire de ceux ne possédant pas plus de 10 dessiatines, nous arrivons à établir le chiffre des détenteurs de la propriété moyenne et de la grande propriété.

Nous voyons ainsi que 242.595 propriétaires se répartissent les 90 millions de dessiatines représentés par la grande et la moyenne propriété ; or, 89 millions de dessiatines se trouvent entre les mains du cinquième de ces propriétaires.

La grande propriété est favorisée par l'institution de la commune et par le désir des acheteurs d'arrondir leurs domaines. Les vendeurs étant, en général, moins riches en terres que les acheteurs, le déplacement des fortunes se fait au profit de la grande propriété.

Pour combattre ce mouvement, le gouvernement créa la Banque des paysans : il voulait favoriser l'achat par les villageois des terres mises en vente par les seigneurs.

L'État eut tort d'ouvrir un crédit inégal aux nobles et aux roturiers. Alors qu'il n'exigeait plus des premiers qu'un paiement de 4 %, la nouvelle banque exigeait des paysans un intérêt de 7 %, dont une partie, il est vrai, est consacrée à l'amortissement.

Puis, alors que l'on prêtait 500 roubles ¹ par ménage aux paysans sortis de l'indivision, les paysans communistes n'en recevaient que 150.

Malgré ces inégalités de traitement la banque rendit d'immenses services ; les achats n'ont cessé depuis sa création, et le mouvement s'est accéléré au lendemain de la disette de 1892 ².

En 1894, on estimait que, grâce aux avances de la banque, les paysans avaient acheté 3.000.000 de dessiatines. A cette date, le nombre des terres qu'ils possédaient en propre était de 5.675.245, et tous ces biens n'entrent point dans le nombre des 130 millions 600 et quelques mille dessiatines dont les paysans ont été dotés à la suite de l'abolition de la mainmorte et du servage.

A ces chiffres, il faudrait encore ajouter les

1. Le rouble d'argent valait environ 4 francs de notre monnaie, et le kopeck (la centième partie du rouble), environ 4 centimes. Notons, en passant, que la valeur du rouble a été fixée par l'empereur Nicolas II, en 1897, pour la reprise de la circulation métallique, à 2 fr. 66.

2. La banque ne prête pas la totalité de la somme nécessaire à l'achat, et l'acheteur doit couvrir de ses propres fonds une partie du prix. Cette mesure, qui éliminait les acquisitions hasardées, avait un grave défaut : le paysan qui tenait à acquérir les biens mis en vente par un ci-devant seigneur, lorsqu'il n'avait pas par devers lui la somme suffisante pour compléter l'avance de la banque, avait recours aux usuriers, et le contrôle de la banque ne pouvait enrayer cette manœuvre, tenue secrète entre le paysan et l'usurier.

762.000 dessiatines que les *mir*s avaient acquises des achats avant 1891, et qui font que le nombre total des biens possédés par eux autrement qu'en pure propriété, était évalué cette même année à 131, 372, 457 dessiatines ¹.

La plus grande partie de ces biens sont indivis, les paysans ont gardé leur ancien groupement, et les usages qui réglaient le régime de la propriété collective avec partage périodique du sol.

Nous étudierons, dans un prochain chapitre, l'organisation intérieure du *mir*. Auparavant, nous voudrions montrer quel fut, pour cette institution, l'effet de la réforme de 1861, et quelles sont les terres où, encore aujourd'hui, le régime fonctionne.

En 1861, les paysans de l'Empire se divisaient en deux classes à peu près égales en nombre : d'un côté les paysans de la couronne et les serfs des apanages, de l'autre les serfs des seigneuries privées. Les listes de recensement indiquaient pour les premiers un total de 12.345,869 personnes, pour les seconds un nombre de 10.050,200.

Les paysans de la couronne, que l'on désignait improprement du nom de paysans libres,

1. M. CHODSKY, *La terre et son cultivateur*.

établis sur les terres de l'État, étaient au régime de l'*obrok*. Outre l'impôt de capitation et les taxes locales, ils payaient à l'État une redevance qui oscillait entre deux et trois roubles par paysan mâle. Ils étaient organisés par villages, et les terres possédées par chaque village des domaines étaient divisées entre les paysans, selon le nombre des individus mâles de chaque famille. A chacune de ces parts correspondait la redevance dont nous parlons, et c'est cette redevance qui prenait le nom d'*obrok*. L'*obrok* était donc une sorte de rente personnelle qui donnait droit à la jouissance d'un lot de terre, mais qui n'était pas calculée sur l'étendue de cette jouissance.

Les paysans de la couronne ne furent dotés de terres que quelques années après l'acte d'émancipation. Ce fut encore leur intérêt : à cette époque l'on avait déjà senti les défauts de la réforme.

Ainsi, dans le *pologénié* ou statut qui réglait les détails de l'émancipation, existait un article dont les serfs des seigneurs réclamèrent souvent l'application, sans se douter des déceptions qui les attendaient. Cet article contenait une clause d'après laquelle le seigneur pouvait forcer ses serfs à l'abandon des trois quarts de chacun des lots qu'ils occupaient, s'ils ne voulaient point

racheter les droits réels dont ces lots étaient obérés. Réciproquement, le serf pouvait renoncer librement à une dotation en terrains dépassant le tiers de son lot, et cela afin de diminuer en conséquence le chiffre de ses paiements au Trésor.

L'ancien seigneur se dégageait de l'obligation que lui créait la loi, en abandonnant à ses serfs gratuitement le quart du maximum légal.

Les paysans qui acceptèrent cette combinaison s'aperçurent bientôt qu'ils s'étaient leurrés eux-mêmes, et le peuple donna à ce *quart de lot gratuit* le surnom de *lot du mendiant* ou de *lot de misère*. Les communes qui l'adoptèrent se trouvèrent dans un état extrême de pauvreté, et il ne faut point chercher ailleurs l'origine du prolétariat agraire russe.

Les paysans de la couronne et des apanages, plus heureux, ne virent pas diminuer la part des terres détenues par eux avant la réforme. Aux uns et aux autres, on accorda d'abord la propriété, puis la possession héréditaire de toutes les terres qu'ils occupaient. Leur lot se trouva donc plus considérable que celui de l'ancien mainmortable : celui-ci n'avait reçu que 2, 3 ou 4 dessiatines ; le paysan des domaines ou des apanages en eut de 4 à 6.

En dehors de ces propriétés individuelles ou

collectives, le cultivateur russe peut exploiter les terres qui sont restées la propriété des nobles. On rencontre en Russie, à côté du bail à terme, qui prend souvent la forme du colonat partiaire ou plutôt du champart, le bail héréditaire.

Enfin, une dernière source de revenus agricoles pour le paysan lui est offerte par l'immense étendue de terrain appartenant à la couronne, et dont il n'existe qu'une infime partie qui puisse être cultivée.

Encore cette partie cultivable est-elle entre les mains d'agriculteurs qui la détiennent en bail perpétuel.

Les lois agraires de 1861 touchaient aux bases mêmes de la société et de la propriété. L'ère des transformations sociales dont elles sont le départ n'est point encore close, et la question agraire reste à l'ordre du jour.

Les déceptions causées par l'acte d'émancipation ne sont parfois que trop justifiées ; mais on ne peut nier les conséquences heureuses de l'abrogation du servage.

Par la liberté du travail et la concurrence, elle apportait à la production un énorme stimulant : grâce à elle, l'âme du peuple s'éveillait au sentiment nouveau de la responsabilité ; d'elle enfin naissait une transformation sociale due à

l'affaiblissement des habitudes patriarcales au profit de l'individualisme.

Remarquons, en passant, que cette révolution, qui pouvait mettre en péril tout l'ordre social, s'est accomplie presque sans trouble ni agitation. Un jour, un ukase impérial a métamorphosé des milliers d'esclaves en propriétaires libres, et la transformation s'est faite sans résistance et sans trouble. Jamais autocrate n'avait donné une semblable démonstration de son omnipotence ; mais cette affirmation de sa toute-puissance a fait naître dans le peuple des aspirations et des convoitises. Le moujik se souvient du temps où presque toutes les prairies et tous les bois restaient en jouissance commune et indéterminée. Un ukase du souverain a pu supprimer le servage : un autre ukase ne peut-il changer les conditions de la propriété foncière gênantes pour lui ?

Et le paysan a parfois manifesté ses chimériques espérances, principalement aux époques où le fils du tsar émancipateur prodiguait à ses fidèles sujets les marques de sa sollicitude. L'empereur Alexandre III s'est efforcé de venir en aide à la partie la plus accablée de la population rurale : il ordonna une revision des impôts directs, et réduisit les redevances de rachat. Les serfs des terres manoriales et les paysans de la couronne

se trouvaient dans une situation économique trop différente : on chercha à égaliser leurs charges. Le premier acte du tsar dans cette voie fut l'abolition de la capitation, cet impôt séculaire, dernier vestige du servage. Par un ukase ultérieur, il accorda une réduction générale des redevances de rachat à tous les paysans émancipés, et promit aux villages les plus surchargés une réduction ultérieure supplémentaire. La réduction a été en moyenne d'un rouble pour chaque âme de revision : le dégrèvement total annuel était de douze millions de roubles. Si faible que puisse paraître cet allègement, il a fait généralement évanouir la disproportion des redevances entre les ci-devant serfs des manoirs et les paysans de la couronne.

Malheureusement, les quelques millions destinés à venir en aide aux contrées les moins favorisées ne purent suffire à assurer le bien-être des paysans accablés d'impôts. De plus, en bien des cas, l'accroissement continu des taxes provinciales et municipales semble devoir absorber les bénéfices assurés au cultivateur par ce dégrèvement.

Chose étrange, à première vue, l'émancipation a modifié tout autant l'existence de l'ancien seigneur que celle du paysan. Dans les premières années, le propriétaire perdit une véritable

partie de ses revenus. Même dans les riches contrées où la terre lui rapportait un revenu équivalent ou supérieur, il dut transformer les procédés d'exploitation ou du moins leur mode d'administration, recruter des ouvriers et débattre le prix du travail, louer ses terres à bail ou les cultiver de compte à demi avec ses anciens serfs, toutes choses pour lui inconnues et grosses de difficultés.

Nous ne nous sommes point encore demandé si quelques changements furent apportés à la constitution du *mir* par l'acte d'émancipation.

Au lendemain de la réforme, le moujik se trouvait dans des conditions économiques analogues à celles où il vivait au temps du servage. Devenu propriétaire du sol dont il n'avait autrefois que la jouissance, le paysan continue à le posséder en commun et non à titre personnel, individuel, héréditaire. Les lots obtenus par le rachat restent le plus souvent la propriété collective indivise de tous les membres de la commune. Le paysan n'est en réalité que l'usufruitier du lot par lui racheté ; le mode de propriété demeure le même que l'ancien mode de jouissance ; la constitution séculaire du *mir* n'est pas ébranlée par la révolution de 1861.

Bien au contraire, on peut dire que l'émancipation des serfs l'a fortifiée, au moins tempo-

rairement, en intéressant le fisc à son maintien jusqu'à l'entier paiement de la rançon du servage.

Le gouvernement a ainsi tiré parti du régime communal pour la mesure la plus difficile de la réforme. La tenure du sol étant le plus souvent collective, le rachat s'est opéré d'ordinaire par commune. Tous les membres du *mir* sont solidairement responsables des redevances de rachat vis-à-vis de l'État.

Le passage de la servitude à la liberté, qui aurait pu, dans une autre société, présenter les plus graves dangers, n'imprima à la nation aucune secousse grave, grâce à l'existence de ce régime communiste. Car, s'il devenait indépendant du seigneur, le moujik restait attaché aux membres du *mir* par une double chaîne : la propriété indivise et l'impôt solidaire. Sa liberté, comme sa propriété, est dans une certaine mesure collective.

Le moujik ne se préoccupe pas de savoir si l'impôt frappe la terre ou l'habitant, l'âme ou la famille : impôt foncier ou impôt personnel, pour lui c'est tout un. Ce qui lui importe de connaître, c'est la somme totale dont le *mir* est responsable ; car, dans la répartition du domaine communal, il aura en vue avant tout le paiement des taxes.

Si l'on ne peut regarder la commune russe comme un produit de la fiscalité moscovite, au moins doit-on reconnaître que l'impôt solidaire est une des raisons principales du maintien du régime communal actuel.

En fait, le *mir* n'a peut-être traversé les siècles que grâce aux charges qui l'accablaient, les individus redoutant de prendre à leur propre compte le fardeau qui incombait à la communauté.

CHAPITRE II

LA COMMUNE AGRICOLE

§ 1^{er}

LA THÉORIE ET LA PRATIQUE DANS LE *mir*

Le domaine communal est formé de terres labourables, de pâturages et de forêts.

La loi d'émancipation n'avait cherché à assurer au paysan que la propriété des champs dont il avait la jouissance ; les bois étaient demeurés à l'ancien seigneur. Celui-ci, déjà appauvri par la réforme, et en présence du pillage des paysans, qui continuaient à tirer leur bois des forêts de l'ancien maître, dut recourir en maintes circonstances au déboisement. La richesse forestière de l'empire russe décrut rapidement ; en outre, dans l'application des règlements agraires, le peuple des campagnes avait été frustré d'une partie des terres qui lui servaient de pâturages.

Dans le *mir*, les pâturages et les forêts sont les seules terres exploitées en commun ; chaque

famille y envoie ses animaux, d'ordinaire portant sa marque et conduits par un pâtre communal.

Toutes les autres terres sont soumises à des partages périodiques entre les membres de la commune.

Le partage périodique constitue la base même du régime du *mir*.

Les partages ont lieu à parts égales, à des époques définies et variables selon les localités, et d'après des modes divers d'allotissement.

Une fois en possession de son lot, le paysan le cultive séparément, à ses risques et périls. « Ainsi la jouissance individuelle est universellement associée à la propriété collective. Dans ce *mir*, en apparence tout communiste, le premier ressort de l'activité reste l'intérêt personnel..... »

Chez les paysans de la couronne, qui étaient autrefois soumis à la capitation, le partage par *doucha*, c'est-à-dire par tête d'habitant mâle, a prévalu le plus souvent. Les anciens serfs des particuliers, qui non seulement répartissaient leurs charges vis-à-vis du seigneur par *tiaglo*, mais qui recouraient encore à ce moyen de répartition pour la terre que leur abandonnait le seigneur, ont ordinairement conservé comme unité de partage le ménage ou *tiaglo*. Dans l'un

et l'autre cas, par sa naissance ou par son mariage, le fils apporte à sa famille un nouveau lot de terre; loin donc de diminuer le champ paternel en le divisant, une nombreuse progéniture l'agrandit. On voit combien ce régime est fait pour encourager l'accroissement de la population rurale. La femme elle-même n'est point étrangère au partage; quand la répartition est faite par couple, c'est évidemment la femme qui ouvre au mari l'accès de la propriété. De plus, certaines communes ont introduit un nouvel allotissement par « bouche », sans distinction de sexe. Le nombre des parcelles est ainsi mis en rapport, non avec le nombre des producteurs, mais avec celui des consommateurs adultes, hommes et femmes indistinctement. Dans les provinces du Sud et dans la petite Russie, la participation des femmes au partage est à l'ordre du jour. Dans les autres régions, il n'est régulièrement question que d'accorder certaines parcelles à la veuve mère d'un fils mineur, quand elle ne se remarie point.

Le régime du *mir* suppose entre les paysans un partage du sol en lots rigoureusement égaux. On comprend aisément que le fait de doter chaque cultivateur d'une part équivalente à celle de son voisin ne constituerait pas une égalité de fait.

L'égalité n'existera que lorsque chaque paysan aura la possibilité de participer, de pair avec ses copropriétaires, aux bénéfices que procure la jouissance des terrains situés dans la commune. Ceux-ci sont plus ou moins fertiles ou plus ou moins bien situés ; il faudra donc reconnaître à chaque habitant du *mir* le droit à une parcelle égale, dans les champs voisins comme dans les champs éloignés, dans les champs fertiles comme dans les terrains pauvres.

Et, comme le plus souvent le territoire de la commune est divisé en trois zones conformément aux pratiques de l'assolement triennal, si l'on tient encore compte de la configuration topographique du pays et de la composition chimique du sol, on arrive à former sept, huit, neuf, dix champs et plus qu'il faudra diviser en autant de parcelles que d'âmes ou de ménages.

Le nombre de ces champs ou *kons*, peut être encore beaucoup plus considérable. Parfois, l'irrégularité géométrique d'un terrain complique le partage ; ne sachant comment diviser ce champ, les malheureux arpenteurs y tracent quelques quadrilatères d'inégale grandeur. Il faudra ensuite procéder à l'allotissement dans les limites de chacun de ces quadrilatères.

Parfois encore, des obstacles naturels scin-

dent le champ en deux ou plusieurs parties : les mêmes difficultés apparaissent.

Ce système aboutit donc à un véritable émiettement du sol, et il ne faut pas oublier qu'indépendamment de toutes les parcelles dont se compose son lot, chaque paysan possède encore un petit enclos (*ousadba*) attenant à son *izba*, enclos qui n'est point soumis aux partages périodiques.

Dans son ouvrage « le Régime économique de la Russie », M. Kovalevsky réserve le nom de « champs » aux divisions territoriales exigées par tel ou tel mode d'assolement, et il nomme *kon* chacune des subdivisions du champ formant un tout indépendant et soumise, lors du partage, à un allotissement séparé.

Le plus souvent, les champs des communes rurales russes ne sont composés que de 7 à 8 *kons* : cela a lieu notamment dans tous les villages qui ne contiennent pas plus de trente foyers. Dans ceux dont la population est plus grande le nombre de *kons* s'élève parfois à douze par champ. Il peut être encore plus considérable : ainsi, la commune de Kolowo, dans le gouvernement de Jaroslaw, pratique l'assolement triennal, et ne compte pas moins de cinquante *kons*, disséminés dans les trois champs du village.

Les difficultés et les défauts de l'allotissement communal peuvent être parfois atténués : on a intérêt, surtout dans les grandes communautés, où la répartition directe par *âme* ou par *tiaglo* serait compliquée, à effectuer des partages préliminaires par groupes.

Le nombre des habitants d'une commune peut se prêter à l'établissement d'un certain nombre de groupes : ainsi, une commune de soixante-dix habitants constituera sept groupes de dix personnes ; une autre qui compte deux cent trente-deux habitants les séparera en vingt-neuf groupes de huit individus. L'on divise alors les *kons* en autant de lots qu'il y a de groupes, et l'on procède, par la voie du sort, à la distribution des lots entre les dizaines ou les huitaines, etc....

Le partage entre groupes est suivi de celui entre individus, toujours par la voie du sort.

Le parcellement extrême du domaine communal présente de nombreux inconvénients : le paysan perd un temps considérable pour se rendre d'une parcelle dans une autre ; leur éloignement est parfois tel, qu'il préfère les abandonner ; de plus, il est impossible de soumettre tous ces morceaux de terre épars à une culture rationnelle. Enfin, toutes ces parcelles étant étroites, contiguës et sans issue, il est dif-

ficile de les cultiver, et les propriétaires voisins se tiennent dans une dépendance mutuelle. Forcés de s'entendre, ils sont astreints à une culture obligée que réglementera la commune. « L'égalité mathématique n'a ainsi triomphé dans l'allotissement qu'au détriment de la liberté dans la jouissance. L'excès du morcellement ramène indirectement à une sorte d'exploitation commune, ou du moins simultanée, que des moyens de culture perfectionnés pourraient rendre profitable, mais dont la routine aujourd'hui régnante fait une entrave de plus au progrès ¹. »

Le morcellement du sol communal menace l'avenir du *mir*. Le mal est d'ailleurs sans remède ; car, aussi longtemps que vivra le *mir*, le paysan sera forcé d'y recourir pour assurer l'égalité des parts : tout autre mode de partage rencontrerait des difficultés insurmontables.

Notons que ce fractionnement excessif du sol n'est point un défaut propre au régime collectif ; les partages de famille peuvent, sous le régime de la propriété individuelle, arriver aux mêmes résultats.

Le régime de la propriété collective aurait même un incontestable avantage ; car il permet-

1. LEROY-BEAULIEU. *L'Empire des Tsars*, tome I^{er}.

trait, en cas de besoin, de recourir à l'exploitation en grand.

Nous avons vu de quelle façon était formé le lot ; examinons maintenant à qui il échoit.

Nous avons pu constater, dans le souci du partage rigoureusement égal, le désir du paysan d'arriver à proportionner le lot personnel avec ses charges, s'il appartient à une communauté de village où ses impositions dépassent son revenu, avec les besoins de son foyer, c'est-à-dire avec le nombre des personnes qu'il y abrite, s'il habite un village riche et fertile.

Nous allons retrouver une idée semblable dans les différentes façons de déterminer le nombre de tous les ayants droit.

Dans les pays pauvres, le paysan cherche fréquemment à diminuer sa part des charges aux dépens de l'étendue de son lot. La commune, qui est responsable, doit chercher à assurer par ses allotissements le prélèvement de l'impôt ; elle distribuera donc les parts entre les habitants dont le nom est inscrit sur les rôles du dernier recensement. Peu importe les modifications qui ont pu survenir entre des recensements assez espacés ; les familles continueront à détenir les parcelles des disparus et à payer leurs cotisations.

Dans ces communes pauvres, la solidarité

devant le fisc force parfois les habitants du *mir* à des partages difficiles et compliqués.

L'égalité des lots est volontairement écartée, dans l'obligation où est la commune de se préoccuper moins du droit de l'individu à la terre que de ses facultés contributives.

La portion de terrain attribuée à chaque famille doit correspondre à la part proportionnelle de l'impôt solidaire qu'elle peut acquitter.

La dotation variera donc avec l'âge et la force, aussi bien qu'avec le nombre de ses membres ; elle variera encore avec ses ressources agricoles. Les plus robustes et les plus aisés recevront une plus grande portion de terre, et ils supporteront une plus grande part des impositions.

Au contraire, dans les régions fertiles, où le rendement du sol dépasse les charges publiques, le cultivateur a tout intérêt à ce que l'allotissement se fasse par bouche, c'est-à-dire par consommateur. Dans toute la zone du *tehernoziom*, on a préféré ne compter, en cas de partage, que les vivants ; chaque famille reçoit un nombre de parcelles égal à celui de ses membres adultes.

Les modifications apportées par le temps dans les divers modes de partages trouvent leur explication dans la variabilité du prix des terres et les changements survenus dans le système de contributions directes.

Dans chaque gouvernement, la *Chambre du Trésor* arrête le total des impositions directes de la commune. C'est à l'assemblée communale de faire ensuite entre les membres du *mir* la répartition des impôts.

L'allotissement, préalablement effectué par cette assemblée, lui servira de base pour la répartition.

Depuis la suppression de la taille personnelle, de la capitation, qui eut lieu sous le ministère Boungé¹, la plus lourde de ces charges est le remboursement par annuités de la somme prêtée par l'État au paysan pour le rachat des services personnels et des paiements en nature autrefois dus au seigneur.

Aux impôts publics viennent s'ajouter les impositions des conseils généraux et des assemblées communales, dont le montant est très variable suivant les régions. En 1891, on a fait ce calcul que la dessiatine possédée par les paysans communistes payait au total, dans les provinces occidentales, à peine quinze kopecks, dans le Nord et le Nord-Ouest trente-sept kopecks, tandis que, dans la zone de la terre noire

1. La capitation, abolie en 1886, a été remplacée par un impôt foncier, un impôt sur le revenu mobilier et un impôt sur les successions. La suppression de l'accise du sel datait déjà de 1880 : classé parmi les contributions indirectes, ce dernier impôt était en réalité une sorte de capitation pesant particulièrement sur le peuple.

et dans la région manufacturière, elle payait 57, 58 et 59 kopecks ¹.

Nous avons déjà dit que, dans la fixation du montant du rachat, on ne s'était nullement préoccupé du rendement de la terre occupée par le serf, mais seulement des services personnels et réels de ce dernier.

Le seigneur n'était pas tant propriétaire de la terre que des âmes qui l'habitaient ; et, pour celles-ci, la possession du sol aurait pu être considérée moins comme un droit que comme une obligation. Le total des paiements faits par les membres du *mir* ont, par suite, dépassé le montant des revenus qu'ils ont retirés de leurs lots. Pour entretenir sa famille, le paysan dut ajouter aux durs travaux quotidiens l'exercice d'une petite industrie. Il se faisait aider par sa femme et ses enfants. Ne pouvant tirer du sol le montant des impôts qui le grevaient, le moujik avait intérêt à diminuer sa participation aux champs communs.

Peu à peu, à chaque nouvelle répartition, on tendit à égaliser les charges en égalisant les lots. La répartition se fit entre les personnes dont le nom était inscrit sur les registres de la capitation, c'est-à-dire entre les hommes par-

1. M. Kovalevsky, *Le régime économique de la Russie*.

venus à l'âge de la majorité. A cette époque, les femmes et les enfants ne participaient pas aux jouissances communes.

Au lendemain de la réforme, les serfs des manoirs, dont les charges étaient autrefois réparties, non par tête, mais par « feu », dotés de lots restreints et obérés, durent suivre l'exemple des paysans de la couronne, et procéder à la distribution des lots entre les personnes inscrites sur les rôles de la capitation.

La disparition de cet impôt personnel et la diminution des prélèvements faits pour le rachat des droits réels des anciens serfs, ont enfin permis au cultivateur de trouver, dans la jouissance du sol de la commune, des avantages dépassant les charges qui lui étaient imposées.

Il était naturel, dès lors, que la commune voulût un jour faire bénéficier de la terre, non seulement les personnes inscrites au rôle de la taille, mais encore tous les travailleurs adultes, et parmi eux les femmes.

On arriva ainsi à la répartition par « bouche », dont nous avons parlé.

Dans cette étude de la répartition périodique du sol, qui est la base même du régime communal, nous avons successivement passé en revue les divers modes d'allotissements et les titres qui donnent droit à un lot. Un troisième

point reste à considérer : les époques de division du territoire commun.

Le partage périodique tend à assurer l'égalité de jouissance entre les membres du *mîr*.

L'augmentation de la population et l'émigration contraignent à renouveler périodiquement les partages : les familles croissent inégalement, et la propriété se trouve bientôt inégalement répartie. Ces changements constants obligent à des partages fréquents ; plus ils sont répétés, plus ils sont conformes au principe de la communauté et de l'égalité, mais plus aussi ils entravent l'agriculture.

Pour fournir un lot aux nouveaux venus sans recourir à une nouvelle répartition du sol, quelques communes, surtout chez les paysans de la couronne, ont des réserves de terre.

D'autres se contentent de diminuer un lot au profit d'un autre : elles procèdent au réajustement partiel de la répartition existante.

Mais ces procédés deviennent à la longue insuffisants ; une nouvelle distribution de lots s'impose, et on forme de nouvelles parts dans les limites conservées des *kons*. Les parcelles sont tirées au sort, et l'égalité est rétablie pour un temps.

Il est clair que le cultivateur, détenteur d'une portion de terre qu'il sait ne pas devoir conser-

ver, redoute de s'imposer un travail ou des frais dont ne profiterait que son successeur.

L'appauvrissement du sol le plus riche est dès lors inévitable.

A ce mal, il y a plusieurs remèdes.

Ainsi, certaines communes des gouvernements de Simbirsk et de Penza ont imposé aux paysans des fumures obligatoires, sous peine de garder le même lot à la nouvelle répartition.

Dans beaucoup de communes, l'usage s'est établi de dédommager, soit en argent, soit en leur accordant un lot un peu plus étendu que celui auquel elles ont droit, toutes les personnes qui ont engagé des capitaux dans l'aménagement de leurs parcelles.

On a proposé un moyen plus simple encore ; c'est de reculer les époques de partage : le paysan semble s'en être rendu compte ; depuis quelque temps les partages se font plus rares.

Les prairies, tant naturelles qu'artificielles, sont l'objet d'un partage annuel. Les paysans communistes tiennent à partager également les avantages assurés à telle ou telle prairie par une pluie abondante ou une inondation ; le partage n'a lieu que quelques jours avant la fauchaison. On fait séparément l'allotissement de chacun des prés appartenant à la commune.

En quelques contrées, on fauche en com-

mun, et l'on divise ensuite le foin récolté. Ailleurs, on attribue successivement les diverses parcelles d'un même pré aux divers groupes formés par les membres du *mir* : de la sorte, dans l'espace de cinq ou dix ans, toutes les dizaines ou huitaines d'une même commune auront également joui de la prairie entière.

Ce n'est que lorsque la prairie exige des dessèchements ou d'autres travaux que le partage a lieu pour plusieurs années.

Dans quelques districts, les terres cultivées sont soumises comme les prairies à une répartition annuelle ; cette coutume était notamment très répandue dans le gouvernement de Perm. Mais ce système est trop opposé aux intérêts du cultivateur, et présente trop de difficultés pour n'être pas très rare.

Le plus souvent, les partages ont lieu tous les trois ans, ce qui correspond au mode de culture le plus fréquent, à l'assolement triennal. Le territoire de la commune est divisé en trois champs dont l'un est consacré à la jachère.

La pratique de l'assolement triennal tend à disparaître depuis l'introduction des prairies artificielles. Dans un quatrième champ, l'on sème aujourd'hui le sainfoin, le trèfle et la luzerne.

Le partage triennal avait sa raison d'être dans le mode de culture ; celui-ci disparaissant,

on constate une tendance à espacer les époques des partages.

Parfois, cette période de trois ans était doublée, triplée, quadruplée. Ainsi les Grands Russes du gouvernement de Voronège ne soumettaient les terres à un nouvel allotissement que lors des revisions ou dénombrements des âmes assujetties à la capitation. Ce partage aux époques de revision avait sa raison d'être dans le système d'impôt. Notons, en passant, que, la dernière revision ayant eu lieu en 1858, les communes qui ont adopté ce système n'ont donc procédé à aucune répartition générale depuis l'abolition du servage. Peut-être n'y procéderont-elles jamais, si le gouvernement ne fait pas le nouveau dénombrement des paysans taillables, la capitation, l'impôt par âme, par tête de paysan mâle, ayant été supprimée sous Alexandre III. D'une revision ¹ à l'autre, le nombre des âmes demeurerait invariable, quels que fussent les décès ou les naissances. En donnant à chaque famille un lot proportionnel aux charges qu'elle supportait ou aux bras dont elle disposait, l'impôt qui, d'après la loi, pesait

1. Ces revisions ou dénombrements des âmes assujetties à la capitation, qu'il ne faut pas confondre avec nos recensements généraux, ont eu lieu à des intervalles irréguliers, supérieurs à douze ou quinze ans. Depuis 1719, il n'y en a eu que dix, et la dernière remonte à 1858.

sur les personnes, se trouvait indirectement ramené à un impôt sur les terres.

On comprend dès lors que la commune répartit, en même temps que les communaux, la somme des contributions entre les membres du *mir* dont les noms figuraient sur les registres de la capitation.

Dans quelques communes du gouvernement de Moscou, les partages avaient lieu tous les dix ans.

Instruits par l'expérience, les paysans se montrèrent réfractaires aux partages fréquents. Des périodes de dix, quinze, vingt et même trente ans n'étaient pas rares, et quelquefois, ils ne recouraient à une nouvelle répartition qu'à la dernière extrémité.

La fumure et le rendement des terres augmentent avec l'allongement des périodes de jouissance : les communes les plus riches sont celles qui retardent le remaniement de leurs terres. L'abrogation des partages fréquents a un autre avantage : elle limite les partages de famille.

Parmi les défenseurs du *mir*, il s'en était trouvé, tels que le prince Vasilitchikof, pour réclamer de l'État, au nom de l'agriculture, des lois réglementant les époques de partage des terres communales.

Les mesures officielles] étaient inutiles, en présence des décisions spontanées des communes rurales que nous venons de signaler.

De plus, n'était-il pas aussi inconcevable de prohiber les réajustements partiels que de remettre à longue échéance, et à un terme défini d'avance par la loi, la répartition systématique du sol entre les habitants d'un même village. Ces deux modes de répartition visent le même résultat : l'égalité de jouissance. Mais des circonstances qui varient avec chaque commune rendent plus ou moins fréquents les cas où la nécessité d'une répartition générale se fait sentir.

Une loi de 1893 est venue imposer à toutes les communes de l'Empire l'obligation de renouveler leurs allotissements tous les douze ans. Nous examinerons plus longuement, dans le chapitre suivant, les mesures que le gouvernement a cru devoir prendre pour arrêter la dissolution du *mir*.

Mais, avant d'aborder l'examen critique du régime, nous allons montrer en quelques pages l'organisation administrative de la commune russe.

§ 2

L'ADMINISTRATION DU *mir*.

Le mode d'administration n'y est en grande partie que la conséquence du mode de propriété.

La commune russe n'a pas été érigée par la loi ; elle a précédé toute législation. En fait, elle est restée sous l'empire de la coutume, vivant dans ses formes archaïques de sa vie propre et spontanée.

Le statut de 1861 affranchit la commune de la tutelle du seigneur ; l'administration est abandonnée à l'élection : le *mir* choisit parmi les membres de la commune ses fonctionnaires.

Le gouvernement n'a guère fait qu'étendre aux serfs affranchis les institutions en vigueur parmi les paysans de la couronne.

Le principal trait de ces institutions, c'est un régime communal à deux degrés. La commune primaire se compose des paysans qui jadis avaient le même seigneur, et qui aujourd'hui possèdent les mêmes terres. Plusieurs de ces

communautés voisines sont réunies en circonscriptions appelées *volosts*. La *volost* russe tient le milieu entre le canton et la commune de France. Lorsque la communauté de village est importante, elle peut constituer à elle seule une *volost*.

La *volost* et l'*obchtchestvo* ont un rôle différent. La commune (l'*obchtchestvo*) a surtout des attributions économiques, le bailliage (la *volost*) des attributions administratives. A la première appartient tout ce qui concerne la jouissance de la terre et la répartition de l'impôt solidaire, à la seconde tout ce qui regarde les intérêts généraux de la *volost*, tout ce qui touche aux rapports avec les autorités supérieures, et enfin tout ce qui concerne la justice.

Les paysans ont, dans une certaine mesure, hérité du droit de justice et du droit de police de leurs anciens seigneurs. Ils ont leurs juges comme ils ont leurs coutumes, fort différentes du droit civil appliqué aux autres classes. Le règlement général de l'acte d'émancipation dit textuellement : « Les paysans sont autorisés, quant à l'ordre de succession dans les héritages, à suivre les usages locaux. » La loi de 1886, qui a réglementé les partages de famille, n'a point dérogé à ce principe.

Les principes qui régissent la *volost* et

l'*obchtchestvo* sont identiques : toutes les fonctions y sont à l'élection ; tous les membres de la communauté ou du bailliage sont éligibles. Ce sont de véritables démocraties où chacun prend également part à toutes les affaires du *mir*. Le gouvernement a étendu aux *volosts* les usages, les règles et l'esprit qui régnaient traditionnellement dans le *mir*.

Les fonctionnaires de la commune ne sont pas seulement choisis par les paysans, ils sont encore pris dans leur propre sein. Ils ne seront que les exécuteurs de la volonté du *mir*, sauf dans les cas où ils servent d'instruments au pouvoir central.

Comme il n'y a pas encore d'élections politiques, le gouvernement n'a aucun intérêt à changer ces magistrats ou fonctionnaires en agents du pouvoir, ni les particuliers à en faire les agents des partis. Rien n'empêche donc cette petite démocratie qu'est la commune russe de vivre au sein même de l'autocratie.

Elle possède une autonomie légale : comme association, elle a sa personnalité civile, comme aussi ses lois particulières ; comme caution de ses membres vis-à-vis du fisc, elle a sur eux droit de correction et d'expulsion ; comme détentrice du sol, elle peut les astreindre à tel mode de culture, leur imposer sa surveillance.

Et cependant, la commune rurale n'est pas toujours à l'abri de l'ingérence et des rapines des employés inférieurs et de la police.

Les fonctionnaires de la commune sont généralement tous payés; ils sont encore exemptés de tous les impôts en nature à la charge de la commune, comme aussi de tous les châtimens corporels tolérés par la loi. Leur indemnité est fixée par l'assemblée communale. Malgré ces avantages, les charges communales, et en particulier les fonctions de collecteur d'impôts, sont peu enviées; parfois, il faut l'autorité du *mir*, auquel personne n'ose désobéir, pour faire accepter ces charges.

Chaque communauté de village a son maire, qui porte le titre d'ancien ou de vieux (*starosta*). Le bailliage ou *volost* a pour chef le *starchina*. L'ancien et le bailli sont, le premier sous le contrôle du second, chargés de la police et du maintien de l'ordre, et de l'administration de toutes les fondations du *mir*.

L'un et l'autre sont nommés pour trois ans.

En réalité, c'est la *volost* qui est l'unité administrative rurale, et son principal défaut est sa trop grande étendue.

Le *starchina* est assisté de l'assemblée du bailliage, élue par les diverses communes, et d'une sorte de conseil permanent appelé admi-

nistration du *volost*. Ce conseil est composé de tous les *starostas* de village et des collecteurs d'impôts, fonctionnaires également nommés par le *mir* ; ses décisions peuvent être portées devant l'assemblée de la *volost*.

Outre ses fonctionnaires et ses juges, la commune russe a des employés qui, selon la décision du *mir*, sont élus par l'assemblée ou pris à gage par les autorités. Tels sont les inspecteurs des magasins de la commune, les gardiens des bois ou des prairies, les bergers communaux, et surtout cet écrivain ou greffier qui est souvent devenu, en fait, la première autorité du village.

Dans la commune rurale, les paysans se réunissent en libres assemblées, élisent directement leurs fonctionnaires, et leur dictent leurs volontés. Un tel contrôle immédiat et permanent n'est possible que dans un champ restreint. On n'a pu en faire bénéficier la *volost* ; il fallut recourir à un système représentatif.

L'assemblée de la *volost* se compose de tous les fonctionnaires élus du bailliage, auxquels se joignent les délégués des assemblées de village, à raison d'un membre par dix feux ou cours (*dvor*). Elle peut imposer des taxes locales ; elle élit les juges et les fonctionnaires du bailliage ; elle vote la construction de travaux au-dessus des forces d'une communauté isolée, etc....

L'assemblée de village est à nos yeux plus intéressante. Elle se compose, non de tous les paysans de la communauté, mais des chefs de ménage. Les femmes veuves ou temporairement privées de leur mari y peuvent prendre place.

Ceci est la conséquence du mode de répartition des terres chez les anciens serfs : comme le plus souvent elle se faisait par *tiaglo* ou par *dvor*, c'est la famille, en tant que membre de la communauté, qui était appelée à délibérer sur les affaires communes, et l'usage s'en est maintenu. Malheureusement, avec les partages de famille, l'assemblée communale perd peu à peu son caractère patriarcal primitif. Les anciennes formes du gouvernement du *mir* se modifient et s'altèrent avec les progrès de l'individualisme au sein du foyer domestique.

Les chefs de famille condamnés pour vols ou autres délits graves sont exclus de l'assemblée. Celle-ci possède encore à l'égard de ses membres un droit d'exclusion ; elle peut même aller plus loin, et les bannir, les expulser du territoire de la commune. Un règlement de 1877 a soumis ce bannissement à la confirmation d'une autorité spéciale.

Les réunions ont lieu d'ordinaire en plein air, sur la place du village ; on n'y observe aucun règlement, aucun cérémonial. L'ancien

interroge les assistants, et leur demande s'ils approuvent telle ou telle mesure, tel ou tel projet; il rend compte de ses actes, il fait part de ses désirs. Le vote n'est point réglementé; la loi dit seulement que les décisions peuvent être, dans la plupart des cas, prises à la simple majorité. En fait, il en est autrement aux yeux du moujik; la moitié des membres du *mir* ne saurait faire la loi à l'autre moitié: c'est le concert et la volonté commune des membres de l'assemblée qui en font l'autorité. L'usage immémorial est de décider toute chose à l'unanimité, par acclamation, ce qui supprime tout mode de scrutin ¹. Il va sans dire que, tous ne pouvant toujours être du même avis, c'est l'acquiescement du petit nombre à la volonté du plus grand nombre qui constitue cette unanimité.

Cependant, il peut arriver qu'une question divise en deux camps les membres du *mir*; dans ce cas, les partisans des deux avis contraires se rangent de deux côtés différents et se comptent.

La loi, qui admet dans les assemblées communales le vote à la simple majorité, exige, pour les décisions les plus graves, les deux tiers des voix. Ainsi, il faut les deux tiers des voix

1. Sous l'empereur Nicolas I^{er}, on avait essayé d'acclimater chez les paysans de la couronne un mode de scrutin par boules: la tentative échoua devant l'autorité de la commune.

pour le partage périodique des terres ou pour l'abrogation de la tenure traditionnelle, pour la fixation des taxes locales et l'emploi des fonds du *mir*, enfin pour l'exclusion d'un paysan.

Les assemblées de *volost* prennent toutes leurs décisions à la simple majorité.

L'assemblée communale est donc souveraine, et son autorité est respectée : « Dieu seul juge le *mir* », disent les paysans.

Elle admet les nouveaux membres qui veulent s'établir sur ses terres, comme elle congédie les anciens. Elle nomme des tuteurs aux enfants mineurs ; elle fonde des écoles, et, au besoin, en rend la fréquentation obligatoire pour les enfants de la commune, etc., etc.... Mais sa principale affaire reste toujours le partage des terres et la répartition des impôts : nous avons vu comment elle y procédait ; nous ne reviendrons pas sur ce sujet. Ajoutons cependant que l'assemblée discute, pèse, tranche les prétentions et les réclamations de chaque ménage. Elle fixe sans appel les époques et le mode de partage des terres.

« L'autorité de l'assemblée communale, appuyée sur la propriété collective, suit le paysan dans ses travaux et son économie rurale, dans le *khosiaïstvo*, comme disent les Russes : elle s'arrête à peine aux portes du foyer domestique ;

car il faut son consentement pour opérer les partages de famille ¹. »

La responsabilité de la commune vis-à-vis du fisc l'oblige à tenir le paysan sous une étroite surveillance. La commune libre et majeure tient le moujik en perpétuelle tutelle; le *mir* exerce sur le cultivateur un véritable despotisme intéressé.

Ce n'est pas tant la communauté de biens que le système de l'impôt solidaire qui constitue cette chaîne et le principal obstacle au développement de la liberté personnelle et de l'esprit d'initiative.

Les plaies des communes rurales sont nombreuses et profondes. Qu'il nous suffise de signaler l'arbitraire des assemblées ou des anciens, la critique et la vénalité dont l'ignorance et la simplicité rustiques n'ont pu préserver les administrations de commune ou de bailliage, la complication de ces rouages multiples, le manque de règle dans l'assiette, dans la perception, dans l'emploi des impôts. . .

Plus encore que tous ces maux, le changement des mœurs de la famille contribue à la décadence de l'institution du *mir*.

1. Anatole LEROY-BEAULIEU, *L'empire des Tsars et les Russes*.

Personne ne conteste la gravité du mal : différents remèdes ont été proposés.

L'instruction populaire nous paraît d'une efficacité trop lente, dans un pays où les classes rurales sont encore si ignorantes.

Le contrôle, en apparence plus simple, présente des difficultés énormes dans l'application. On l'a bien constaté en 1874, lorsque les pouvoirs concédés aux *ispravniks* et à la police introduisirent dans les villages des causes nouvelles d'arbitraire et de prévarications.

En dehors du contrôle administratif, il y a celui de la société et des assemblées électives. Le gouvernement devait y recourir également. Nous avons déjà parlé de ces *arbitres*, au début pris dans la noblesse, qui eurent pour mission de procéder à la grande liquidation du servage, de régler les différends des anciens serfs avec les anciens seigneurs. Ils donnèrent leur démission lorsque les grandes questions de partage et de rachat des terres eurent généralement été réglées.

Peu à peu, le niveau moral et intellectuel de ces magistrats improvisés baissa, et la création plus récente des juges de paix contribua à l'abaisser davantage en rendant plus difficile le recrutement de ces arbitres. Licenciés en

1874¹, ils furent remplacés par un comité que l'on nomma le « bureau pour les affaires des paysans ».

Ce bureau est présidé par le maréchal de la noblesse du district. Il se compose de quelques autorités locales et en particulier de l'*ispravnik* ou chef de police, d'un juge de paix honoraire nommé par le ministre de la justice, du président de la commission de permanence du *zemstvo* ² et enfin d'un membre permanent.

Ce membre permanent et salarié, nommé par le gouvernement sur la présentation des *zemstvos* de district, est chargé personnellement de l'allotissement des terres et des conventions de rachat provenant de la liquidation non encore achevée du servage.

Toutes les autres affaires regardent le comité. Ainsi, le comité surveille la régularité des élections communales; il défère aux tribunaux les fonctionnaires ruraux coupables de crime ou de délit; il reçoit les réclamations contre les décisions des assemblées communales; il sanctionne les sentences d'expulsion prononcées par les communes contre un de leurs membres.

1. Les arbitres de paix existent encore dans les provinces occidentales de l'empire; mais, nommés par le gouvernement et non par la noblesse, ils sont devenus de véritables fonctionnaires.

2. Les *zemstvos* de district sont des assemblées plus ou moins analogues à nos conseils généraux.

En fait, cette administration collégiale est trop lente, et toute la besogne retombe sur le membre permanent, dont les décisions sont de temps à autre ratifiées par le comité.

Les défauts de ce rouage administratif ont fait songer à différentes reprises à la refonte de l'institution.

Au-dessus des bureaux de district et comme tribunal d'appel, fonctionne un *comité provincial* composé du gouverneur et des autorités de la province.

Le contrôle, on le voit, ne manque pas ; mais il ne fait que multiplier les formalités et allonger les lenteurs de la procédure administrative.

On avait proposé de donner le contrôle des communes rurales aux juges de paix, lesquels sont désignés par des assemblées électorales, les *semstvov*. On eût simplifié de cette façon l'administration, et cette modification aurait eu surtout l'immense avantage de rapprocher les communes de paysans des assemblées où sont représentées toutes les classes.

Car, dans le système actuel, le règlement des affaires de la commune est abandonné aux membres du *mir*, à l'exclusion des autres habitants de la campagne. Les anciens seigneurs et beaucoup de propriétaires individuels sont ainsi en dehors de la commune et de la *volost* : la com-

munauté de village perpétue ainsi, dans les campagnes, des distinctions de classes qui vont s'effaçant dans les villes. Entre les deux classes, le rapprochement sera difficile tant qu'un certain nombre de paysans des communes, devenus par libre acquisition propriétaires personnels, n'auront pas constitué une classe moyenne, intermédiaire entre les deux précitées.

Ainsi, la classe rurale se trouve livrée à elle-même, et privée du concours et de l'influence des classes éclairées.

Le mode de propriété empêchant le *moujik* et le *barine* de se rencontrer dans la commune, des assemblées de la noblesse et des assemblées provinciales se sont demandé s'il n'y avait pas lieu de tenter ce rapprochement dans une *volost* qui embrasserait toutes les classes.

Les essais de création de « *volosts* communes à toutes les classes » ont échoué : ces tentatives dissimulaient des prétentions aristocratiques, et un retour plus ou moins déguisé vers l'ancienne tutelle seigneuriale.

La grande commission qui, de 1881 à 1885, fut chargée d'étudier le remaniement de toute l'organisation administrative de l'Empire, devait reprendre pour son compte les projets de commune ouverte. Elle faisait rentrer tous les habitants de la commune, sans distinction de

classe, s non seulement dans la *volost*, mais aussi dans le village (*selenié*). A côté de cette nouvelle institution, la commune rurale conservait son mode d'existence ; mais les assemblées communales ne pouvaient plus s'occuper que de ce qui concernait les biens communaux. Les fonctions de chef de village et de *volost* étaient laissées à l'élection et rendues obligatoires.

Mais les travaux de cette commission devaient avoir des résultats économiques autrement importants. Nous verrons bientôt comment le législateur de 1893 devait s'en inspirer pour réglementer le partage des biens communaux.

CHAPITRE III

LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DE LA COMMUNAUTÉ AGRAIRE RUSSE ET LES CAUSES DE SA DISSOLUTION.

§ 1

LES AVANTAGES ET LES DÉFAUTS DU RÉGIME. — L'ACCROISSEMENT DU
PROLÉTARIAT AGRAIRE ET LES MESURES DU GOUVERNEMENT IMPÉRIAL.

Les apologistes du *mir* lui accordent des avantages d'un ordre social aussi bien que moral.

La commune agricole attache à la terre le cultivateur par des liens indestructibles ; car, avec l'introduction du partage périodique, disparaît le droit d'aliénation. Les terres de la commune n'appartiennent en propre à personne, mais à tous, et la collectivité possède seule le droit de vente et d'achat.

En même temps, le grand morcellement des lots et le nombre prodigieux d'enclaves, le droit de vaine pâture et l'assolement triennal exigent que les travaux agricoles soient exécutés en

commun et dans un ordre reconnu par la coutume. Le régime de la copropriété développe donc chez les paysans communistes le sentiment de solidarité. Ainsi, certaines communes ont réservé une étendue de terrain pour la culture en commun : c'est ce qu'on appelle en Russie *mirskia zapaschni*, ou champs labourés par le *mir*. La solidarité mutuelle se traduit encore au sein de la communauté par les secours que les cultivateurs se prêtent mutuellement au temps des récoltes. Elle s'affirme enfin, en cas d'accident, d'inondation ou d'incendie, dans la reconstruction de l'*izba* par tous les habitants de la commune.

Mais le camp des adversaires de la communauté de village est plus nombreux : il comprend à la fois les hommes politiques qui redoutent la commune russe pour la société et le gouvernement, et les économistes, préoccupés surtout de la richesse matérielle et de la production.

La popularité du *mir* semble d'ailleurs décroître, et c'est là une conversion toute naturelle. Autrefois, tous les vices sociaux, toutes les plaies économiques de la Russie étaient rejetés sur le servage ; aujourd'hui, c'est la propriété collective qui porte ce lourd poids, grossi des déceptions laissées par l'émancipation.

Nous avons déjà parlé des reproches adressés au régime du *mir*, tant au nom de l'agriculture qu'au nom de l'activité individuelle.

Nous allons brièvement les passer en revue.

La durée trop courte de la période de jouissance empêche le paysan d'apporter à la culture de son lot les soins et la prévoyance désirables. La durée de la possession engendre la négligence du cultivateur, et celle-ci ne tarde pas à amener l'inévitable appauvrissement de la terre.

Nous avons signalé, en décrivant les modes d'allotissement, les remèdes apportés à ce mal par quelques communes : le remboursement des frais, l'obligation de fumer les terres, la rareté des partages.

Le second reproche est plus grave : l'extrême fractionnement du sol rend impossible toute culture rationnelle, et lèse les intérêts de ceux dont les lots sont voisins des limites des *kons*. C'est, en effet, à travers ces derniers lots que passeront les instruments de labour de tous les copartageants. Les membres du *mir* sont ainsi dans une dépendance mutuelle, qui les astreint parfois à la culture en commun. Les instruments aratoires sont à la disposition de tous les habitants du *mir*, et les labourages se font en commun et aux mêmes jours.

Et, durant les moissons, les cultivateurs s'entraident, se rendent maints services réciproques.

Disons de suite que ce défaut n'est pas de l'essence même de la propriété collective. Les enclaves et l'émiettement du sol se retrouvent dans les pays de petite propriété, où le partage des successions amène au même résultat. Encore le régime de la collectivité présente-t-il un double avantage : il peut autoriser, dans certains cas, l'exploitation en grand, qui, avec les progrès de l'instruction et de l'agriculture, serait aussi favorable à la production du sol qu'aux intérêts des copropriétaires. En outre, la petite propriété privée ne connaissant que des enclaves entourées de haies ou de fossés, l'agriculteur perd un temps considérable à les tourner.

Les inconvénients du parcellement peuvent être mitigés par le seul fait d'exécuter les principaux travaux agricoles en même temps, à des époques fixes et réglées par l'usage. Ils ont disparu dans les *mirs-artels* ou communes rurales exerçant l'agriculture en commun.

Mais c'est encore, aux yeux des détracteurs du *mir*, un de ses inconvénients les plus manifestes, que cette pratique des travaux en commun qui élimine toute initiative individuelle, et empêche tout progrès. Comment, par exemple,

selon eux, procéder à une triple ou quadruple fauchaison des prés, sans modifier la distribution des travaux agricoles quant au temps ?

A cela, l'on peut répondre que rien ne prouve que le *mir* ne puisse se plier aux exigences d'une culture perfectionnée. Rien n'empêche les habitants du *mir* de recourir aux procédés d'amélioration des terres dont ils ont pu reconnaître l'utilité.

Le régime communiste n'astreint pas nécessairement le paysan à l'assolement triennal : dans plus d'une commune, son abandon a suivi l'introduction des prairies artificielles.

Il est vrai que la part laissée à l'initiative privée est bien faible, chaque ménage étant réduit à suivre le mode d'assolement en usage dans la commune ; mais rien n'empêche celle-ci de le modifier.

Signalons ici la perte de temps qu'occasionne le travail de l'allotissement accompli par des arpenteurs peu instruits. Pour arriver à une répartition équitable, et parce qu'ils sont gênés par l'irrégularité de forme des terrains, les paysans multiplient les *kons* ; et, dans les *kons*, ils établissent les lots d'après le système des compensations proportionnelles, augmentant les uns, diminuant les autres à l'inverse de leur

rendement et des avantages que présente leur situation.

Toujours poussés par ce souci extrême de l'égalité, ils procèdent à l'allotissement, tantôt par tête de contribuable, tantôt par bouche.

Il importait, pour le maintien de l'égalité, de permettre le réajustement partiel des lots, et de laisser au paysan le soin de procéder aux partages périodiques à des intervalles plus ou moins longs, selon les circonstances locales.

En fait, l'équité ne préside pas toujours à cette distribution de la masse des impôts et de l'ensemble des terres. La solidarité devant le fisc érige le *mir* en juge des forces et des facultés de chacun, et le rend maître de donner, de retirer, d'imposer la terre à son gré. C'est lui qui fait la répartition des charges ; c'est encore lui qui devra pourvoir à leur prélèvement. Et le *mir* est souverain ; aucun recours n'est admis contre ses décisions. La porte est ainsi ouverte à toutes les injustices, à toutes les inégalités. La commune agricole, en apparence d'une si grande équité, n'abrite que trop souvent l'arbitraire et la corruption. Quand les pauvres sont en majorité dans l'assemblée, ils attribuent aux riches des lots supplémentaires avec leur cortège de taxes. Dans le cas contraire, les riches s'emparent des meilleurs fonds, et créent, « aux dé-

pens du *mir*, une sorte d'oligarchie oppressive ». Il leur est toujours facile d'obtenir, à prix d'argent, des autorités électives, des faveurs qui retomberont en surcharges sur les plus pauvres.

Non seulement l'inégalité des fortunes s'établit ainsi au sein même du *mir*, mais l'application faussée de ce régime détermine un prodigieux accroissement du prolétariat agraire, dont il devait, au dire de ses défenseurs, préserver la nation.

Les pauvres, surchargés, se voient fréquemment dans l'impossibilité de payer leur part de l'impôt. La loi autorise la vente de leurs biens mobiliers, dont les riches se saisissent à vil prix.

Le législateur a bien prévu des exceptions : les premiers objets de ménage, les machines et les outils agricoles, les animaux nécessaires à l'exploitation du lot ; mais, dans la pratique, on admet la possibilité d'établir une différence « entre le bétail dont l'agriculture ne saurait être privée et celui qu'on considère comme dépassant ses besoins ». La vente forcée n'est pas le seul moyen d'activer la rentrée des contributions. L'on peut encore battre de verges le paysan retardataire, le mettre aux arrêts. On peut lui enlever son lot au profit d'un voisin plus fortuné ; on peut enfin l'obliger à prendre

du travail chez un propriétaire foncier ou dans une usine du voisinage et prélever, au profit du *mir*, le salaire qu'il y gagne. Ces mesures ne sont pas rares dans les communes où les collecteurs d'impôts sont rendus responsables des retards apportés au paiement des contributions.

Souvent, le paysan insolvable prévient la confiscation en affermant son lot à un covillageois ou à un étranger plus fortuné. Il en abandonne la jouissance contre le paiement de la somme dont il est redevable vis-à-vis du fisc ou plutôt de la commune. La plupart du temps, il lui sera impossible de rembourser le prêt ; son lot passera de mains en mains, il n'en sera plus propriétaire que de nom.

M. Brjetzky signale 12.280 paysans du gouvernement de Riasan qui, dans l'espace d'une seule année, ont passé de la sorte au rang de déclassés.

L'usure est une des plaies du *mir* qui conduisent au même résultat. Aux jours de crise ou de maladie, le malheureux moujik se voit forcé de recourir à un emprunt. Les conditions en sont telles, qu'il ne peut le plus souvent le rembourser. Il devra abandonner à son créancier une portion de terre qu'il n'a plus les moyens de mettre en valeur. Car il n'y a pas de crédit foncier pour le paysan russe, mais seulement

un crédit personnel : la propriété étant commune, il ne peut donner hypothèque sur ses biens.

Même en ce qui concerne son *ousadba*, tant que l'opération du rachat n'est pas terminée, il ne peut en disposer qu'avec l'autorisation de la communauté. Obligé de s'adresser à des usuriers, il en est bientôt la victime.

Une stricte application des principes de la communauté des terres ne saurait constituer une garantie contre le prolétariat. Assurez à chacun une étendue de terrain dont la culture lui permette de subvenir à ses besoins ; mais garantisiez lui encore le fonds de roulement, le bétail et les instruments de culture qui lui sont nécessaires ; sinon, au lieu d'empêcher le prolétariat, vous le favorisez, et c'est le cas de la commune russe. « La garantie est moins, en effet, dans une égale répartition des terres que dans la diffusion du capital. »

D'ailleurs, le droit théorique de tous à la terre ne s'exerce pas toujours. Il y a des paysans, qui ne sont admis qu'au domicile ; ce sont les descendants de ces serfs personnels auxquels on avait accordé gratuitement la liberté, en leur permettant de s'établir à demeure fixe dans le village de leur choix. A leur nombre, il faut ajouter : tous ceux qui, par suite des causes que

nous avons énumérées, se trouvent aujourd'hui dépossédés ; ceux qui se contentèrent du quart de lot gratuit ou « lot de misère » ; les vagabonds ; les nouveaux venus ; les mineurs auxquels la commune a enlevé le lot paternel, craignant qu'ils ne laissassent retomber sur la communauté les impôts dont chaque lot est grevé.

Ainsi, c'est la Russie, que son organisation communale devait à tout jamais préserver du prolétariat, qui possède le plus nombreux contingent d'individus n'ayant d'autres ressources que le travail de leurs bras.

Le développement continu du prolétariat agraire présenterait à la longue quelques dangers, si les fabriques et les usines, qui se multiplient aujourd'hui en Russie, ne réclamaient des ouvriers. Le paysan communiste subit encore le contre-coup de cette poussée vers les centres urbains. Le salaire a diminué par suite de la multiplicité des offres, et le moujik, qui pouvait autrefois joindre à ses revenus agricoles le produit de l'industrie domestique, a dû abandonner cette dernière source de profits. La Sibérie offre encore d'immenses terrains vierges à l'activité du paysan dépossédé : il s'agit de faciliter l'émigration vers ces régions.

Nous reviendrons sur l'émigration inté-

rière et la tendance nomade du Russe, quand nous étudierons les causes diverses qui minent aujourd'hui la commune agricole.

Pour le moment, nous signalons ses défauts.

L'une des conséquences de la communauté des terres est l'agglomération des demeures. Des maisons isolées, des fermes dispersées, supposent l'appropriation permanente du sol. La rareté des sources et la difficulté des communications aux époques de dégel, la crainte des vagabonds, sont autant de raisons qui viennent conseiller l'établissement de gros villages.

Avec ce système de maisons agglomérées, la propriété individuelle ne peut réaliser tous ses avantages : la culture est subordonnée autant au mode d'habitation qu'au mode de tenure. Dans un pays où la population est peu dense, et où les distances sont grandes, la propriété individuelle ne peut avoir tous ses effets utiles que si le cultivateur, avec son matériel et ses bestiaux, réside au milieu de ses champs. Dans la grande Russie, les maisons de bois des paysans sont réunies en gros villages, renfermant souvent plusieurs milliers d'habitants. On ne rencontre guère d'habitations isolées que dans la petite Russie, où domine le partage par cour, par *dvor*.

Ces agglomérations rurales entraînent des inconvénients, d'autant plus sensibles que le territoire de la commune est plus vaste. L'éloignement de son lot fait perdre au paysan un temps considérable, et augmente pour lui, non seulement le prix des transports, mais en même temps « la difficulté de restituer en engrais à la terre ce qu'on lui enlève en produits ». A tous ces désavantages s'en ajoute un dernier : le groupement de constructions de bois est une cause fréquente de désastres ; chaque année des centaines de villages sont en Russie la proie des flammes. Il semble impossible d'en profiter pour disperser les habitations, depuis que l'émancipation a donné à chaque membre du *mir* la jouissance permanente de son *izba* avec l'enclos qui la touche.

La certitude d'avoir toujours un lot ne donne-t-elle pas au paysan communiste une sécurité qui favorise sa paresse et son imprévoyance ? Et la communauté n'apporte-t-elle pas des entraves à son activité ?

Assuré d'avoir toujours et quand même un coin de terre, mais certain de n'en être que le détenteur temporaire, le moujik fait peu d'efforts pour accroître son bien-être. Tels sont les principaux griefs adressés à la commune russe au nom de l'activité individuelle. Il est vrai que

le paysan, détenteur d'un lot de terre qu'il sait ne devoir pas conserver, ne cherchera qu'à en tirer un produit immédiat, sans s'inquiéter de l'avenir. La durée trop courte de la possession du sol décourage son initiative et, par le fait même, stérilise le sol. Il est encore vrai que des siècles de servage ont favorisé des habitudes de paresse.

Mais en quoi la propriété indivise du sol enlèverait-elle au cultivateur l'indispensable aiguillon de l'intérêt personnel ? Dès que le partage est fait, dès que la jouissance individuelle de son lot lui est assurée pendant un laps de temps assez long pour qu'il soit certain de recueillir le fruit de ses peines, ne peut-il « frapper aux deux grandes portes de la richesse, le travail et l'épargne » ? Ignore-t-il donc que la terre ne lui rapportera qu'en proportion de ses mérites et de ses travaux ? Et, dès que les époques de partage se trouvent reculées, le moujik, usufruitier temporaire d'une part du champ communal, ne se trouve-t-il pas exactement dans la même situation que le fermier à bail d'une propriété privée ?

Encore le sort du paysan de la commune est-il préférable, puisque, l'opération du rachat une fois terminée, il ne paiera d'autre loyer de la terre que l'impôt.

L'analogie est frappante, et l'on ne voit pas, par exemple, pourquoi, si avec une jouissance de douze ans il peut y avoir des améliorations coûteuses, des travaux d'avenir que le détenteur temporaire du sol n'ose entreprendre, la même difficulté n'existerait point avec le régime des fermages en vigueur dans nos régions agricoles les plus florissantes. Il nous semble, d'ailleurs, que la question des améliorations du sol par le fermier et des dédommagements auxquels ses améliorations lui peuvent donner droit à sa sortie, serait plus facile à résoudre avec la propriété collective russe qu'avec la propriété individuelle anglaise. Dans le *mir*, le propriétaire n'étant que la collectivité des travailleurs réunis, ses intérêts sont identiques aux leurs. En Angleterre, au contraire, le grand propriétaire a ses intérêts en opposition directe avec ceux de ses fermiers.

Le prince Vasiltchikof et M. Posnikof ont demandé que la loi reconnût aux paysans le droit de se faire indemniser par la commune des dépenses faites par eux pour l'amélioration du fonds.

Nous avons vu que les paysans louaient des propriétés personnelles, qu'ils allotissaient et cultivaient de la même manière que leurs propres champs. Beaucoup de ces domaines sont

loués à court terme ; ces baux ont donc tous les inconvénients des partages fréquents des terres communales.

« Quelle différence y a-t-il, dit à ce propos l'un des avocats du *mir*, M. Kochelef, quelle différence y a-t-il entre une propriété personnelle mise chaque année en loyer (ce qui, pour un grand nombre de domaines seigneuriaux, est l'usage habituel) et une propriété collective mise chaque année en partage ? Il est plus difficile d'amener les propriétaires à allonger leurs baux que les paysans à reculer leurs partages. S'il faut une loi pour régler l'époque des derniers, pourquoi n'en faudrait-il pas pour régler la durée des premiers ? »

Et le prince Vasilitchikof, l'un des plus éclairés cependant parmi les défenseurs du *mir*, a réclamé de l'État, au nom de l'agriculture, des lois réglementant à la fois les époques de partage des terres communales et la durée des fermages des propriétés individuelles.

En somme, la plupart des inconvénients du régime actuel ne sont pas inhérents au *mir* : ils tiennent au manque d'instruction, au manque de capitaux, à l'agglomération des villages, à l'éloignement des terres. Quelques-uns sont communs à la propriété individuelle et à la propriété collective, et le plus grave défaut

provient du régime administratif et financier de l'Empire.

L'État, en se servant du *mir* comme d'un agent commode, comme d'un collecteur de taxes, en a fait parfois un instrument d'oppression.

C'est l'impôt qui, en pesant d'une manière exorbitante sur la propriété commune, en a fait un instrument de gêne et de misère.

La responsabilité mutuelle en matière d'impositions et les mesures prises pour la rendre efficace, découragent l'initiative individuelle beaucoup plus que le partage à bref délai. Cette solidarité est bien le pire fléau du *mir*, la plus grande entrave au progrès économique. Le paysan laborieux est menacé de payer les taxes d'un voisin paresseux qui ne tire point de la terre de quoi satisfaire à l'impôt. Lui-même ne possède peut-être qu'un lot dont le revenu est inférieur au total de ses impositions. Les lots confisqués ou sur le point de l'être passent entre les mains des *miroiédy*, c'est-à-dire de paysans enrichis que le moujik désigne sous ce nom expressif de *mangeurs du mir*. Ainsi s'établit l'inégalité de fortune au sein même de la commune. La rentrée des impôts ne devient pas de ce fait plus régulière : beaucoup des retardataires sont de ces enrichis, à l'égard desquels

les autorités électives témoignent une coupable faiblesse. Les *starostas* eux-mêmes laissent s'accumuler les arriérés, dans l'espoir que le gouvernement les relèvera de leurs fonctions. La solidarité des taxes peut être considérée comme la conséquence légitime de la communauté du sol. Il semble assez juste que, la propriété foncière étant indivise, l'impôt foncier le soit également ; mais ces considérations ne justifient pas le système en usage. Car nous ne nous trouvons pas en présence d'un impôt foncier normal, c'est-à-dire d'un impôt qui ne prélèverait qu'une portion du revenu de la terre. Au poids déjà élevé de l'impôt vient s'ajouter le poids encore plus lourd du rachat rendu obligatoire : le revenu de la terre ne suffit pas à y répondre. L'émancipation n'a donc fait qu'aggraver, en les augmentant, les inconvénients de la solidarité fiscale des paysans.

Au lendemain de la réforme, le moujik s'était vu attribuer une portion de terre ou *nadell* à peine suffisante pour assurer son existence et celle de sa famille ; il vit son lot diminuer sous l'influence de causes extérieures. D'aucuns qui avaient accepté le système du quart de lot gratuit, moins heureux encore, n'étaient possesseurs que d'infimes parcelles.

Le malheureux paysan est donc le plus

souvent obligé de chercher, en dehors de son champ, un travail agricole ou industriel.

En présence de la ruine progressive des campagnes russes, le premier devoir du gouvernement est d'abolir la responsabilité de la commune vis-à-vis du fisc. Le dégrèvement des classes rurales est peut-être le seul moyen d'arrêter la dissolution du *mir*. Si, au lieu de laisser leurs champs sous le régime de la tenure collective, les paysans les eussent possédés en pleine propriété individuelle, la plupart d'entre eux n'en fussent pas moins demeurés dans la misère. C'est dans la disproportion entre les ressources du moujik et les impôts dont il est frappé qu'est l'explication du mal dont souffrent les campagnes. Non seulement il n'a point obtenu son *nadell* à titre gratuit, mais il a dû en donner, sous forme d'impôts ou de redevances de toutes sortes, un prix démesuré.

La communauté de village traverse une crise : elle ne pourra donner toute sa mesure que le jour où, pour jouir de sa part de terre, le cultivateur n'aura plus de lourdes annuités à verser au Trésor ; et nous savons que cette rançon du servage, échelonnée sur quarante-neuf années, ne sera soldée que dans le premier quart du vingtième siècle.

Le manque de concordance entre la valeur

ou l'étendue du *nadell* et le poids des taxes qui le grèvent, rendent lamentable la situation agraire. Le mal est grave : les dégrèvements effectués par l'empereur Alexandre III n'ont pu en triompher. Il faut délivrer aujourd'hui la commune de ses entraves fiscales, l'alléger du lourd et immoral fardeau de la solidarité. Mais, pour faire ces réformes, il faudrait avant tout trouver aux contributions une autre assiette. Nous savons que le gouvernement a plusieurs fois mis à l'étude la modification du système de perception de l'impôt dans les campagnes. Nous n'ignorons pas ses répugnances à vouloir adopter l'impôt sur le revenu, qui réclame un droit de contrôle. Peut-être attend-il la clôture du compte de rachat ; peut-être attend-il le jour où la commune sera réellement devenue propriétaire.

Nous serions plutôt tenté de croire que seules les charges du budget impérial rendent difficile une pareille réforme. Le gouvernement maintient cette solidarité fiscale, qui lui facilite la perception des impôts : les arriérés risqueraient de s'accroître avec un collecteur moins vigilant que la commune. Et cependant, le Trésor enregistre chaque année des arriérés dont le total dépasse, dans mainte province, le rendement de l'impôt direct de quatre ou cinq années qui se suivent.

§ 2

LES CAUSES DE LA DISSOLUTION PROGRESSIVE DU « *mir* ».

Nous avons vu les causes qui ont conservé en Russie un mode ancien de tenure du sol ; nous avons examiné les inconvénients de la communauté et proposé des remèdes : il nous faut dire encore les causes de la dissolution progressive du *mir*, et nous prononcer sur son avenir.

Deux modes de possession aussi radicalement opposés que la propriété collective et la propriété individuelle, ne peuvent coexister sans que l'un exerce à la longue sur l'autre une influence dissolvante. On serait tenté de croire que tout le terrain perdu l'est par la propriété collective au profit de la propriété individuelle. Or, il n'en est rien : suivant les milieux et selon les circonstances, l'on voit, tour à tour, les communes admettre la libre aliénation du sol par ses détenteurs, et les petits domaines villa-geois rentrer dans le sein de la communauté agraire. On ne saurait donc s'étonner de la diversité ou de l'opposition des vues sur les

destinées futures du *mir*. A cet égard, les sociologues russes nous donnent, de la meilleure foi du monde, les opinions les plus contradictoires.

L'accroissement de la population, en augmentant sans cesse le nombre des ayants droit, amène la dissolution progressive des communautés de village.

Cela n'est pas toujours vrai, disent les défenseurs acharnés du régime, et ils citent l'exemple récent des Cosaques du Don et la transformation actuelle des villages sibériens, qui passent de la propriété individuelle au partage périodique du sol. Mais, dans ces deux cas, il ne s'agit nullement du passage au communisme agraire.

Le nord et le sud-ouest de la Russie d'Europe offraient encore naguère au cultivateur de vastes espaces inoccupés. Il lui était loisible de s'approprier par l'occupation une partie du sol. La commune lui accordait le droit de faire des « purprises » ; mais ces purprises n'étaient nullement des propriétés privées. Si le défricheur abandonnait un jour son champ, une nouvelle appropriation, dont les étrangers étaient exclus, était possible. La commune était donc bien considérée comme l'unique propriétaire du sol. Lorsque le terrain vint à manquer, et qu'il fut impossible de faire de nouvelles « purprises »,

on partagea la terre, d'abord entre les villages, au prorata du nombre de leurs foyers, puis, dans chaque village, entre tous ceux qui payaient l'impôt direct. Leur nombre allant sans cesse croissant, on finit par introduire le partage périodique, ici tous les trois ans, là tous les quatre, sept, dix, douze et dix-sept ans.

Une évolution analogue a lieu en Sibérie. On remarquera qu'il s'agit, dans les deux cas, d'un simple remplacement d'un *mode de propriété commune* par un autre.

L'introduction récente des partages périodiques a été remarquée encore dans la petite Russie et dans l'Ukraine. Dans ces contrées, elle est due, non plus à une évolution spontanée, mais à l'intervention de l'autorité administrative.

« Dans la petite Russie, le sol se trouvait tantôt entre les mains des seigneurs fonciers, qui le donnaient en bail à cens à leurs serfs (de là l'origine de ces louages à long terme qui, sous le nom de *chinsch*, reconnaissent au cultivateur une espèce de tenure héréditaire), tantôt entre les mains de petits propriétaires connus sous le nom de *siabri*. Ils étaient affranchis de toute sujétion à la commune pour tout ce qui concernait la jouissance de leurs parcelles, et les possédaient en indivis entre tous les membres

d'une même famille. » L'égalité des lots n'apparaît qu'à la fin du XVIII^e siècle, dans le recensement de personnes soumises à la capitation, « recensement entrepris, sur l'ordre de Roumianzor, par des employés plus au courant du régime moscovite de la possession communiste que de la propriété familiale, telle qu'elle existait dans les provinces ayant jadis fait partie de la Pologne. »

Il en fut de même en Ukraine, où le sol avait été occupé par des colons défricheurs ¹.

L'on cite encore l'exemple des descendants d'anciens hommes de guerre dotés par l'État de minces bénéfices, à condition de monter la garde à la frontière, qui ont été obligés, à la suite de partages multiples entre héritiers, de recourir au régime de la copropriété.

Mais l'on a trop exagéré ces faibles coups portés à la propriété privée par la propriété collective.

La vitalité du *mir* serait plus sensible dans le fait de laisser dans l'indivision les terres prises à bail. Fréquemment, les paysans communistes offrirent ainsi au propriétaire leur responsabilité collective pour le paiement de la

1. Voir plus haut, l'établissement des communautés de village dans la petite Russie et dans l'Ukraine.

rente. Mais, aujourd'hui, le bail individuel et renouvelable tous les ans ou tous les trois ans, tend de plus en plus à supprimer le fermage collectif et à long terme.

Mais, si la propriété individuelle n'a cédé que très peu de terrain à la propriété collective, celle-ci n'a point fait preuve de la même indépendance vis-à-vis de sa rivale.

Des tendances individualistes se sont produites au sein de la commune agricole.

Un article du statut d'émancipation autorisait l'ancien serf à retirer son lot du domaine communal, lorsqu'il avait restitué à l'État la somme qui lui avait été avancée pour le rachat des prestations en nature et des services personnels. Quelques paysans ont profité de cette faculté ; d'autres ont tacitement renoncé au système du partage périodique, et même à la pratique du réajustement partiel des lots. Ces lots sont alors entrés dans le commerce, et ont passé aux héritiers testamentaires. Les troisièmes, enfin, ont procédé à la vente d'une partie de leur domaine collectif.

Il est toujours loisible aux membres du *mir* de dissoudre la communauté qui les réunit, en faisant entre eux un partage définitif du domaine communal. Il suffit pour cela d'une décision de l'assemblée, prise à la majorité des deux tiers

des voix ⁴. Les partages définitifs sont de plus en plus fréquents. S'ils ne se sont pas généralisés davantage, il faut l'attribuer d'abord à la difficulté de réunir les deux tiers des voix nécessaires, puis à la tradition, à l'existence séculaire du *mir*, qui garde sur le moujik un grand empire, enfin à la crainte de tomber sur un mauvais lot.

Mais il ne faut pas croire que le paysan professe, pour le régime de la propriété individuelle et héréditaire, l'espèce de répugnance instinctive que lui attribue l'imagination des socialistes russes. Les faits sont là, d'ailleurs, qui démentent cette assertion. Tous les inconvénients qui, dans l'avenir, semblent devoir pousser à la dissolution de la communauté, poids de la solidarité communale, insuffisance des allocations, poussent dès aujourd'hui à l'acquisition de la propriété individuelle.

4. On verra plus loin pourquoi cette faculté, laissée aux deux tiers des habitants du *mir*, de voter le partage des terres communes n'a point entraîné la mort de l'institution. La législation russe est peut-être celle qui oppose le moins de barrières à l'aliénation ou au partage des terres indivises. En France, où les communaux occupent encore la onzième partie du sol national, si la loi laisse les communes libres de faire certaines acquisitions, elle leur interdit d'aliéner sans l'autorisation du pouvoir central. Il en est de même en Angleterre. Introduit en France, le régime actuellement en vigueur en Russie aurait bien vite entraîné le partage des biens communaux, même avec cette restriction à la domination du nombre.

Car le système de la responsabilité collective en matière d'impôts nous apparaît encore comme l'une des premières causes qui contribuent à la dissolution du *mir*.

Le moujik, contraint de payer des taxes excessives, quelquefois supérieures au rendement de son lot, cherche tous les moyens qui lui permettront de s'y soustraire. Il préfère parfois abandonner gratuitement sa part à qui se chargera de l'impôt. La propriété, dans de telles conditions, constitue une charge onéreuse, « une sorte de travaux forcés temporaires », auxquels le paysan n'échappe qu'en fuyant la commune pour aller au loin louer ses bras. Et à toutes ces charges qui déjà l'écrasent vient encore s'ajouter la pratique immorale de la responsabilité collective en matière d'impôts. Menacé de payer pour les retardataires, il quitte le village et va demander son pain à un métier industriel. La commune le menace de la confiscation de son lot : parfois, il peut y échapper en le faisant passer, par la voie du fermage, à quelque voisin enrichi et ne demandant pas mieux que d'arrondir ses terres, à la seule condition de payer pour l'absent.

Cette tendance à l'émigration s'accroît dans le voisinage des centres manufacturiers : là, le paysan est assuré de pouvoir gagner sa

vie en dehors de la commune. Aussi la commune agraire est-elle dans ces régions en pleine période de dissolution. Dans les provinces exclusivement agricoles, le moujik préfère acquitter le paiement de la somme de rachat due au gouvernement. S'il manque de fonds, il s'adressera à un voisin plus aisé, auquel il abandonnera une ou plusieurs de ses parcelles.

Lorsque le revenu de son lot l'emporte sur les paiements à faire au Trésor, le cultivateur a tout intérêt à recourir au rachat. Aussi n'est-ce que dans ces vingt dernières années que les rachats sont devenus plus fréquents, lorsque, à la suite de certains dégrèvements et sous l'influence de causes multiples, la rente des terres s'est sensiblement élevée.

Pour pouvoir vendre son lot, le paysan est obligé de le tirer de l'indivision. Il le soustrait par là même à la responsabilité collective en matière d'impositions. Dans le périmètre des grandes villes, le prix des terrains étant élevé, il peut le vendre avec avantage à quelque commerçant, et se diriger ensuite, soit vers l'usine, soit vers un district où le sol est à meilleur marché.

Dans la zone fertile du *tchernoziom*, où la population est relativement dense, la nécessité d'une émigration intérieure se fait sentir : le pay-

san vend encore son lot, préalablement sorti de l'indivision. Enfin le membre du *mir*, à la veille d'un allotissement qui menace de lui enlever sans rémunération les terrains dont il a accru le rendement par le fumage, les retirera de la communauté pour sauvegarder ses intérêts.

Ainsi, les tendances individualistes se sont manifestées au sein même de la commune agricole, plus encore par le rachat des lots appartenant à des particuliers que par le partage définitif de la terre communale. Cela n'a rien d'étrange quand on songe aux difficultés apportées par le législateur à la réalisation du partage définitif. Tout au contraire, la loi d'émancipation de 1861 avait encouragé le rachat : elle déclarait que chacun avait le droit de sortir de l'indivision, dès qu'il avait affranchi sa parcelle par le paiement intégral de la somme avancée par l'État.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Pour parer aux inconvénients qui pouvaient naître de la dissolution progressive de la commune agricole, le gouvernement a, la même année, par deux lois différentes, rendu presque impossible le partage définitif et arrêté l'essor des rachats.

Une loi du 8 juin 1893 impose à toutes les communes de l'Empire l'obligation de renou-

veler leurs allotissements tous les *douze ans*. Aucune exception n'est faite pour celles qui voudraient passer au régime de la propriété privée.

Et, la même année ¹, une autre loi déclare inaliénables les parcelles dont se composent les lots des paysans communistes. Elle enlève au moujik la faculté de sortir de l'indivision. Même s'il a remboursé le Trésor de ses avances, il ne pourra se considérer comme propriétaire que s'il a obtenu l'assentiment des deux tiers de ses covillageois ; sinon il reste bon gré mal gré membre du *mir* et, comme tel, responsable pour tous les retardataires de la commune.

Les réajustements partiels des lots avaient été naguère, par un jugement du Sénat ou Tribunal de cassation, assimilés aux répartitions du sol communal, et ne devaient avoir lieu que si les deux tiers des membres du *mir* s'étaient prononcés en leur faveur. La mesure était déjà excessive. En supprimant les réajustements partiels, le gouvernement a oublié les services qu'ils avaient rendus, et s'est mépris sur l'utilité d'une pareille mesure.

Déjà, une loi de 1886 avait essayé d'enrayer la dissolution du *mir*, en faisant dépendre les partages des familles du bon vouloir de leurs chefs

1. Loi du 14 décembre 1893.

et de l'acquiescement des deux tiers des membres du village. On diminuait ainsi le nombre des foyers d'une même commune, et l'on évitait une des causes du parcellement excessif du sol. On empêchait en outre la division du capital d'exploitation, si préjudiciable à l'agriculture.

La réforme administrative de 1889 a placé les partages de famille sous le contrôle des *chefs ruraux*, fonctionnaires choisis parmi la noblesse territoriale.

Mais les partages n'ont pas diminué. L'individualisme et l'esprit d'indépendance minent aujourd'hui la famille patriarcale, et finiront par triompher de toutes les mesures législatives et administratives. La famille et la commune avaient en Russie la même base, le même esprit; l'une ne peut point ne pas se ressentir des modifications de l'autre. Les jeunes cherchent à se soustraire à l'autorité des vieux; le père de famille ne peut garder au foyer son fils hanté de l'idée de liberté : la commune pourra-t-elle le retenir ?

« L'esprit d'indépendance est ainsi fait, que, une fois entré dans une sphère, il ne s'y laisse pas aisément enfermer : on aurait beau clore la maison; une fois introduit au foyer, il saura bien se répandre au dehors¹. »

1. A. LEROY-BEAULIEU, *L'empire des Tsars et les Russes*, T. 1^{er}.

Signalons encore la politique contradictoire du gouvernement : tantôt il cherche à arrêter la dissolution du *mir*, il règle le régime, il s'efforce de le maintenir ; tantôt il favorise les partages définitifs du sol.

La loi du 8 juin 1893 demande que les partages des terres du *mir* se fassent tous les douze ans ; la loi du 14 décembre de la même année exige que les aliénations des communaux n'aient lieu que du consentement des *deux tiers* des membres de la commune, et exclusivement au profit des membres du *mir* : l'une favorise, l'autre empêche le passage au régime de la propriété individuelle. Toutes deux se rattachent aux travaux de la grande commission de 1881-1885, et ont l'air d'y puiser les faits servant à motiver les tendances du législateur.

Contradictoires quant au fond, elles ne s'accordent que sur un point, qui est celui de garantir les intérêts du Trésor par l'impossibilité de soustraire les parcelles individuelles, ou plutôt familiales, au régime de la responsabilité mutuelle et collective en matière d'impôts.

Pourquoi enrayer encore les partages de famille, pourquoi défendre l'aliénation de leurs lots par les membres du *mir*, et faire dépendre le rachat de ces lots en pleine propriété de l'acquiescement des deux tiers des assemblées communales,

et en même temps n'offrir aux paysans communistes qui voudraient acheter les terres mises en vente par les nobles que le tiers des avances offertes aux paysans sortis de l'indivision ¹ ?

Les efforts du gouvernement pour arrêter la dissolution progressive de la commune agricole, ne prouvent-ils pas suffisamment la vitalité des tendances individualistes au sein même du *mir* ? Il nous paraît peu probable que ces mesures législatives, même jointes aux causes naturelles qui peuvent encore retarder la disparition de la commune agricole, puissent être efficaces.

La remise d'année en année des répartitions périodiques est la première manifestation de ces tendances, qui s'accroissent dans la suite par les retraits de l'indivision et la fréquence des partages définitifs.

Un tiers état rural s'est formé en Russie, comme partout ailleurs, du petit commerçant villageois, du fermier des terres seigneuriales, du cabaretier, de l'usurier, en un mot de tous ceux que l'épargne et la bonne réussite des affaires ont favorisés. Ces paysans enrichis se refusent à l'idée de soumettre leur liberté indi-

1. On se rappelle que la Banque des paysans ne prête aux paysans communistes que 150 roubles par ménage, tandis que les paysans propriétaires individuels en reçoivent 500. (V. *supra*.)

viduelle et la disposition qu'ils voudraient faire de leur fortune à une réglementation de la part de leurs voisins. Ils deviennent les partisans les plus acharnés du partage définitif. Jusqu'à ce moment, ils profitent de toutes les occasions d'agrandir leur lot. Tantôt ils se chargent de payer la contribution des retardataires et des absents en échange de leurs parcelles ; tantôt ils prennent en fermage les parts de ceux qu'une épizootie ou une mauvaise récolte ont privés du bétail nécessaire à leur aménagement. Leur influence est telle, qu'il leur est facile de s'opposer à un nouveau partage périodique qui diminuerait leurs lots, et ferait passer en d'autres mains les parcelles des retardataires qu'ils détiennent.

Leur aisance leur permet de créer, au sein de l'assemblée communale, une majorité de partisans de la répartition existante. Et la loi, en exigeant pour un nouvel allotissement l'assentiment des deux tiers de tous les ayants droit, favorise indirectement ces *koulaks*. La situation même de ces enrichis les rend hostiles au régime de la communauté, et le moujik ne les désigne que par le nom de *miroiedy* ou « mangeurs du *mir* ».

Ces petits bourgeois ruraux peuvent acheter ou louer, en dehors de la commune, des terrains

qui échappent à toute réglementation. Cette possibilité de s'arrondir au dehors diminue parfois l'acuité de la lutte entre les partisans et les adversaires d'un nouveau partage. Mais on saisit, dès lors, que le crédit offert aux paysans par l'État, dans le but avéré de leur faciliter l'acquisition de nouvelles propriétés, arrête plutôt qu'il n'encourage la dissolution de la commune agricole. Le *mir* n'eût d'ailleurs pas vécu longtemps, si le paysan n'avait eu pour unique ressource que les produits d'un lot généralement trop exigü.

Le régime protecteur est la dernière sauvegarde du *mir*. Il enlève, il est vrai, à l'agriculture les capitaux dont elle aurait besoin pour réaliser quelque progrès; mais il permet aux *miroïedy* d'agrandir leurs exploitations aux dépens des domaines seigneuriaux, sans obliger la commune au partage définitif.

L'exploitation capitaliste du sol est l'objet de la plus grande animosité de la part des paysans communistes, auxquels elle cause un malaise profond.

Il importe cependant d'envisager l'avenir. L'accroissement de la population amènera fatalement un jour l'émigration du capital à la campagne : le *mir* saura-t-il se plier aux exigences d'une culture rationnelle? En un mot, le *mir* est-il viable?

§ 3

LE *mir* Russe ET LE SOCIALISME.

Nous avons vu parfois le *mir* s'affranchir de l'assolement triennal. Nous l'avons vu consacrer certaines parties du sol communal à la culture de la betterave, de la pomme de terre, du chanvre et du lin. Nous avons constaté, dans plus d'une commune, la création d'un quatrième champ consacré aux prairies artificielles.

Rien ne s'oppose à ce que les progrès de la richesse et le développement de l'agriculture transforment un jour les destinées de la propriété indivise.

Rien ne s'oppose à ce que le *mir*, par les pratiques d'une agriculture moins extensive, ne vienne à suffire, non seulement aux exigences de la consommation locale, mais encore à celles que présente le marché international.

Mais pour cela il faudrait que le régime des partages périodiques fît place à une production communiste. La propriété indivise peut se prêter également à la petite culture et à la grande ; elle a cette rare faculté de pouvoir réunir les avan-

tages agricoles de l'une et les avantages sociaux de l'autre. Aux partages temporaires entre les familles, il faudrait substituer l'exploitation en bloc par la commune elle-même ou par grandes fermes louées au compte de la communauté. On peut trouver les germes de cette transformation dans la coutume de cultiver en commun certaines terres laissées dans l'indivision, et dont le produit est employé, tantôt à remplir les magasins de la commune, tantôt à payer les cotisations, tantôt à élever quelque construction utile à tous. Ainsi transformée, la commune agricole, qui représente aujourd'hui, en face des grands domaines des seigneurs, la petite culture en même temps que la petite propriété, verrait les rôles intervertis. Dans un pays de plaines, et avec les progrès de l'outillage agricole, la tenure collective s'adapterait à une exploitation rationnelle et scientifique, plus facilement que la propriété individuelle et morcelée.

Propriétaires indivis des instruments de travail et faisant l'exploitation en commun, sauf à partager la récolte à parts égales, les membres du *mir* formeraient une société agricole dont ils seraient en même temps les actionnaires et les ouvriers, et ils trouveraient sur les terres communales un champ libre à la grande culture.

Pour que cette hypothèse se réalisât, il faudrait que le sentiment de la solidarité humaine prît le dessus sur l'égoïsme des classes et des particuliers. « Il faudrait, dit M. Kovalevsky, que la lutte produite par le choc des intérêts au sein même du *mir* cessât tout d'un coup ; que l'existence côte à côte de deux régimes aussi contradictoires que celui de la propriété et du communisme, n'exerçât point d'influence dissolvante sur ses destinées ; que le capitalisme, en plein procès d'évolution dans le domaine de l'industrie manufacturière, ne s'étendît point aux campagnes ; que le tiers état renonçât à son rôle historique d'accapareur des biens fonciers, et que l'ancien seigneur se contentât à tout jamais du maigre revenu que lui rapporte le louage des terres à ses ci-devant serfs. »

Malheureusement, ne sont-ce point là des hypothèses irréalisables ? Il ne nous paraît pas démontré que le *mir* puisse être un jour la réalisation, même partielle, du rêve socialiste. Les intérêts qui se trouvent en présence au sein de la communauté agraire, sont trop directement opposés, et les tendances individualistes ont pris un trop grand essor dans ces dernières années.

Cherchons donc si, en dehors de ces lointaines hypothèses, il n'y a pas d'autres transfor-

mations possibles qui assureraient l'existence de la communauté de village.

L'autorité du *mir* a déjà triomphé de l'asservissement à tel ou tel mode d'assolement. Il a pu, dans certaines communes, rendre obligatoire la fumure des champs; il peut donc introduire les méthodes les plus rationnelles et faciliter l'amélioration des terres. La communauté est seule en état d'utiliser toutes les ressources du sol russe, et d'entreprendre les grands travaux nécessaires à la mise en complète valeur du territoire national. Au lieu d'essayer d'arrêter, par des mesures législatives plus ou moins heureuses, la dissolution progressive du *mir*, le gouvernement devrait entreprendre immédiatement la réforme de son système financier. Il n'arrêterait pas par là la marche de la propriété individuelle; mais il permettrait aux progrès de l'instruction d'utiliser la réunion de ces forces villageoises, asservies au joug de la solidarité fiscale.

Encore faudrait-il des années pour que le paysan comprît enfin son intérêt et son devoir, et qu'il recourût à l'exploitation en bloc et, au besoin, à l'association de plusieurs communes entre elles.

Car le moujik, avec sa pauvreté et son ignorance actuelles, est dépourvu de tout esprit d'ini-

tiative et d'entreprise. Il est à craindre que le jour où le paysan voudra tenter ces améliorations ne soit trop éloigné.

Bien des causes minent aujourd'hui la commune agricole, et concourent à hâter sa ruine.

Les exemples que nous offre l'histoire de la propriété foncière en Allemagne et en Suisse, ne sont pas rassurants. L'accroissement du prolétariat agraire oblige la commune à accorder aux simples domiciliés une part dans le gouvernement municipal. La commune politique s'est ainsi créée à côté de cette corporation fermée de copropriétaires, qui ne forme désormais qu'un des éléments dont se compose l'agglomération villageoise. L'augmentation du nombre des déclassés a plus d'une fois entraîné les détenteurs de lots à sortir de l'indivision, de peur que les domiciliés qui possèdent un droit de vote dans les assemblées communales, ne s'en servissent pour se faire admettre à la jouissance des pâturages et des forêts.

Les mêmes causes peuvent-elles entraîner en Russie les mêmes effets ?

Nous avons constaté le prodigieux accroissement du prolétariat agraire. Aux descendants des anciens serfs attachés à la personne du seigneur, et qui n'avaient point reçu de dotation territoriale, sont venus se joindre les soldats en

rétraite, les nouveaux colons et des déclassés de toute sorte. La commune ne les admet qu'au domicile ; ils possèdent uniquement leurs pauvres cabanes et les misérables lopins de terre qui y sont attachés. Ils n'ont aucun droit, ni civil, ni administratif ; ils restent soumis aux autorités électives du *mir*. En face de ces simples domiciliés la communauté agraire s'est peu à peu transformée en une sorte de corporation fermée. Le *mir* sera-t-il bientôt contraint d'ouvrir à leur nombre menaçant les portes de l'assemblée communale, et de recourir au partage définitif, afin d'éviter les surprises qu'une nouvelle majorité pourrait lui réserver !

Beaucoup se prononcent aujourd'hui en faveur d'une réforme qui assurerait aux membres du *mir* la jouissance héréditaire des terres arables, et laisserait dans l'indivision les pâturages et les bois.

Mais la situation n'a pas, en Russie, le caractère de gravité qu'elle présentait en Suisse et en Allemagne aux époques dont nous avons parlé. La Russie peut lutter contre l'accroissement du prolétariat et, par le fait même, contre la dissolution du *mir* par l'émigration intérieure. La Sibérie offre encore d'immenses espaces vierges à l'activité des déclassés et des malheureux : il appartient au gouvernement de

diriger le trop-plein des communes vers ces régions incultes. Son intérêt lui commande de favoriser l'émigration en assurant, par exemple, des dotations immobilières aux émigrés, et non de l'entraver dans la crainte de diminuer la solvabilité des communes dont ces émigrés font partie ¹.

M. Kovalevsky signale enfin un dernier moyen d'empêcher la dissolution prochaine du *mir* : ce serait d'accorder aux paysans, en bail à long terme et même en bail héréditaire, les terres de la couronne, ainsi que les propriétés nobiliaires hypothéquées dans la Banque de l'État, et dont la régie passera indubitablement et sous peu entre les mains du Trésor.

L'État ne peut compter tirer un autre parti de cette masse de propriétés, que l'insolvabilité croissante de leurs détenteurs menace de déverser un jour sur le marché.

Les charges dont elles sont obérées sont trop disproportionnées avec leurs revenus pour qu'on puisse envisager la solvabilité possible de leurs détenteurs. Il faudra, dans l'avenir, ou les mettre aux enchères, au risque de voir di-

1. Depuis les travaux du Transsibérien, l'émigration vers la Sibérie a plus que triplé. Ainsi, en 1896, le chiffre des émigrants est monté jusqu'à 200.000. Le gouvernement impérial, dans ces conditions, se montre plus enclin à modérer qu'à stimuler l'émigration vers l'Asie.

minuer de moitié le prix de toutes les terres de l'Empire, ou les prendre en régie au bénéfice du Trésor, qui ne courra pas les chances aléatoires d'une administration directe. Force sera donc de les mettre à bail; et, « la classe des fermiers capitalistes étant encore peu nombreuse, ce sont les paysans enrichis et les membres des *mir*s qui deviendront les tenanciers héréditaires ou à long terme de cette vaste étendue de terrains, qui autrement ne donnerait de bénéfices à personne ».

Et maintenant concluons :

Dans le débat qui s'est engagé au sujet du *mir*, on a constamment confondu deux choses; on a mêlé deux principes distincts: le principe *communal* et le principe *communiste*.

Le principe *communal* est, chez tous les peuples libres, un levier d'indépendance locale, un ressort de gouvernement, un moyen de liberté.

Le principe *communiste* doit rester seul le sujet de toutes les discussions.

Tel qu'il est, le *mir* présente des inconvénients indéniables. Ces inconvénients ne sont pas inhérents au régime; ils sont le fait du gouvernement, qui hésite à prendre des mesures qu'il juge ruineuses pour ses finances; ils proviennent surtout de l'ignorance du paysan. Tel qu'il est, le *mir* offre des obstacles

insurmontables au progrès agricole : il favorise le développement du prolétariat, et son existence, à côté d'une aristocratie qui possède une grande partie des terres, peut constituer un jour un grave danger social.

Et cependant, nous ne sommes pas éloigné de croire que ce régime, amélioré, pourrait devenir le salut de nos démocraties modernes. Arrondissez le lot du moujik et donnez-lui-en la jouissance viagère ; à la rigueur, ne lui accordez qu'une jouissance de 20 ans : sa situation devient la même que celle du fermier anglais, avec cet avantage incontestable qu'au lieu de payer un loyer qui irait en augmentant avec chaque progrès économique, il jouira de son lot gratuitement et en vertu de son droit naturel de possession. Il faut bien reconnaître que la condition de l'usufruitier, si elle est inférieure à celle du propriétaire, est incontestablement préférable à celle du locataire. L'on conçoit l'espèce de séduction qu'exerce sur certains esprits une institution qui attache l'acquisition de la propriété, non plus à la mort des ascendants, mais à l'obtention de la majorité ou à la création d'une famille. Nous reconnaitrons facilement les avantages d'un système qui, en assurant à chacun une part de l'héritage collectif, est plus conforme au principe de la

responsabilité individuelle, et qui est susceptible de développer à un très haut degré le sentiment de solidarité. Judicieusement appliqué, le système russe constituerait à tout jamais un obstacle aux luttes de classes ; et l'exploitation en commun par tous les petits propriétaires de la commune réunirait les avantages de la grande et de la petite culture. La Russie posséderait plus de propriétaires que la France, sans que le morcellement de la propriété empêchât l'usage des machines agricoles, puisque la commune serait exploitée comme une seule ferme ; et, en même temps, elle éviterait tous les inconvénients que peut présenter la concentration de la propriété en quelques mains, comme en Angleterre.

« Mais pour cela il faut, dit M. Kovalevsky, que les tendances individualistes dont le *mir* est devenu le foyer puissent trouver une libre issue au dehors ; que le régime communiste du sol soit dégagé de cette excroissance fâcheuse que présente la responsabilité mutuelle en matière d'impôts, et que toute l'organisation communale russe subisse une réforme radicale qui la rapproche du type de la *commune-artel*, c'est-à-dire d'une corporation fermée en pleine possession des instruments de travail et faisant la production en commun. »

Ces transformations possibles dénatureraient le *mir* aux yeux de beaucoup de ses partisans ; mais ce sont les seuls moyens qui pourraient prolonger son existence.

A notre époque, où l'on vante tant les bienfaits de la coopération et de l'association, où des milliers d'êtres rêvent de mutualité et de solidarité, ce mode de propriété communale ne réalise-t-il pas, à l'autre extrémité de l'Europe, une partie du programme de nos socialistes ?

Il appartenait donc à la Russie de nous prouver les avantages de la propriété collective : l'expérience est-elle décisive ? La propriété individuelle et la propriété collective peuvent longtemps encore coexister dans un empire immense. Il n'y a point aujourd'hui à faire un choix entre les deux modes d'occupation du sol ; mais, fatalement, l'un triomphera de l'autre.

C'est au pays et au peuple, avec le concours du temps, de décider entre les deux adversaires : le législateur doit rester le spectateur impartial de la lutte, il doit garder la neutralité.

Quand le *mir*, par impossible, sortirait victorieux de l'épreuve, pourrait-on le transporter sur le vieux sol des nations d'Occident ? Ce *self-government* rural pourrait-il servir de base, d'assise à de libres institutions politiques ?

« A en juger par l'histoire séculaire du *mir*, cela n'est pas vraisemblable. L'exemple de la Russie montre que les libertés communales et les libertés politiques peuvent être deux choses différentes, isolées, sans lien : elles ne se prêtent un mutuel appui que lorsqu'elles reposent sur un même principe. »

Or, les institutions parlementaires des peuples modernes sont fondées sur le respect des droits de l'individu, et les institutions locales de la Russie reposent sur l'autorité de la communauté.

Absorbant l'individu au profit de la communauté, la « chétive démocratie » russe a façonné le peuple au despotisme autant qu'à la liberté ; le *mir* s'est accommodé de l'autocratie aussi bien que du servage ; en enchaînant la liberté individuelle, il a entravé le développement de la personnalité morale et émoussé le sentiment même du droit.

Il semble donc qu'il n'y ait point de place pour le *mir* dans notre vieux monde, à cette heure de liberté individuelle et d'ardente concurrence.

D'ailleurs, la société nouvelle, construite à l'aide de la commune collective, ne pourrait être qu'une société exclusivement agricole et essentiellement rurale.

La question sociale peut se résoudre peut-être en Russie par la question agraire ; mais, dans nos pays, avec la division du travail entre l'agriculture et l'industrie, la question sociale apparaît plus complexe. Et le moment n'est pas éloigné où la Russie elle-même possédera, comme la France, un prolétariat manufacturier urbain ; car elle n'a rien négligé pour hâter le merveilleux développement de son industrie. Souverains, ministres, publicistes, en ont favorisé l'essor, ne songeant qu'à enrichir leur patrie, sans prévoir les transformations sociales que pourrait amener l'érection d'usines, de filatures et de hauts fourneaux.

La structure sociale des nations est dans une dépendance forcée de leur développement économique.

Le gouvernement impérial a maintenu avec obstination le régime de la protection et des hauts tarifs de douane, dont l'industrie est seule à profiter : il a sacrifié les intérêts de l'agriculture aux exigences de l'industrie.

Les progrès immenses réalisés par l'industrie manufacturière en Russie apporteront des modifications fatales aux conditions anciennes de son état social.

En s'ingéniant à devenir un État industriel, la Russie a voué sa population ouvrière à la

même vie, aux mêmes conditions d'existence, en un mot à la même évolution sociale que les populations ouvrières de l'Occident de l'Europe.

Des milliers de villageois ont déserté la commune pour l'usine. En fait ou en droit, beaucoup d'entre eux restent inscrits dans la catégorie des paysans ; ils doivent payer encore les impôts de la commune qu'ils ont quittée. Mais ils se détachent lentement de la terre. Pour eux, la question sociale ne se borne plus à la question agraire et aux partages périodiques du *mir* : la formation du prolétariat ouvrier donne au grand problème la forme qu'il revêt chez les peuples vieilliss.

La possession d'un foyer au village n'offre des garanties sociales et morales que si le moujik trouve du travail sur place. Mais l'usine est construite ordinairement dans un grand centre ; elle est éloignée du village, et la vie de famille est supprimée par l'absence même de son chef. L'attache au *mir* s'oppose alors au perfectionnement de l'habileté professionnelle de l'ouvrier en entretenant, au lieu de les réfréner, les penchants nomades du Russe ; car le *mir* lui dispute la liberté de se fixer dans la région et dans le métier où la vie lui serait la plus facile et le travail le plus profitable. Elle l'empêche d'amé-

liorer sa situation comme ouvrier de fabrique ; elle lui interdit de se créer auprès de l'usine un foyer et une famille.

Ce lien qui retient au *mir* l'ouvrier paysan se rompra fatalement : l'ouvrier paysan de la grande industrie est un type social primitif qui est en train de se dédoubler.

On ne peut que s'en féliciter : en enlevant au *mir* une partie de son personnel, l'usine lui assure une vie plus longue. L'ouvrier laisse des terres libres pour les futurs partages, et la commune a tout intérêt à rejeter tous les moujiks sans lot de terre.

Dans quelque quarante ans, lorsque les communes auront entièrement soldé leurs redevances de rachat, le *mir* n'aura plus d'intérêt à retenir par un lien fiscal les paysans sortis de son sein. Ceux qui lui demeureront attachés le seront par des liens purement volontaires, parce qu'ils auront un avantage réel à conserver un champ dans la commune, devenue enfin propriétaire de son domaine.

Encore la commune se trouvera-t-elle en face de l'arbitraire gouvernemental.

Avec l'industrie et la concurrence s'introduit au cœur de la Russie le sentiment de la personnalité. Cependant, l'ouvrier nouvellement échappé du *mir* conserve un penchant pour la

vie d'*artel*¹ et les pratiques collectivistes. Il est façonné à la vie commune, et par conséquent à l'association ; mais nul doute qu'un jour, abandonnant au moujik les champs de la commune agraire, il ne rêve « à son tour de communisme industriel ou de collectivisme manufacturier. Car, après la transformation économique, risque fort de venir chez l'ouvrier russe la transformation morale ».

Dans une étude fort intéressante, M. L. E. Obolenski traitait récemment² cette question d'actualité : la fièvre industrielle qui, depuis quelques années, tend à transformer la Russie agricole en une vaste succursale de fabriques anglaises et françaises. L'auteur voit la raison

1. L'*artel* est la forme nationale de l'association ; il y en a de toute sorte et pour tous les métiers. Les *artels* des paysans ouvriers dit M. Leroy-Beaulieu, sont tantôt des associations ambulantes qui portent leurs bras d'une contrée à l'autre, effectuant à prix convenu des travaux agricoles ou des travaux industriels, tantôt des coopératives temporaires de production ou de consommation. L'*artel* se charge de tous ces travaux sous la direction d'un ancien chef, élu ou accepté, qui perçoit et répartit les salaires. A côté des *artels* d'hommes, il y a des *artels* de femmes, voire même d'enfants... C'est moins, d'habitude, un syndicat professionnel qu'une sorte de coopérative aux formes étrangement souples... L'*artel* ne deviendra une protection efficace pour l'ouvrier qu'en se rapprochant des *trades unions* ; mais pour cela il faut que l'ouvrier russe se « dépayse », et que se relève le niveau intellectuel des moujiks de fabrique. (Revue des Deux-Mondes du 1^{er} août 1897.)

2. *Istoritchesky Viestnik* : Les hommes qui vont au peuple (*narodniki*), et les marxistes, par L. E. BOLENSKI, numéro d'avril 1899.

de ce mouvement industriel dans les idées de Marx, qui considère le capitalisme comme une étape infaillible vers le triomphe du prolétariat. Le capitalisme amènera la concentration du capital dans les mains d'une minorité infime, et finira fatalement par échouer devant son puissant adversaire, qui sera toute la nation. D'après les marxistes, il faut donc favoriser le capitalisme et la grande industrie au détriment de l'agriculture. Les partisans des paysans, au contraire, tiennent à maintenir l'esprit de solidarité des *obchtchines* ou communautés, et réclament des secours pour relever l'agriculture. Avec raison, M. Obolenski ajoute qu'au lieu de laisser dépérir les paysans, il faudrait améliorer l'état des communautés, tout en favorisant en même temps les corporations et les syndicats des ouvriers, et en créant un capital populaire. Il cite à ce propos un projet d'organisation d'une banque populaire, conçu par le professeur Mendeleeff : le paysan n'irait à la fabrique que pour « restaurer » son capital. « La fabrique, considérée de ce point de vue, est une sorte d'hôpital économique, où s'en vont, pour un temps limité, des éléments malades économiquement, et qui reviennent à la terre une fois restaurés, et cèdent la place à d'autres éléments atteints de la même maladie. »

Cette évolution à l'européenne, à laquelle tant de Russes se promettaient d'échapper, s'accomplit de nos jours sous l'action lente et continue des agents économiques. La Russie avait des paysans et une noblesse ; elle n'avait ni classe ouvrière, ni classe moyenne : l'industrie l'en dotera. Les tendances égalitaires du *mir* ne pourront point empêcher la venue du bourgeois capitaliste et du prolétaire ouvrier. Ainsi se trouvera confirmée la thèse que nous avons toujours soutenue. Le développement de toutes les sociétés humaines est régi par des lois immuables et universelles. La tenure collective du sol par la communauté de village est une phase de ce développement ; et ce que la Russie prétendait nous offrir comme un trait de son génie n'était que la preuve de sa jeunesse, le signe que, chez elle, l'évolution sociale et économique était moins avancée.

Ainsi, nous avons pu constater que le régime de la communauté reculait peu à peu devant la propriété individuelle ; et, dès maintenant, il semble impossible qu'il puisse jamais reprendre assez de vigueur pour étouffer sa rivale.

Si jamais un peuple recourait, sous une forme ou une autre, à ce qu'on a nommé la nationalisation du sol, ce serait plutôt un pays comme l'Angleterre, où la population est dense,

le sol restreint et la propriété concentrée en peu de mains.

Au contraire, la France, où le régime de la propriété personnelle tend à faire passer la plus grande partie de la terre entre les mains des cultivateurs, serait l'une des dernières à y recourir.

Chose bizarre, la commune russe est à la fois défendue par les slavophiles, défenseurs des traditions nationales, et les démocrates radicaux, disciples plus ou moins avoués de l'étranger. Les premiers y voient une institution slave et patriarcale destinée à préserver la Russie des convulsions révolutionnaires de l'Occident ; les seconds y veulent découvrir un fonds de communisme susceptible des développements les plus féconds.

Une aversion commune pour la société européenne rapproche l'esprit slavophile et les rêveries socialistes.

La Russie présente ce caractère particulier que les vues les plus hardies, les thèses les plus téméraires, rencontrent moins de faveur dans le peuple que dans la haute société. L'on trouve parfois, dans les classes élevées, une sorte de dilettantisme socialiste, fruit de l'optimisme national et d'une foi persistante à l'innocuité des idées révolutionnaires dans le pays.

Les défenseurs les plus convaincus du *mir* ne s'aperçoivent pas toujours que le pieux enthousiasme que suscite en eux la propriété collective du sol, est dû moins au mérite intrinsèque du régime qu'à leur secret désir d'exalter une institution nationale, essentiellement slave ou, du moins, considérée comme telle.

Et ils se plaisent à nous représenter le *mir* comme un remède souverain contre le socialisme.

« Cela peut être vrai, dit M. Leroy-Beaulieu ; mais, si le *mir* a cette vertu, c'est conformément à la méthode qui, pour préserver d'une maladie, l'inoculait. On pourrait dire qu'avec la commune russe, le communisme, ou mieux le socialisme agraire, a été inoculé à la Russie, et que, grâce au *mir*, il circule inconsciemment dans ses veines et dans son sang. Le virus, à cette dose, restera-t-il toujours inoffensif ? Sera-ce un préservatif contre la contagion du dehors, ou, au contraire, déterminera-t-il un jour dans l'organisme social des désordres inattendus et des troubles graves ? L'avenir nous l'apprendra. En attendant, c'est là pour les sociétés un mode de traitement dont les gens prudents n'oseraient leur conseiller l'essai, de peur de leur faire prendre le mal dont elles voudraient se défendre. »

Il est vrai que, depuis l'émancipation, l'individualisme, qui a déjà miné l'ancienne famille du *moujik*, menace encore la propriété commune.

Au moins le *mir* aura-t-il gratifié le paysan de deux habitudes, de deux aptitudes sans lesquelles la liberté est stérile : l'habitude de traiter lui-même ses propres affaires, l'habitude de l'association.

Mais, si le *mir*, tel qu'il existe encore en Russie, devait prolonger son existence, il constituerait un véritable danger pour l'avenir.

Un jour viendrait peut-être où le *moujik*, plus instruit, saisissant le côté démocratique de l'institution séculaire qui le tient en tutelle, se lèverait à la voix du socialisme d'Occident.

Car la commune russe semble devoir donner, à une époque plus ou moins éloignée, une admirable prise à la propagande révolutionnaire. Elle constitue un moyen facile de s'emparer du sol au profit des masses ; elle use du seul procédé pratique encore connu pour appliquer à la terre les théories du partage égal, sans voir l'inégalité renaître du partage même. Et, chose plus grave, elle supprime le plus grand obstacle à toute tentative communiste, puisque, grâce à elle, les mœurs du peuple ne s'y opposent point.

Le *mir* présente encore un grave inconvénient social : il sépare la population rurale, comme la propriété, en deux catégories ou deux classes nettement tranchées.

Et, si, en Russie, il n'y a point encore d'antagonisme « conscient et déclaré entre le propriétaire et l'ouvrier, entre le capital et le travail, cela tient moins à l'existence du *mir* qu'à l'état social, religieux, intellectuel du peuple. »

Heureusement qu'entre le grand propriétaire foncier qui reste en dehors du *mir*, et le moujik, apparaît un troisième homme qui servira de trait d'union entre les deux autres : c'est le paysan, membre du *mir*, qui se rend acquéreur d'une certaine étendue de terre. Propriétaire individuel comme l'ancien seigneur ou le marchand des villes, et en même temps membre de la communauté, ce villageois, qui réunit dans sa personne les deux modes de propriété, pourra servir de lien entre les deux classes séparées par la tenure du sol.

Ce n'est que grâce à ce groupe intermédiaire, grâce à ce tiers état rural qui grossit d'année en année, que la Russie pourra échapper aux luttes de classes.

Qu'elle se réjouisse donc des progrès de l'individualisme dans son sein.

Car jamais, à notre avis, les semences révolutionnaires que tant de jeunes mains travaillent à répandre sur le sol russe, ne trouveront un terrain plus favorable que ce *mir* qu'on nous représente comme la sauvegarde de la société.

APPENDICE

LE COLLECTIVISME AGRAIRE EN DIFFÉRENTS PAYS

§ 1^{er}

LA *dessá* JAVANAISE

Nous avons démontré qu'à l'encontre de la théorie soutenue par certains panslavistes, on ne pouvait voir dans la communauté de village une institution propre aux Slaves. La retrouvant sous tous les climats et chez toutes les races, il faut la considérer comme une phase du développement des sociétés, une forme générale de la propriété du sol aux premiers temps de son évolution. Des influences diverses ont hâté ou retardé, selon les pays, les progrès de la civilisation. La plupart des peuples ont vu disparaître jusqu'aux traces d'une institution qui appartient aux premières pages de leur histoire ; d'autres l'ont fidèlement conservée : c'est le cas des peuples slaves.

Mais le régime des communautés de village ne s'est pas maintenu seulement en Russie ; on le retrouve encore de nos jours à Java, dans cette magnifique colonie de la Néerlande, et dans quelques parties les plus reculées de l'Inde.

La *desa* javanaise et le *mir* russe nous offrent les mêmes caractères. Dans l'une comme dans l'autre, nous saisissons la civilisation à son premier âge, au moment où le régime agricole succède au régime pastoral et nomade. Tous les deux reposent sur le sentiment de la famille ; tous les deux enfin nous présentent les mêmes symptômes de dissolution prochaine.

La *desa*, comme le *mir*, est solidairement tenue de fournir les journées de corvée et de payer les impôts. Les terres cultivées sont partagées entre les familles tous les ans ou tous les deux ou trois ans, selon les régions. La jouissance des forêts et des terrains vagues reste commune ; la maison et l'enclos y appartenant sont la propriété privée de l'habitant de la *desa*.

Autrefois, la répartition des terres arables (*sawahs*) se faisait par *joug* : pour avoir droit à une part, il fallait posséder une paire de buffles ou de bœufs. Le gouvernement hollandais a introduit le partage entre tous les chefs de famille ; le chef de la *desa* attribue les lots en suivant

un roulement de façon que chaque famille possède successivement toutes les parts disponibles. L'opération a lieu sous la surveillance des commissaires du district et des résidents.

Le maire ou *loerah* est élu pour un an par tous les copartageants ; son élection est soumise à la ratification du résident ou préfet. Il est assisté d'un conseil des anciens du village.

Le chef de la *dessa*, les anciens, ainsi que le secrétaire, le prêtre, l'assistant et le surveillant des irrigations obtiennent presque partout une part de terre plus grande ou de meilleure qualité.

Aujourd'hui, dans certaines régences de l'île, on rencontre exclusivement la propriété individuelle ; mais les enquêtes constatent que, depuis 1830, la propriété collective a gagné du terrain... Parfois, les *sawahs*¹ sont collectifs, les *tégals* privés.

Dans certaines parties de l'île, la propriété privée existe à côté de la propriété collective. Lorsque les terres cultivées sont propriété privée et les terrains vagues biens communaux, celui qui défriche une partie du fonds communal en devient propriétaire. Au contraire, dans

1. Les *sawahs* sont les champs irrigués affectés à la culture du riz. Les champs cultivés à sec s'appellent *tégals*.

la régence de Samarang, tous les biens sont communs, et celui qui défriche un terrain vague en conserve la jouissance pendant trois années; à l'expiration de ce temps, le *sawah* retourne à la communauté et est soumis au partage.

Le partage annuel était autrefois très fréquent: on tend à s'en éloigner.

Certains villages procèdent à la répartition tous les cinq ans; d'autres n'y recourent que quand l'accroissement des familles les y oblige, Les parts sont proportionnées au nombre de bêtes de trait possédées par chaque famille.

La culture principale de l'île est le riz irrigué. Elle nécessite de grands travaux de canalisation, qui sont exécutés par les habitants sous la direction des autorités communales. Après le riz, les Javanais obtiennent encore une seconde récolte de produits d'une croissance rapide, tels que le tabac et le maïs; aussi le rendement des terres est-il excellent. L'on a calculé que le produit brut d'un *bouw*, qui fait 71 ares, peut être, pour les deux récoltes, de 170 à 200 florins ¹.

La commune, avons-nous dit, est responsable, non seulement du paiement de l'impôt, mais

1. Le florin valant 2 fr. 083, le produit des deux récoltes est donc estimé valoir de 354 à 416 fr.

encore d'un certain nombre de corvées. Ces corvées sont de deux sortes : les corvées seigneuriales et les corvées de culture.

Les premières sont destinées à assurer l'exécution de certains travaux publics ; les secondes sont consacrées aux plantations de café et de sucre de l'État.

Le paysan javanais doit donc distraire une partie de son temps au profit du gouvernement.

A Java, le régime collectif semble favoriser l'accroissement de la population tout autrement qu'en Russie : on estime que le doublement de la population s'opère en trente ans. Le fait est d'autant plus exceptionnel, que l'on se trouve sous les tropiques. L'immigration étant presque nulle, l'île de Java est donc le pays du monde où le nombre des habitants augmente le plus rapidement par l'excédent des naissances sur les décès. Cet accroissement menace, comme en Russie le régime agraire : les lots diminuent, le paysan devient de plus en plus misérable, et l'on a demandé au gouvernement la fixation d'un minimum d'étendue d'un demi *bouw*.

Les mêmes causes qui ont amené, en Russie, la dissolution progressive de la commune agricole minent sourdement la *desa* javanaise ; mais elle possède encore, comme le *mir*, la plus grande autorité aux yeux du paysan.

Au commencement du siècle, l'Angleterre, qui s'était emparée des Indes néerlandaises, voulut y introduire la propriété individuelle. Le gouverneur de Java, sir Stanford Raffles, assit l'impôt, non plus sur la commune solidaire, mais sur les cultivateurs à proportion des terres qu'ils exploitaient. Ceux-ci se soumirent en apparence au nouveau règlement, et payèrent les sommes exigées; mais ils firent ensuite entre eux une nouvelle répartition de l'impôt, conformément à la coutume ancienne.

Et encore, lorsque, pour encourager les défrichements, l'administration néerlandaise voulut étendre le droit de celui qui défriche à dix-huit ans ou jusqu'à sa mort, ce fut l'*adat*, la coutume, qui le plus souvent l'emporta.

La loi nouvelle a introduit un système qui nous paraît excellent. Le gouvernement accorde des concessions de terrain en emphytéose pour soixante-quinze ans, avec exemption de l'impôt foncier pendant les sept premières années, puis de la moitié de l'impôt jusqu'à la douzième.

Le concessionnaire peut donc, avec une semblable durée de possession, exécuter tous les travaux de mise en valeur que ferait un propriétaire.

« Le bail emphytéotique, dit M. de Laveleye, a un grand avantage sur la concession perpé-

tuelle; car, à l'expiration du terme, la terre retourne à l'État, qui en dispose de nouveau au profit de tous. Le revenu que donne le sol constitue l'impôt. Toute la rente peut être appliquée à des services d'intérêt général, au lieu d'être employée à satisfaire les fantaisies de quelques familles opulentes. C'est en réalité la réalisation du système préconisé par les physiocrates, l'impôt unique sur la terre. »

Donc, à Java, l'État possède le domaine éminent; et, s'il s'interdit d'enlever arbitrairement au cultivateur la terre qu'il fait valoir, il se croit en droit de disposer des terres inoccupées, soit pour les mettre en valeur directement, soit pour les vendre ou les donner en location. Le cultivateur n'a qu'un droit de jouissance usufruitière, un bail emphytéotique ou héréditaire.

Le Javanais vénère la *desa* comme l'*adat* elle-même. Le gouvernement n'a point encore touché aux institutions communales de la colonie.

Depuis 1885, les habitants de la *desa* peuvent procéder au partage définitif. Il faut que le vote réunisse les trois quarts des communiens, et qu'il soit approuvé par l'autorité supérieure.

L'organisation agraire de l'île est en rapport intime avec le système de culture en usage. Pour irriguer les rizières il faut de grands travaux de

canalisation ; il faut encore entourer tous les champs d'une petite digue pour y retenir la quantité d'eau nécessaire. Pour profiter des irrigations, il faut enfin que les différents travaux de culture : la plantation, le sarclage, l'arrosement, se fassent d'un commun accord. L'existence de grands travaux d'intérêt collectif et la nécessité d'une exploitation coopérative expliquent l'attachement du paysan au régime de la *desa*. Il tient encore au partage périodique, parce qu'il arrive ainsi à occuper à son tour les meilleures terres.

Le sol est d'une fertilité extraordinaire. De plus, l'on tient compte du rendement : ainsi, les terres sont divisées en dix classes suivant le revenu qu'elles donnent, depuis 10 jusqu'à 100 florins, et l'impôt s'élève à 20 p. 100 du revenu cadastral. Le montant de la contribution est fixé pour chaque *desa*. Le maire répartit la somme totale entre les habitants, en raison des parcelles qu'ils possèdent ou dont l'allotissement leur a attribué la jouissance.

Il reste encore d'immenses espaces à mettre en valeur, ce qui recule le moment où le partage ne donnera plus à chaque ayant droit qu'une part insuffisante.

Toutefois, ne serait-il pas préférable de prévenir cette échéance fatale en favorisant encore

davantage la propriété individuelle, qui est moins favorable à l'accroissement de la population ?

Doit-on attribuer l'origine des communautés de village de Java à la conquête musulmane ou à l'influence de la civilisation indienne ? Il est certain que des communautés de village existent encore dans l'Inde. La propriété collective y fut donc la règle à une certaine époque ; et, détail à noter, c'est dans la partie de l'île où l'influence hindoue a été la plus forte que le système des communautés de village est le plus général. Néanmoins, il nous semble préférable d'admettre que, la communauté de terre étant le régime naturel aux peuples primitifs, elle existait à Java avant que l'influence des institutions de l'Inde se fît sentir.

§ 2

LES COMMUNAUTÉS DE VILLAGE DANS L'INDE

La communauté de village, telle que nous avons pu l'étudier en Russie et dans l'île de Java, n'existe que dans les régions les plus profondes de l'Inde. Partout ailleurs, le partage périodique des terres a disparu ; mais la plupart des autres caractères de l'antique institution ont été conservés. La terre arable n'est plus commune,

les lots appartiennent en propre aux familles ; encore doivent-ils être cultivés suivant certaines règles traditionnelles qui s'imposent à tous. Il est interdit généralement de vendre sa terre à un étranger. Le village est considéré comme une unité solidaire dans ses rapports avec l'État. Les habitants gardent la jouissance commune des forêts et des terrains non cultivés. Chaque famille est gouvernée par un patriarche exerçant une autorité despotique. L'administration du village est confiée à un chef parfois élu, parfois héréditaire, plus rarement à un conseil d'anciens ou d'élus. Les métiers les plus nécessaires et quelques fonctions publiques, comme celles de prêtre, de secrétaire trésorier, sont exercées héréditairement par des familles auxquelles on accorde la jouissance d'un lot de terre comme honoraires. Les soldats de l'*in-delta* en Suède, note M. de Laveleye, reçoivent de même, pour s'entretenir, une maison et un champ. En Angleterre, des traces nombreuses prouvent qu'autrefois il existait une coutume tout à fait semblable à celle de l'Inde : exemple bien remarquable de la persistance de certaines institutions à travers les âges et les migrations.

Le village hindou est sorti de la communauté, mais il en conserve de nombreux vestiges. Dans les provinces centrales, les communes

transportent quelquefois toutes les cultures d'une partie à l'autre de leur territoire, et alors il se fait une répartition nouvelle des terres : la partie abandonnée redevient un pâturage ou une jungle communale. Les populations de sang arien ont complètement abandonné la pratique du partage périodique.

Tout porte à croire que, selon l'opinion de M. Mainé, la communauté cédait naturellement la place à la propriété privée quand les Anglais ont occupé le pays. La conquête et l'influence des idées européennes n'ont fait que hâter et généraliser la transformation.

§ 3

LE TOWNSHIP ÉCOSSAIS

Les parties les plus reculées de l'Écosse, et principalement les îles du nord-ouest, ont conservé jusqu'à nos jours des traces de ce régime agraire archaïque. Des cultivateurs occupent en commun une ferme qui leur est louée par le propriétaire ; ils se partagent entre eux les champs cultivés, et renouvellent le partage au bout d'un certain temps. Les pâturages dépendant de la ferme restent indivis. Cette commu-

nauté rurale, appelée *township* ou *townland*, tient à la fois du *mir* russe et de la *sadrouga* serbe. Elle semble tenir le milieu entre ces deux institutions. Elle ressemble à la *sadrouga* parce que les familles qui constituent le groupe appartiennent à une même souche ; elle ressemble au *mir* parce que la terre arable n'est pas exploitée en commun comme dans la *sadrouga*, mais périodiquement répartie entre les communiars, qui la font valoir chacun pour soi. Elle diffère à la fois et du *mir* et de la *sadrouga* en ce que le sol appartient, non à la collectivité, mais à un landlord non résidant auquel il faut payer la rente. On pourrait encore comparer le *township* à l'*allmend* suisse : seulement le *township* n'a aucune existence légale, et partant, aucun droit corporatif. Il a été question de la lui reconnaître. Le cultivateur ne peut compter sur le produit des céréales, dont la récolte est incertaine sur ces côtes, sans cesse embrumées et battues par les vents de l'Atlantique. Sa seule ressource est dans le produit de ses troupeaux ; il lui faut donc des pâturages. La surface du sol est trop découpée et la végétation trop pauvre pour qu'on puisse recourir au partage. « Il faut ainsi choisir non entre le pâturage occupé individuellement ou collectivement, mais entre ce dernier régime ou la suppression

du pâturage accordé aux *crofters* (cofermiers), qui aurait pour résultat leur ruine complète et leur émigration.

Les *crofters* des Hébrides extérieures appliquent encore généralement le *run-rig*, mais d'après trois modes différents. Tantôt le *township* n'a que son pâturage commun : chaque *croft* conserve en propre sa part de terre arable. Tantôt, indépendamment des exploitations particulières des *crofters*, une grande plaine appelée *machair* reste la propriété collective de tous les *townships*. Elle est divisée en lots qui sont répartis pour trois ans, puis la partie cultivée est abandonnée à la végétation naturelle, et une nouvelle fraction du domaine collectif est partagée et mise en culture... Parfois enfin, on retrouve le *run-rig* primitif, c'est-à-dire la répartition annuelle du sol collectif entre les familles formant la communauté.

Ce n'est pas sans regret, dit M. Carmichael, qu'on voit disparaître, dans ces îles du soleil couchant, le régime agraire des anciens âges, qui, pendant des siècles, a donné le pain quotidien à tant de millions d'hommes. On songe au chant mélancolique qui, mêlé aux plaintes de l'Océan, redit les tristesses de la race gaélique :

« Cha till, cha till, cha till mi tuille. » (Je ne reviendrai, reviendrai, reviendrai jamais plus.)

Nous retrouvons encore la propriété collective dans l'Allemagne méridionale et dans la Suisse allemande.

Les champs sont partagés quelquefois pour neuf ou douze ans, mais généralement pour la vie de l'occupant. Dans quelques localités, les lots sont d'inégale grandeur, et alors ils sont divisés en trois, quatre et cinq catégories. Les communi-ers les plus jeunes obtiennent les lots de la classe inférieure ; ils passent d'une catégorie à l'autre, à mesure que la mort éclaircit les rangs de ceux qui les précèdent.

Pour avoir une part, il suffit, dans certaines *allmenden*, d'être majeur ; le plus souvent il faut avoir un foyer à soi ou former un ménage séparé. Tantôt des lots sont tenus à la disposition des nouveaux ménages, et, en attendant, ils sont loués. Tantôt il faut attendre que la mort d'un occupant ait laissé un lot disponible.

En Suisse, l'*allmend* appartient d'ordinaire aux descendants des membres de la commu-

nauté du village. Ils forment ainsi une corporation fermée, dont sont exclus les simples résidents et tous ceux qui ont obtenu le droit de bourgeoisie sans avoir été reçus dans la corporation privilégiée.

En Allemagne, en Bade, en Hesse, dans le Wurtemberg, l'*allmend* est considérée comme propriété communale dont la jouissance appartient aux bourgeois.

En Suisse, où le nombre des exclus augmente relativement à celui des privilégiés, on réclame avec une insistance croissante cette dernière modification.

Le domaine communal est administré suivant les règles précises que dictent les nécessités d'une exploitation rationnelle. Tous les ayants droit s'occupent régulièrement de cette administration, et le produit en est aussi élevé que celui des propriétés particulières.

Le mode de jouissance de l'*allmend* par les usagers diffère plus ou moins de commune à commune ; il varie encore suivant la nature des biens. Dans beaucoup de localités, les biens communaux sont loués, et le produit en est affecté à couvrir les dépenses publiques ; parfois, il y a un surplus qui est réparti en argent. Le plus souvent, les communes qui ont des terres labourables les répartissent entre les usagers.

Prenons comme exemples le canton d'Uri et le canton de Glaris. Le canton d'Uri forme une *marke* sans division en communes. Le principe qui préside ici au partage des biens communs conduit à avantager les riches et à sacrifier les pauvres : chaque usager jouit du domaine communal à peu près en proportion de l'étendue de ses biens propres. C'est l'application du principe « à chacun selon ses besoins ». Ce système, très juste à l'époque où il n'y avait de propriété privée que la maison et l'enclos environnant, et où, par conséquent, les besoins de chaque famille étaient les mêmes, ne l'est plus avec l'existence corrélatrice de la propriété individuelle. Car les besoins ne varient pas avec les individus, mais avec leurs propriétés particulières. Ainsi, celui qui n'a pas de bétail ne tire rien de l'*alpe* ; pour celui qui a vingt ou trente vaches à y envoyer, c'est un revenu considérable. L'égalité ne se retrouve que dans l'allotissement des terres cultivées.

Il serait plus équitable d'augmenter l'étendue de l'*allmend* cultivée, de façon qu'elle représentât un revenu égal à celui que donne l'*alpe*. Dans le canton de Glaris, on ne trouve plus trace de l'ancienne *marke* comprenant tout le pays. Le produit d'une grande partie des biens communaux, au lieu d'être réparti direc-

tement entre les habitants, sert à couvrir les dépenses d'intérêt communal. Les *alpes* sont louées aux enchères pour un certain nombre d'années. Un étranger peut s'en rendre adjudicataire.

Les communes prennent soin de conserver une étendue suffisante de terres cultivées pour les distribuer entre les usagers. Pour parer à la diminution des lots, elles achètent elles-mêmes des terrains. Les parts varient de 10 à 30 ares suivant l'étendue du fonds communal, et la jouissance est d'une durée de dix, vingt ou trente ans.

Ce qui est digne d'attention dans le canton de Glaris, c'est de voir l'organisation agraire primitive se combiner avec les conditions de l'industrie moderne, et le droit de jouissance sur la marque commune améliorer le sort de l'ouvrier des grandes manufactures.

Tous les ouvriers usagers, et ils sont nombreux, ont leur maison et la jouissance d'un jardin potager sans payer ou en ne payant que peu d'impôts.

Enfin, l'existence, dans les communes agricoles, de corporations privées possédant des terres, véritables types de sociétés coopératives de production, ont conduit les habitants des communes industrielles à créer des sociétés coopératives de consommation.

Le sort de l'ouvrier suisse nous paraît enviable à côté de celui de l'ouvrier anglais et de l'ouvrier français. La triste condition de ces derniers engendre dans leur âme la haine de l'ordre social. On peut fonder des associations de métiers, des *trade's unions*, des sociétés coopératives, mais il y manque le sentiment fraternel et religieux, la tradition, un principe juridique, et, trop souvent, ce ne sont là que des associations de combat pour lutter contre les capitalistes.

L'*allmend* ne possède point tous ces inconvénients.

Jamais une République n'assura d'une façon aussi parfaite, sur toute l'étendue de son territoire, le maintien de la liberté, de l'égalité et de l'ordre. La belle devise de la Révolution française peut être inscrite en lettres d'or sur les plis du drapeau fédéral : en Suisse, elle ne serait pas une vaine formule.

Ce pays n'a joui de ces rares bienfaits qu'en conservant deux institutions qui ont été celles de tous les peuples à l'origine : l'*autonomie communale* et la *propriété communale*.

On ne peut concevoir une démocratie plus absolue que celle qui existe depuis des siècles dans quelques cantons de la Suisse.

Ainsi, la république démocratique et le

gouvernement direct, qui semblent être le dernier terme de l'évolution actuelle, ne sont qu'un retour à l'organisation politique des sociétés primitives que nous venons d'étudier.

Les peuples ont commencé par des institutions républicaines, ils y reviendront.

Aussi bien le mot de M^{mo} de Staël se trouve-t-il pleinement justifié : « La liberté est ancienne et le despotisme récent. »

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
J. CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	13
CHAPITRE I ^{er} . — LE COMMUNISME ET LA SERVITUDE	17
§ 1 ^{er} . — Origine de la commune agricole	17
§ 2. — Le servage en Russie	44
§ 3. — L'émancipation des serfs et le rachat des terres	57
§ 4. — Distribution de la propriété foncière	66
CHAPITRE II. — LA COMMUNE AGRICOLE	87
§ 1 ^{er} . — La théorie et la pratique dans le <i>mir</i>	87
§ 2. — L'administration du <i>mir</i>	105
CHAPITRE III. — LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DE LA COMMUNAUTÉ AGRAIRE EN RUSSIE, ET LES CAUSES DE SA DISSOLUTION	119
§ 1 ^{er} . — Les avantages et les défauts du régime. — L'accroissement du prolétariat agraire et les mesures du gouvernement impérial	119
§ 2. — Les causes de la dissolution progressive du <i>mir</i>	138
§ 3. — Le <i>mir</i> russe et le socialisme	153
APPENDICE. — LA PROPRIÉTÉ COLLECTIVE DU SOL EN DIFFÉ- RENTS PAYS	177
§ 1 ^{er} . — La <i>desa</i> javanaise	177
§ 2. — Les communautés de village de l'Inde	185
§ 3. — Le <i>township</i> écossais	187
§ 4. — Les <i>allmenden</i> de la Suisse et de l'Allemagne méridionale	190

